

Étude des crédits 2018-2019

Demandes de renseignements **particuliers** de
l'opposition officielle adressés au ministre de
l'Emploi et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
1	Indiquer la somme dépensée en 2017-2018 (et les prévisions pour 2018-2019) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2	État de situation détaillé au sujet des programmes suivants : a. Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA); b. Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés; c. Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).
3	Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources », préciser : a. les dépenses totales pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, ventilées par région; b. le budget disponible pour l'année en cours; c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région et par secteur d'activité; d. le budget consacré par région ressource; e. le taux de réintégration en emploi des personnes admissibles; f. la moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme, par région et par secteur d'activité.
4	Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement », préciser : a. les dépenses totales pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, ventilées par région; b. le budget disponible pour l'année en cours; c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région.
5	Concernant le programme « Action » pour 2017-2018 et les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
6	Concernant le programme « Contrat d'intégration au travail (CIT) » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à cette mesure, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à cette mesure; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
7	<p>Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
8	<p>Concernant le programme « Formation de la main-d'œuvre » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;la liste des programmes d'études et de formation;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
9	<p>Concernant le programme « Jeunes en action » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
10	<p>Concernant le programme « Jeunes volontaires » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
11	<p>Concernant le programme « Ma place au soleil » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
12	<p>Concernant le programme « Emploi étudiant » d'Emploi-Québec pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	<ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
13	<p>Concernant le programme « Préparation à l'emploi » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
14	<p>Concernant le programme « Alternative Jeunesse » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
15	<p>Concernant le programme « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
16	<p>Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
17	<p>Concernant le programme « Soutien pour les travailleurs licenciés collectivement » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
18	Concernant le programme « Québec pluriel » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
19	Concernant le programme « Réussir » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
20	Concernant le programme « Services d'aide à l'emploi » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. identifier tous les services offerts.
21	Concernant le programme « Soutien financier pour mineures enceintes » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
22	<p>Concernant le programme « Soutien au travail autonome » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);type de projets financés, montants financés par projet, par région.
23	<p>Concernant le programme « Supplément à la prime au travail » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
24	<p>Concernant le programme « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
25	<p>Concernant les programmes « Subvention salariales pour employés » et « Contrat d'intégration au travail » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
26	<p>Concernant le programme « Aide à la création d'emploi » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
27	<p>Concernant le programme « Agrément des formateurs » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nom de personnes et nombre de personnes ayant été agréées, par région ;le type de formations offertes;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	<ul style="list-style-type: none">c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
28	<p>Concernant le programme « Découvrir une relève » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
29	<p>Concernant le programme « Licenciements collectifs » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
30	<p>Concernant le programme « Mesure de formation de la main-d'œuvre » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;c. le bilan et les résultats;d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).
31	<p>Concernant le « Programme de soutien aux initiatives scolaires et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les prévisions pour 2018-2019;b. politique et critères d'attribution des subventions;c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
32	<p>Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les prévisions pour 2018-2019;b. politique et critères d'attribution des subventions;c. la liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
33	<p>Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des trois volets pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les prévisions pour 2018-2019;politique et critères d'attribution des subventions;liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
34	<p>Concernant le programme « Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;le bilan et les résultats;le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);les prévisions pour 2018-2019 des sommes prévues (totales et ventilées par région).
35	<p>Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) » pour 2016-2017 et les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les prévisions pour 2018-2019;politique et critères d'attribution des subventions;liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
36	<p>Concernant le « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les prévisions pour 2018-2019;politique et critères d'attribution des subventions;liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
37	<p>Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :</p> <ol style="list-style-type: none">la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les prévisions pour 2018-2019;politique et critères d'attribution des subventions;liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	refusée.
	d. nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
	e. nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme
38	Emploi-Québec : a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2017-2018 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2018-2019. Chiffres nationaux ventilés par région administrative; b. Détails des employés occasionnels et réguliers pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 fournir les prévisions pour 2018-2019; c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2017-2018 et les quatre années précédentes; d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.
39	Les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables : a) Aux services directs donnés par le personnel d'EQ; i. Par région; ii. Par CLE; b) À l'administration; iii. Administration des mesures d'aide à l'emploi, des mesures d'aide financière et de la prestation de services directs; iv. Total des dépenses d'administration pour EQ; c) Aux mesures d'emploi; v. Soutien au revenu; • Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d'aide sociale; • Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale; vi. Ententes de services; • Par catégorie d'entente.
40	Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables : a) Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi; b) Aux mesures de formation; i. Francisation; ii. Alphabétisation; iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique; iv. Formation générale au secondaire; v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés; vi. Formation professionnelle au secondaire; vii. Formation technique au collégial; c) Aux subventions salariales aux entreprises; d) Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées; e) Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.
41	Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.
42	Programme d'aide et d'accompagnement social Action : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
43	Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d'interventions en matière de conformité, pour les trois dernières années: <ul style="list-style-type: none">○ Pour le programme d'aide sociale;○ Pour le programme de solidarité sociale.
44	Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour les trois dernières années.
45	Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour les trois dernières années.
46	Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour les trois dernières années.
47	Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour les trois dernières années.
48	Nombre d'ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour les trois dernières années.
49	Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour les trois dernières années.
50	Concernant les centres d'appels : <ul style="list-style-type: none">a) Liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels, pour les trois dernières années;b) Liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour les trois dernières années;c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels, pour les trois dernières années;d) Pour chacun des centres d'appels du MTESS et du RQAP :<ul style="list-style-type: none">i. Nombre d'appels reçus;ii. Taux de non-réponse.
51	Taux d'absentéisme du personnel.
52	Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 et plus : <ul style="list-style-type: none">a. Budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention;c. Nombre d'entreprises participantes;d. Nombre de participants, par tranche d'âge et par région;e. Durée moyenne de la participation;f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable;g. Taux de réussite.
53	Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti. Fournir un échéancier de réflexion, la liste et le détail des coûts y étant associés.
54	Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
55	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assurance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
56	Le nombre et le pourcentage de requérants de l'assurance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.
57	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, prévisions pour 2018-2019, ventilées par année. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
58	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, prévisions pour 2018-2019, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.
59	Effectif de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les années 2017-2018 et les quatre années précédentes. Fournir les prévisions pour 2018-2019.
60	Pour l'année 2017-2018 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2018-2019.
61	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. Préciser : <ol style="list-style-type: none">l'objet des consultations;le moyen utiliséles dates des rencontresles communautés et les personnes consultéesles résultats des consultations;les montants afférents.
62	Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère pour 2017-2018 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
63	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2017-2018 qui n'ont pas été reconduits en 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis.
64	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2018-2019.
65	Bilan des investissements 2017-2018, par orientation et initiative, de <i>La solidarité : une richesse pour le Québec</i> . Prévision pour 2018-2019.
66	Fournir tous documents et informations suivantes en lien avec le Rendez-vous national de la main-d'œuvre 2017 produites par le comité de pilotage : <ol style="list-style-type: none">Le nombre de rencontres du comité de pilotage en 2017 et 2018 en lien avec le Rendez-vous national de la main-d'œuvre;Tous documents, notes, rapports et suivi produit par le comité de pilotage.Tous documents, notes, rapports et suivi produits dans le cadre des rencontres et des forums faisant suite au Rendez-vous national de la main-d'œuvre.Sommes consacrées aux mesures annoncées dans le communiqué

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	du 17 février 2017 dans le cadre du Rendez-vous national de la main-d'œuvre ainsi.
e.	Le bilan des mesures annoncées dans le communiqué du 17 février 2017 dans le cadre du Rendez-vous national de la main-d'œuvre ainsi que leur échéancier et les sommes qui y sont consacrées.

Carrefours jeunesse emploi

- 67 Pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, indiquer les informations suivantes :
- Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi;
 - Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC;
 - Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
 - Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
 - Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
 - Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgé entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.
- 68 À la suite des changements apportés aux ententes avec les carrefours jeunesse-emploi :
- la liste des services achetés par les centres locaux d'emploi auprès des carrefours jeunesse-emploi et le prix accordé à chaque service.
 - le niveau de référence vers le carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend.
 - Le nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les carrefours jeunesse-emploi.
- 69 Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.
- 70 Copie des études d'impact réalisées pour mesurer les effets de la réforme des carrefours jeunesse-emploi, notamment en ce qui concerne le nombre de jeunes qui seront exclus.

Sécurité du revenu

- 71 Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.
- 72 Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.
- 73 Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, de 2012 à 2018 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2018-2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
74	Coût de l'indexation des prestations de l'assurance-emploi pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.
75	<p>État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :</p> <ol style="list-style-type: none">a. Répartition des prestataires avec contrainte sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois;b. Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes;c. Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage;d. Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école;e. Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;f. Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;g. Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;h. Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;i. Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;j. Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;k. Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi, selon les critères suivants :<ol style="list-style-type: none">i. État de santé;ii. État de grossesse;iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés;iv. Critère de 55 ans;v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au programme de soutien financier.l. Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;m. Nombre de ménage déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;n. Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;o. Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision;p. Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;q. Nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;r. Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;s. Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	médicaments, pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;
	t. Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;
	u. Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2011-2012, 2012-2013, en 2013-2014, en 2014-2015, en 2015-2016, en 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;
	v. Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;
	w. Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.
76	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.
77	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.
78	Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l'emploi et pour les cinq années précédentes.
79	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.
80	Concernant le programme Prime au travail, préciser la définition des concepts «revenu d'emploi» et «lien d'emploi». Fournir la ventilation détaillée des montants accordés par région, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, en plus des prévisions pour 2018-2019, et ce, pour les groupes suivants :
	a. Personne vivant seule;
	b. Couple;
	c. Famille monoparentale;
	d. Famille biparentale.
81	Pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 :
	a. combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?
	b. combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?
	c. combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?
	d. combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$?
	e. combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$?
	f. combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000\$?

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	<p>g. combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?</p> <p>h. combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?</p> <p>i. combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?</p> <p>j. combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?</p> <p>k. combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?</p> <p>l. combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?</p> <p>m. combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et ventilation par région.</p>
82	Copie de toutes les études d'impact réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale.
83	Dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévision pour 2018-2019 par le ministère, et ce, par mesure?
84	Les sommes dépensées du 1 ^{er} janvier 2007 au 12 mars 2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.

Régime québécois d'assurance parentale

85	Copie des études, notes, rapports, portraits et analyses concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit (s'il y a lieu).
86	Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.
87	Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées, selon les régions administratives du Québec pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, en fonction des données disponibles.
88	Nombre de femmes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2017-2018 et pour les trois années précédentes.
89	Nombre d'hommes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2017-2018 et pour les trois années précédentes.
90	Nombre de demandes de révision effectuées en 2015-2016, 2016-2017 et en 2017-2018. De ce nombre, combien ont été confirmées et renversées?
91	Sommes versées en trop pour les années 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.
92	Copie des documents, notes, rapports concernant la diminution des prestations et de la durée du congé parental.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
Secrétariat à l'action communautaire autonome	
93	Pour chacun des programmes, préciser : <ol style="list-style-type: none">la liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;politique et critères d'attribution des subventions;liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
94	Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.
95	Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.
Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	
96	Fournir les notes, études et analyses concernant le renouvellement du plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
97	Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2002-2013, fournir : <ol style="list-style-type: none">la description complète des sommes investies par le MESS chaque année, de 2002 à 2018;les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie;la description complète des objectifs de ce plan d'action;le bilan, les évaluations et les rapports;échanciers pour le dépôt du nouveau plan.
98	Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives.
99	État de situation détaillé par axe et sous-axe du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2017-2018.
100	Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1 ^{er} décembre 2009 jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants : <ol style="list-style-type: none">le nom et l'adresse de l'entreprise;la date de l'avis ou de la fermeture;le type ou le secteur d'activité de l'entreprise;le nombre total d'employés de l'entreprise;le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;les motifs du licenciement.
101	Concernant le projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : liste des actions entreprises en 2015-2016, en 2016-2017 et en 2017-2018 et le nombre de personnes qui ont obtenu, en 2015-2016, 2016-2017 et en 2017-2018, un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet.
102	État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.
103	Copie des documents, notes, études concernant la révision de la loi du 1 %.
104	À la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement à la loi du 1% fournir les pertes pour 2016-2017 et 2017-2018, ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.
105	Pour 2017-2018 et pour les cinq années précédentes : montants versés au Fonds de développement de la main-d'œuvre incluant les surplus reportés d'une année à l'autre.
106	Pour 2017-2018 et pour les cinq années précédentes : montants versés dans le Fonds par les employeurs; fournir les prévisions pour 2018-2019, au total et par région.
107	Dans le cadre du nouveau programme « Objectif emploi », fournir les sommes engagées en 2017-2018 et les sommes prévues en 2018-2019. a. Les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région; b. Prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le programme objectif emploi; c. Le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblés par le programme.
108	Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 : a. Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi; b. Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi; c. Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail; 1. Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale; 2. Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours; 3. Modifier le calcul de la contribution parentale; 4. Bonifier les primes au travail; 5. Accorder une exclusion de 100 \$ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires; 6. Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale; 7. Accorder un boni au maintien en emploi; d. Programme objectif emploi; e. Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences; f. Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	<p>d'exclusion sociale;</p> <ol style="list-style-type: none">1. Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans;2. Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale;3. Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme; <p>g. Investir dans les logements sociaux;</p> <ol style="list-style-type: none">1. Améliorer l'offre de logements sociaux;2. Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle;3. Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance ; <p>h. Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables;</p> <p>i. Poursuivre les Alliances pour la solidarité;</p> <p>j. Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social;</p> <p>k. Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu;</p> <ol style="list-style-type: none">1. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu;2. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale3. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO;4. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire;5. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans; <p>l. Favoriser une justice plus humaine;</p> <ol style="list-style-type: none">1. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale;2. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle;3. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale; <p>m. Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale;</p> <p>n. Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales;</p> <ol style="list-style-type: none">1. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire;2. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux;
109	<p>Fournir tous les mémoires, tous les rapports, toutes les études qui ont été déposés suite à l'adoption du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, visant la mise en œuvre du programme Objectif Emploi, et qui a été publié dans la Gazette officielle du Québec, le 12 juillet 2017. Plus précisément, les documents déposés entre le 12 juillet 2017 et le 12 septembre 2017 au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.</p>
110	<p>Concernant le projet de loi 70, fournir :</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
	<ul style="list-style-type: none">a. Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi;b. Fournir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes;c. Fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région;d. Fournir l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.e. Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires inscrits au programme Objectif Emploi;f. Fournir, ventilé par région, le nombre de refus de s'inscrire au programme Objectif Emploi;g. Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires recevant une aide minorée en raison d'un refus de s'inscrire au programme Objectif Emploi.
111	<p>Concernant la stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a. Le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2017-2018;b. le nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2017;c. le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2018-2019;d. intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie;e. échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie.
439	<p>(Ministère de la Santé et des Services sociaux)</p> <p>Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2) pilotée par le MTESS :</p> <ul style="list-style-type: none">a. Montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2017-2018;b. Nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et obtenu un emploi d'été en 2016;c. Nombre de nouvelles personnes au total qui pourront bénéficier de cette mesure (ventilé par régions) en 2018-2019;d. Cette mesure sera-t-elle reconduite dans la phase 2 de la Stratégie?e. Échéancier du gouvernement pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie;f. Actions posées par la ministre déléguée en 2017-2018 pour faire avancer ce dossier.
46	<p>(Secrétariat du travail)</p> <p>Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis cinq ans. Fournir une ventilation par région et les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">a. nom et adresse de l'entreprise;b. date de l'avis ou de la fermeture;c. type ou secteur d'activité de l'entreprise;d. nombre total d'employés de l'entreprise;e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;f. motifs du licenciement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
45	(Revenu Québec) Délai moyen, par mois, pour les déclarations d'immatriculation et pour les constitutions Loi sur les sociétés par actions (LSA).
46	(Revenu Québec) Registraire des entreprises : nombre et nature des plaintes reçues, par mois, au cours des trois dernières années.
47	(Revenu Québec) Nombre de jours (ou de parties de jours) pour chacune des cinq dernières années où le registre des entreprises a été indisponible : a. pour le service de consultation du registre; b. pour les autres services en ligne.
48	Total des sommes engagées pour faire face aux recours de Radio-Canada et de l'éditeur d'Open Corporates, Chrinon.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2017 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

54. Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
-

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

23. Concernant le programme « Supplément à la prime au travail » pour 2016-2017 et pour les trois dernières années :
- le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
 - le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
 - le bilan et les résultats;
 - le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
 - identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région). **(Ministère des Finances)**
51. Taux d'absentéisme du personnel **(Secrétariat du Conseil du trésor)**
57. Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, prévisions pour 2018-2019, ventilées par année. Nombre de personnes ayant suivi ces cours. **(Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur)**
58. Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, prévisions pour 2018-2019, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours. **(Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur)**
63. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2016-2017 qui n'ont pas été reconduits en 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis. **(Secrétariat du Conseil du trésor)**
80. Concernant le programme Prime au travail, préciser la définition des concepts « revenu d'emploi » et « lien d'emploi ». Fournir la ventilation détaillée des montants accordés par région, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, en plus des prévisions pour 2018-2019, et ce, pour les groupes suivants :
- Personne vivant seule;
 - Couple;
 - Famille monoparentale;
 - Famille biparentale. **(Ministère des Finances)**
-

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

85. Copie des études, notes, rapports, portraits et analyses concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit (s'il y a lieu). *(le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP)).*
86. Nombre de personnes admissibles au Régime d'assurance parentale du Québec pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018. *(le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP)).*
87. Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées, selon les régions administratives du Québec pour 2015-2016 et 2016-2017, en fonction des données disponibles. *(le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP)).*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

88. Nombre de femmes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2016-2017 et pour les trois années précédentes. *(le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP)).*
89. Nombre d'hommes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental pour 2016-2017 et pour les trois années précédentes. *(le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP)).*
90. Nombre de demandes de révision effectuées en 2015-2016 et en 2016-2017. De ce nombre, combien ont été confirmées et renversées? *(le Régime québécois d'assurance parentale est financé par un fonds extrabudgétaire)*
91. Régime québécois d'assurance parentale. Sommes versées en trop pour les années 2015-2016 et 2016-2017. *(le Régime québécois d'assurance parentale est financé par un fonds extrabudgétaire)*
92. Copie des documents, notes, rapports concernant la diminution des prestations et de la durée du congé parental. *(le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) sont financés par un fonds extrabudgétaire (FAP)).*
105. Pour 2016-2017 et pour les cinq années précédentes : montants versés au Fonds de développement de la main-d'œuvre incluant les surplus reportés d'une année à l'autre. *(le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre est exclu du périmètre comptable du gouvernement)*
106. Pour 2016-2017 et pour les cinq années précédentes : montants versés dans le Fonds par les employeurs; fournir les prévisions pour 2017-2018, au total et par région. *(le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre est exclu du périmètre comptable du gouvernement)*

Questions dont les réponses seront présentées au Rapport annuel 2017-2018 du Ministère.

46. Registraire des entreprises : nombre et nature des plaintes reçues, par mois, au cours des trois dernières années
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-01

Titre :

Indiquer la somme dépensée en 2017-2018 (et les prévisions pour 2018-2019) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques :

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (excluant le volet Travail)

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information (TI)), pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, s'élèvent à 65 298,3 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation	Interne	Externe	CSPQ	Total
Entente de base de maintien et d'exploitation des TI avec le CSPQ	-	-	35 236,4 k\$	35 236,4 k\$
Ressources internes et externes (continuité et encadrement)	24 722,3 k\$	4 754,9 k\$	584,7 k\$	30 061,9 k\$
Total des dépenses en exploitation	24 722,3 k\$	4 754,9 k\$	35 821,1 k\$	65 298,3 k\$

Fonds des technologies de l'information

Les dépenses en investissement pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, quant à elles, s'élèvent à 9 557,7 k\$ et se répartissent ainsi :

	Interne	Externe	CSPQ	Total
Dépenses en investissement	5 995,1 k\$	2 865,2 k\$	697,4 k\$	9 557,7 k\$

Les dépenses en exploitation (informatique et TI), pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, s'élèvent à 2 628,7 k\$ et se répartissent ainsi :

	Interne	Externe	CSPQ	Total
Dépenses en exploitation	1 431,0 k\$	1 186,3 k\$	11,4 k\$	2 628,7 k\$

Fonds des biens et des services

Les dépenses en exploitation (informatique et TI), pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, s'élèvent à 2 296,1 k\$ et se répartissent ainsi :

	Interne	Externe	CSPQ	Total
Dépenses en exploitation	-	2 245,5 k\$	50,6 k\$	2 296,1 k\$

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome

Les dépenses en exploitation (informatique et TI), pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, s'élèvent à 81,5 k\$ et se répartissent ainsi :

	Interne	Externe	CSPQ	Total
Dépenses en exploitation	-	81,5 k\$	-	81,5 k\$

SOURCE : DGRFC

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2018-03-20

1RP01_03-28_BSM.DOC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-2a

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

- a) Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA)

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2017 au 16 février 2018, le secteur d'Emploi-Québec a dénombré 1 018 participants actifs inscrits à la mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA).

Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures du secteur d'Emploi-Québec, c'est-à-dire que l'enveloppe de départ est par région et non par mesure. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure ICTA, pour la période du 1^{er} avril 2017 au 16 février 2018, sont de 7 439,8 k\$.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 8 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-2b

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

b) Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés.

Exposé et statistiques :

Le volet Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT) de la mesure Concertation pour l'emploi, qui s'adresse aux entreprises, prévoit une modalité « retraite anticipée » qui peut être utilisée en combinaison avec d'autres modalités de réduction du temps de travail (retraite progressive, congé sans solde, temps partiel, etc.).

Devant l'ampleur de la crise vécue par l'industrie forestière, le volet ARTT a été rendu disponible dans le cadre du Plan de soutien pour le secteur forestier d'octobre 2006 et ce, comme un des quatre leviers d'intervention.

La mesure permet le maintien en emploi de travailleurs moins expérimentés en remplacement de travailleurs qui choisissent de prendre une retraite anticipée.

Pour l'année 2017-2018, au 23 février 2018, 217 894 \$ ont été investis dans le volet ARTT du secteur forestier.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-2C

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

c) Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2017 au 16 février 2018, Emploi-Québec a dénombré 37 908 participants actifs inscrits aux diverses formations (francisation, formation générale, préalable à la formation professionnelle ou technique, alphabétisation, formation professionnelle secondaire, métiers semi ou peu spécialisés, formation autres langues que le français).

Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure de formation de la main-d'œuvre pour la période du 1^{er} avril 2017 au 16 février 2018 sont de 298,2 M\$ pour le volet individu.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 9 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-3

Titre :

Concernant « le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources », préciser :

- a. les dépenses totales pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, ventilées par région;
- b. le budget disponible pour l'année en cours;
- c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région et par secteur d'activité;
- d. le budget consacré par région ressource;
- e. le taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
- f. la moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme, par région et par secteur d'activité.

Exposé et statistiques :

Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions ressources a été remplacé par le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement en 2009.

- a) Dépenses totales en 2017-2018 : NIL
- b) Budget pour l'année en cours (2017-2018) : NIL
- c) Nombre de personnes admissibles en 2017-2018 par région : NIL
Et par secteur d'activité : N/A
- d) Budget consacré par région : NIL
- e) Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles : NIL
- f) Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité : NIL

SOURCE : Direction des programmes d'assistance sociale/ Caroline de Pokomandy-Morin /Christine Brockman

COLLABORATIONS : Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget
Direction des mesures et services aux entreprises et du placement

VALIDATION :

DATE : 19 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-4

Titre :

Concernant le « Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement », préciser :

- a. les dépenses totales pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 ventilées par région;
- b. le budget disponible pour l'année en cours;
- c. le nombre de personnes admissibles à ce jour, par région.

Exposé et statistiques :

Le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement hors des régions ressources des secteurs du textile et du vêtement a été remplacé par le Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement en 2009.

- a) Dépenses totales pour 2017-2018 : NIL
- b) Budget disponible pour l'année en cours (2017-2018) : NIL
- c) Nombre de personnes admissibles en 2017-2018 par région : NIL

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Caroline de Pokomandy-Morin/Christine Brockman

COLLABORATIONS : Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget
Direction des mesures et services aux entreprises et du placement

VALIDATION :

DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-05

Titre :

Concernant le programme « Action » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Les programmes d'aide et d'accompagnement social (PAAS) s'adressent aux prestataires de l'aide financière de dernier recours éloignés du marché du travail. Il existe deux PAAS : Action et Réussir.

PAAS Action :

- a) Nombre de personnes ayant participé au PAAS Action : en 2017-2018 (au 16 février 2018), 4 466 personnes ont participé au PAAS Action.
- b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après y avoir participé : Données non disponibles.
- c) Bilan et résultats : Se référer au nombre de participants mentionnés précédemment ainsi qu'aux sommes allouées.
- d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière : Données non disponibles.
- e) Sommes allouées au PAAS Action : en 2017-2018 (au 28 février 2018), les dépenses s'élèvent à 9, 6 M\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATIONS : Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget
DATE : 28 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-06

Titre :

Concernant le programme « Contrat d'intégration au travail (CIT) » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu pour chacun ;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs :

Année financière	Participants actifs	Nouvelles personnes ¹
2017-2018*	4 687	750

* Données du 1^{er} avril 2016 au 16 février 2018.

Données budgétaires :

Année financière	Déboursés
2017-2018*	28 444,0 k\$

* Données du 1^{er} avril 2016 au 23 février 2018.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 6 avril 2018

¹ Afin de présenter le nombre réel de nouveaux participants dans la mesure CIT, on doit utiliser la notion de nouvelles personnes. Ce sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente. Dans les rapports statistiques, le nombre de « nouveaux participants » est comptabilisé lorsqu'il y a inscription d'une nouvelle date de début de participation. Pour la mesure CIT, une nouvelle date de début de participation est inscrite à chaque renouvellement. Ceci a pour effet de compter la même personne comme « nouveau participant » année après année et explique le nombre élevé de nouveaux participants.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-07

Titre :

Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

- Nombre de participants 2017-2018 (au 16 février 2018) : 78.
- Nombre de participants ayant intégré le marché du travail : Aucun objectif de résultats n'est donné pour ce programme. Les résultats de retours en emploi sont liés au parcours du client, qui peut comprendre une participation à plusieurs mesures/programmes.
- Données budgétaires : Aucun montant n'est versé aux entreprises et aux participants pour ces stages de courte durée. Le coût du service ne peut être isolé en soi, celui-ci étant inclus dans le coût des ententes de services en approche globale de la mesure Service d'aide à l'emploi (SAE).

SOURCE : Direction des ressources externes
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 19 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-08

Titre :

Concernant le programme «Mesure de formation de la main-d'œuvre» pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. la liste des programmes d'études et de formation;
- d. le bilan et les résultats;
- e. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- f. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Nombre de personnes jointes par le programme

Volets	Participants actifs 2017-2018*
Individus	37 908
Entreprises	8 471

* Données en date du 16 février 2018.

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATION : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE : 16 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-09

Titre :

Concernant le programme « Jeunes en action » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

La mesure « Jeunes en action » a pris fin le 31 décembre 2017.

Nombre de participants actifs : 0 (au 16 février 2018).

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des ressources externes

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 29 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-10

Titre :

Concernant le programme « Jeunes volontaires » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilés par région).

Exposé et statistiques :

Présentation et objectifs de la mesure

Nombre de participants – 2017-2018 (au 16 février 2018)

Période	Participants actifs
2017-2018 (au 16 février 2018)	470

Sommes allouées

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE :

Direction mesures et des services aux individus

COLLABORATION :

Service de l'analyse et de l'information de gestion

Direction de la planification et de la reddition de comptes

VALIDATION :

DATE :

20 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-11

Titre :

Concernant le programme « Ma place au soleil » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

- Nombre de participants actifs :

2017-2018 (en date du 16 février 2018)	441 participants actifs
---	-------------------------

- Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 16 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-12

Titre :

Concernant le programme « Emploi étudiant d'Emploi-Québec » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le programme « Placement étudiant » n'existe pas.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux entreprises et du placement
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 20 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-13

Titre :

Concernant le programme « Préparation à l'emploi » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs :

2017 – 2018*	9 396
--------------	-------

* Données du 1^{er} avril 2017 au 16 février 2018.

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des ressources externes

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 16 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-14

Titre :

Concernant le programme « Alternative jeunesse » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

À la suite de l'adoption du projet de loi 70, ce programme a été abrogé. Les jeunes qui étaient en participation au Programme alternative jeunesse à ce moment peuvent poursuivre leur participation au programme jusqu'à ce qu'ils atteignent les objectifs prévus à leur parcours d'insertion.

Budget et participants

Le tableau qui suit présente les données pour l'année 2017-2018.

Année financière	2017-2018
Participants actifs	104 Du 1 ^{er} avril 2017 au 16 février 2018

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE :

Direction mesures et des services aux individus

COLLABORATION :

Service de l'analyse et de l'information de gestion

Direction de la planification et de la reddition de comptes

VALIDATION :

DATE :

22 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-15

Titre :

Concernant le « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

En date du 16 février 2018, on dénombre 1 343 participants actifs, dont 920 nouveaux participants. La campagne de promotion en cours devrait permettre d'atteindre l'objectif de 1020 participants d'ici le 31 mars.

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

Une bonification du PRIIME totalisant 29,5 M\$ sur 5 ans a été annoncée lors du Rendez-vous national sur la main-d'œuvre (RVNMO) ainsi que lors du budget 2017-2018. Cette bonification permettra une augmentation de 20 % des participations par année (sur un principe cumulatif) durant 5 ans à partir de l'année de référence de 2015-2016.

SOURCE : Direction mesures et des services aux individus
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION: Direction de la planification et de la reddition de comptes
DATE : 28 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-16

Titre :

Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le PSTA a cessé de s'appliquer le 31 mars 2013 dans le secteur de l'extraction de l'amiante, et le 31 décembre 2012 dans tous les autres secteurs d'activité. À noter, toutefois, que les personnes licenciées avant la fin de ce programme peuvent encore en bénéficier si les conditions d'admissibilité sont respectées.

- a) Nombre de personnes ayant participé à ce programme par région : en 2017-2018 (au 31 janvier 2018), 17 travailleurs ont été aidés.
- b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme : sans objet.
- c) Bilan et résultats : en 2017-2018 (au 31 janvier 2018), 17 travailleurs ont été aidés dans le cadre du PSTA.
- d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun : sans objet.
- e) Identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) : le budget pour 2017-2018 est de 50 k\$ et il n'y avait pas de ventilation par région.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATIONS : Service de l'analyse et de l'information de gestion

Direction du budget

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

VALIDATION :

DATE : 22 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-17

Titre :

Concernant le programme « Soutien pour les travailleurs licenciés collectivement » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

- a) Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région en 2017-2018 : Aucun ménage aidé en 2017-2018 (au 31 janvier 2018).
- b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme : sans objet.
- c) Bilan et les résultats : Aucun ménage aidé en 2017-2018 (au 31 janvier 2018).
- d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun : sans objet.
- e) Le budget pour 2017-2018 est de 50 k\$. La ventilation par région n'est pas disponible.

SOURCE :

Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

Service de l'analyse et de l'information de gestion

Direction du budget

Direction des mesures et services aux entreprises et du placement

VALIDATION:

DATE :

22 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-18

Titre :

Concernant le programme « Québec pluriel » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Pour 2017-2018 (au 16 février 2018) : le nombre de participants actifs était de 170.

Emploi-Québec exerçant une gestion par fonds, aucune somme n'est allouée à Québec Pluriel en début d'année.

SOURCE : Direction des ressources externes
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction des politiques d'emploi et des stratégies
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 19 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-19

Titre :

Concernant le programme « Réussir » pour 2017-2018 et pour les trois années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Les programmes d'aide et d'accompagnement social (PAAS) s'adressent aux prestataires de l'aide financière de dernier recours éloignés du marché du travail. Il existe deux PAAS : Action et Réussir.

- a) Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région : En 2017-2018 (au 16 février 2018), il y a eu 535 participants actifs au PAAS Réussir
- b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme : Données non disponibles.
- c) Bilan et résultats : Se référer au nombre de participants ainsi qu'aux sommes allouées.
- d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière : Non applicable.
- e) Sommes allouées au PAAS Réussir : En 2017-2018 (au 28 février 2018), les dépenses s'élèvent à 497,9 k\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Caroline de Pokomandy-Morin/Christine Brockman
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction du budget
DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-20

Titre :

Concernant le programme « Services d'aide à l'emploi » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. identifier tous les services offerts.

Exposé et statistiques :

Pour 2017-2018 (au 16 février 2018) : le nombre de participants actifs était de 164 752.

Exerçant une gestion par fonds, Emploi-Québec n'alloue pas de somme précise pour la mesure SAE.

Types d'activités

Plusieurs activités peuvent être offertes dans le cadre de la mesure SAE par les intervenants externes, selon les besoins des personnes et les objectifs recherchés, dont :

- des sessions d'information sur le marché du travail;
- des services d'orientation professionnelle;
- des clubs de recherche d'emploi;
- des stratégies de recherche d'emploi;
- de l'évaluation psychosociale;
- la détermination des besoins;
- des stages d'observation ou d'exploration dans les entreprises.

SOURCE : Direction des ressources externes
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-21

Titre :

Concernant le programme de « Soutien financier aux mineures enceintes » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années:

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques

État de situation

Nombre de personnes jointes par le programme pour 2017-2018

58 au 31 janvier 2018.

Bilan et résultats pour 2017-2018

Au 31 janvier 2018, le programme a permis de venir en aide à 58 futures mères de moins de 18 ans dont la précarité économique constituait une menace pour elle et l'enfant à venir.

Sommes allouées en 2017-2018

600 k\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/ Caroline de Pokomandy-Morin /Christine Brockman
COLLABORATION : Direction de la gouvernance, de l'analyse stratégique et de l'information de gestion
Direction du budget
DATE : 19 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-22

Titre :

Concernant le programme « Soutien au travail autonome » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. type de projets financés, montants financés par projet, par région.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs

Année	Nombre de participants actifs
2017-2018 (au 16 février 2018)	2 955

Sommes allouées

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 20 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-24

Titre :

Concernant le : « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région;
- b. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le tableau ci-dessous présente les données pour l'année 2017-2018 au 28 février 2018.

RÉGION	2017-2018	
	Demandes	Montant versé
Abitibi	1	15 000 \$
Bas-Saint-Laurent	4	60 000 \$
Capitale-Nationale	24	360 000 \$
Centre-du-Québec	1	15 000 \$
Chaudière-Appalaches	14	210 000 \$
Côte Nord	2	30 000 \$
Estrie	1	15 000 \$
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	0	- \$
Lanaudière	3	45 000 \$
Laurentides	1	15 000 \$
Laval	1	15 000 \$
Mauricie	16	240 000 \$
Montérégie	8	120 000 \$
Montréal	4	60 000 \$
Nord du Québec	0	- \$
Outaouais	0	- \$
Saguenay - Lac-Saint-Jean	1	15 000 \$
Région administrative non-précisée	0	- \$
Total	81	1 215 000 \$

SOURCE : Programme national de réconciliation avec les orphelines et les orphelins de Duplessis ayant fréquentés certaines institutions

COLLABORATION : Secteur des services à la gestion et ressources informationnelles

DATE : 20 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-25

Titre :

Concernant les programmes « Subventions salariales pour employés » et « Contrat d'intégration au travail » pour 2017-2018.

- le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- le bilan et les résultats;
- le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques¹ :

Nombre de participants actifs à la mesure subvention salariale par volet pour l'année 2017-2018 :

Volet	Nouveaux participant	Participants actifs
Insertion en emploi²	3 551	5 089
Expérience de travail	2588	3753

* Données au 16 février 2018.

Données budgétaires pour l'année 2017-2018 :

Volet	Déboursés*
Insertion en emploi**	20 168,0 k\$
Expérience de travail	23 460,0 k\$

* Données au 23 février 2018.

** Comprend les volets « insertion en emploi », « insertion en emploi pour les personnes expérimentées » et « insertion en emploi en économie sociale ».

Pour les données par région : Voir annexe 1

Nombre de personnes jointes par la mesure Contrat d'intégration au travail pour l'année 2017-2018

Participants actifs	Nouvelles personnes ³
4 687	750

* Données au 16 février 2018.

Dépenses d'intervention :

2017-2018 : déboursés (au 23 février 2018) : 28 444,0 k\$

¹ Les données ventilées par région sont présentées à l'Annexe 1 pour les deux volets de la subvention et pour la mesure CIT.

² Comprend les volets « insertion en emploi », « insertion en emploi pour les personnes expérimentées » et « insertion en emploi en économie sociale ».

³ Afin de présenter le nombre réel de nouveaux participants dans la mesure CIT, on doit utiliser la notion de nouvelles personnes. Ce sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente. Dans les rapports statistiques, le nombre de « nouveaux participants » est comptabilisé lorsqu'il y a inscription d'une nouvelle date de début de participation. Pour la mesure CIT, une nouvelle date de début de participation est inscrite à chaque renouvellement. Ceci a pour effet de compter la même personne comme « nouveau participant » année après année et explique le nombre élevé de nouveaux participants.

Pour les données par région : Voir annexe 2

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
Validation financière: Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION:
DATE : 18 avril 2018

Annexe 1 - 1RP25

Nombre de participants et dépenses pour la mesure subvention salariale par volet et par région pour l'année 2017-2018 :

Volet Insertion en emploi ¹			Volet Expérience de travail			
	Nouveaux participants *	Participants actifs*	Dépenses**	Nouveaux participants*	Participants actifs*	Dépenses**
01 - Bas-Saint-Laurent	194	255	996,0 k\$	100	133	823,3 k\$
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	241	345	1 270,5 k\$	118	187	1 168,7 k\$
03 - Capitale-Nationale	155	237	958,6 k\$	253	363	2 205,0 k\$
04 - Mauricie	293	407	1 507,6 k\$	180	222	1 452,9 k\$
05 - Estrie	134	179	574,9 k\$	143	203	1 199,3 k\$
06 - Île-de-Montréal	371	563	2 814,8 k\$	526	818	5 186,6 k\$
07 - Outaouais	218	297	1 153,5 k\$	197	235	1 523,5 k\$
08 - Abitibi-Témiscamingue	121	188	815,0 k\$	33	55	372,4 k\$
09 - Côte-Nord	88	118	477,8 k\$	35	46	304,3 k\$
10 - Nord-du-Québec	24	33	120,7 k\$	14	18	119,2 k\$
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	55	87	323,6 k\$	95	112	727,0 k\$
12 - Chaudière-Appalaches	153	196	744,9 k\$	59	100	589,5 k\$
13 - Laval	114	197	812,7 k\$	49	95	520,7 k\$
14 - Lanaudière	151	231	844,9 k\$	129	186	1 177,0 k\$
15 - Laurentides	246	351	1 215,2 k\$	151	215	1 080,4 k\$
16 - Montérégie	818	1145	4 776,5 k\$	436	652	4 380,0 k\$
17 - Centre-du-Québec	176	261	760,8 k\$	71	114	630,2 k\$
Ensemble du Québec	3551	5089	20 168,0 k\$	2588	3753	23 460,0 k\$

¹ Comprend les volets « insertion en emploi », « insertion en emploi pour les personnes expérimentées » et « insertion en emploi en économie sociale ». * Données au 16 février 2018. ** Données au 23 février 2018.

Annexe 2 - 1RP25

Nombre de personnes jointes et dépenses pour la mesure CIT par région pour l'année 2017-2018 :

Région	Participants actifs*	Nouvelles personnes *	Dépenses **
01 - Bas-Saint-Laurent	262	47	1 618,9 k\$
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	222	7	1 495,4 k\$
03 - Capitale-Nationale	251	18	1 545,1 k\$
04 - Mauricie	197	18	1 433,5 k\$
05 - Estrie	224	47	1 160,8 k\$
06 - Île-de-Montréal	951	146	5 699,5 k\$
07 - Outaouais	190	43	1 462,6 k\$
08 - Abitibi-Témiscamingue	188	53	935,4 k\$
09 - Côte-Nord	139	45	454,2 k\$
10 - Nord-du-Québec	22	7	119,8 k\$
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	313	56	1 739,6 k\$
12 - Chaudière-Appalaches	296	72	1 618,2 k\$
13 - Laval	245	47	1 421,8 k\$
14 - Lanaudière	265	27	1 571,5 k\$
15 - Laurentides	281	38	1 622,8 k\$
16 - Montérégie	460	57	3 219,7 k\$
17 - Centre-du-Québec	187	22	1 325,4 k\$
Ensemble du Québec	4687	750	28 444,0 k\$

* Données au 16 février 2018.

** Données au 23 février 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-26

Titre :

Concernant le programme « Aide à la création d'emploi » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

La mesure « Aide à la création d'emplois » n'existe pas.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux entreprises et du placement

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 20 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-27

Titre :

Concernant le programme « Agrément des formateurs » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nom de personnes et nombre de personnes ayant été agréées, par région;
- b. le type de formations offertes;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

L'agrément des formateurs ne constitue pas un programme gouvernemental. Il n'y a pas de versement de subventions ni d'autre type d'aide financière aux formateurs agréés par le seul fait d'être agréés.

Les frais exigibles pour le traitement des demandes d'agrément sont versés au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (ci-après, le Fonds). Or, comme le Fonds exerce des opérations fiduciaires, il est par conséquent exclu du périmètre comptable du gouvernement.

SOURCE : Direction générale du développement de la main-d'œuvre

COLLABORATION : s.o.

VALIDATION:

DATE : 16-03-2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-28

Titre :

Concernant le programme « Découvrir une relève » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

- Nombre de participants 2017-2018 (au 16 février 2018) : 78.
- Nombre de participants ayant intégré le marché du travail : Aucun objectif de résultats n'est donné pour ce programme. Les résultats de retours en emploi sont liés au parcours du client, qui peut comprendre une participation à plusieurs mesures/programmes.
- Données budgétaires : aucun montant n'est versé aux entreprises et aux participants pour ces stages de courte durée. Le coût du service ne peut être isolé en soi, celui-ci étant inclus dans le coût des ententes de services en approche globale de la mesure Service d'aide à l'emploi (SAE).

SOURCE : Direction des ressources externes
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 19 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-29

Titre :

Concernant le programme « Licenciements collectifs » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années:

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Lorsqu'un licenciement collectif survient, Emploi-Québec intervient en collaboration avec l'employeur dans le cadre des mesures suivantes:

- Comité d'aide au reclassement (+ de 50 employés);
- Comité d'aide au reclassement à entrée continue.

Comité d'aide au reclassement (régulier)		
ANNÉE	NOUVELLES ENTREPRISES	ENTREPRISES ACTIVES
2017-2018*	5	12

Comité d'aide au reclassement (entrée continue)		
ANNÉE	NOUVELLES ENTREPRISES	ENTREPRISES ACTIVES
2017-2018*	3	18

* Données au 16 février 2018

Emploi-Québec exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 21 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30

Titre :

Concernant le programme « Gestion des ressources humaines » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le programme « Gestion des ressources humaines » n'existe pas au MTESS.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 15 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-31

Titre :

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les prévisions pour 2018-2019;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-93.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2018-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

Titre :

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les prévisions pour 2018-2019;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-93.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2018-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-33

Titre :

Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des trois volets pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les prévisions pour 2018-2019;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-93.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2018-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 34

Titre :

Concernant le programme « Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- le bilan et les résultats;
- le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- les prévisions pour 2018-2019 des sommes prévues (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

a. Nombre de personnes ayant participé au PAMT, par région

En 2017-2018, 5 223 personnes ont été inscrites au programme d'apprentissage en milieu de travail.

Régions	2017-2018
Bas-St- Laurent	213
Saguenay-Lac-St-Jean	317
Capitale-Nationale	529
Mauricie	247
Estrie	535
Montréal	625
Outaouais	223
Abitibi-Témiscamingue	134
Côte-Nord	17
Nord-du-Québec	24
Gaspésie-Les-Îles	125
Chaudière-Appalaches	433
Laval	199
Lanaudière	298
Laurentides	285
Montérégie	663
Centre-du-Québec	343
Inconnue	13
Ensemble du Québec	5 223

Données au 16 février 2018

Source : Service de l'analyse et de l'information de gestion

b. Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé au PAMT

Le PAMT est un système de formation en entreprise qui s'adresse aux personnes qui sont déjà en emploi.

c. Bilan et résultats

En 2017-2018, 3 209 certificats de qualification professionnelle ont été émis.

d. Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun

Données non disponibles.

e. Identification des sommes allouées

Données non disponibles.

f. Prévisions pour 2018-2019 des sommes prévues (totales et ventilées par région)

Question non pertinente à l'étude des crédits 2017-2018.

SOURCE : Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle

COLLABORATION : Direction de la planification et de la reddition de comptes

Direction des services à la gestion et des ressources informationnelles

VALIDATION : Isabelle Bemeur

DATE : 12-04-2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-35

Titre :

Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les prévisions pour 2018-2019;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-93.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION:

DATE : 2018-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-36

Titre :

Concernant le « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. Liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les prévisions pour 2018-2019;
- b. Politique et critères d'attribution des subventions;
- c. Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

Depuis 2015-2016, le programme « Soutien régionalisé aux entreprises pour le développement de la main-d'œuvre » a été remplacé par le « Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi ».

Cette mesure est financée par le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre qui exerce des opérations fiduciaires et, par conséquent, est exclue du périmètre comptable du gouvernement.

SOURCE : Direction générale du développement de la main-d'œuvre

COLLABORATION : s.o.

VALIDATION: Isabelle Bemeur, Direction générale du développement de la main-d'œuvre

DATE : 06-03-2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-37

Titre :

Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées » pour 2017-2018 et pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Fournir les prévisions pour 2018-2019;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- e. nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme.

Exposé et statistiques :

Pour le PSEA, il y a 4 715 participants actifs du 1^{er} avril 2017 au 16 février 2018.

Au 16 février 2018, les déboursés reliés au Programme de soutien aux entreprises adaptées (PSEA) pour l'année financière 2017-2018 sont de 80,8 M\$.

SOURCE : Direction régionale de Services Québec du Centre-du-Québec

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction des mesures et services aux individus
Direction des politiques d'emploi et des stratégies

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE : 19 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-38

Titre :

Emploi-Québec :

- a) Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2017-2018 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2018-2019. Chiffres nationaux et ventilés par région administrative;
- b) Détails des employés occasionnels et réguliers pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;
- c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2018-2019 et les quatre années précédentes;
- d) État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2012.

Exposé et statistiques :

a) Cibles et résultats en 2017-2018 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2018-2019

Globalement, les taux d'atteinte des cibles de résultats en 2017-2018 touchant les nouveaux participants et les retours en emploi sont satisfaisants (voir annexe). Il en va de même du côté des services aux entreprises. La forte majorité des cibles seront entièrement atteintes ou à des niveaux supérieurs à 90 %.

Tel que prévu dans le processus de reddition de comptes d'Emploi-Québec, les résultats finaux pour 2017-2018 seront présentés dans le Rapport annuel de gestion du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS).

b) Détails des employés occasionnels et réguliers pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

2017-2018	Réguliers	Occasionnels	Total
Effectif en lien d'emploi (au 28 février 2018)	3 244	746	3 990
Secteur d'Emploi-Québec (gouvernance)	157	9	166
Secteur des opérations - Directions régionales	2 977	728	3 705
Secteur des opérations - Unités centrales	73	4	77
Direction des enquêtes et de la conformité	37	5	42

c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2018-2019 et pour les quatre années précédentes.

Pour l'année 2017-2018, le Plan annuel de gestion des dépenses totalise 1 086,8 M\$, dont 279,1 M\$ en Fonds du Québec et 807,7 M\$ imputables aux fonds provenant du fédéral.

PLAN ANNUEL DE GESTION DES DÉPENSES 2017-2018 (en millions de dollars)		
Fonds du Québec	Fonds provenant du fédéral	Total
279,1	807,7	1 086,8

d) Listes d'attente

Emploi-Québec n'administre pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ses services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE : Direction générale des politiques d'emploi, de la planification et du marché du travail
COLLABORATION : Direction générale des ressources humaines
Direction du budget et du financement
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
Direction de la planification et de la reddition de comptes
DATE : 23 mars 2018

Annexe 1. Cibles et résultats 2017-2018, ensemble du Québec

Indicateurs	2017-2018	
	Cibles	Résultats préliminaires
• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi, participants de l' assurance-emploi – <i>Entente Canada-Québec</i>	136 500	162 476
• Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi, participants de l' assurance-emploi – <i>Entente Canada-Québec</i>	50 900	69 518
• Prestations non versées à l' assurance-emploi à la suite d'une intervention des Services publics d'emploi visant un retour en emploi – <i>Entente Canada-Québec</i>	240,0 M\$	331,8 M\$
• Nombre de postes vacants signalés au Service national de placement	550 000	905 483
• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi	282 500	299 239
• Nombre de personnes en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	142 600	163 885
• Taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	50,5 %	53,1 %
• Nombre de nouveaux participants aux activités de formation de base	27 000	21 505
• Nombre de nouveaux participants aux interventions des Services publics d'emploi, clientèle des programmes d' assistance-sociale	102 500	95 761
• Nombre de participants clientèle des programmes d' assistance-sociale en emploi après avoir bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	44 000	37 492
• Taux d'emploi des participants clientèle des programmes d'assistance-sociale ayant bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi	42,0 %	37,8 %
• Nombre de nouveaux participants aux interventions des services publics d'emploi, personnes immigrantes	50 000	50 150
• Taux d'emploi des personnes immigrantes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi	45,0 %	48,2 %
• Prestations non versées à l'aide financière de dernier recours à la suite d'une intervention des Services publics d'emploi visant un retour en emploi	135,2 M\$	135,5 M\$
• Nombre d' entreprises nouvellement aidées par les interventions des Services publics d'emploi	10 500	12 102
• Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement des compétences de la main-d'œuvre	6 458	6 400

Source : Les données 2017-2018 sont des résultats préliminaires basés sur des projections au 31 mars 2018. Les résultats finaux seront publiés dans le rapport de gestion 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-39

Titre :

Les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :

- a) Aux services directs donnés par le personnel d'EQ;
 - i. Par région;
 - ii. Par CLE;
- b) À l'administration;
 - iii. Administration des mesures d'aide à l'emploi, des mesures d'aide financière et de la prestation de services directs;
 - iv. Total des dépenses d'administration pour EQ;
- c) Aux mesures d'emploi;
 - v. Soutien au revenu;
 - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d'aide sociale;
 - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale;
 - vi. Ententes de services;
 - Par catégorie d'entente.

Exposé et statistiques :

LES DÉPENSES AU 28 FÉVRIER 2018 POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018			
	Rémunération	Fonctionnement	Total
Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec	6 649 947,67	288 835,38	6 938 783,05
Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services Québec	8 508 677,50	340 675,23	8 849 352,73
Région - Capitale-Nationale - Services Québec	12 540 938,53	413 850,70	12 954 789,23
Région - Mauricie - Services Québec	8 341 539,14	331 726,48	8 673 265,62
Région - Estrie - Services Québec	8 159 930,79	273 772,65	8 433 703,44
Région - Centre-du-Québec - Services Québec	6 516 943,61	281 954,35	6 798 897,96
Région - Outaouais - Services Québec	8 103 644,73	315 012,12	8 418 656,85
Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec	4 994 823,71	322 717,80	5 317 541,51
Région - Côte-Nord - Services Québec	4 282 017,19	227 805,54	4 509 822,73
Région - Nord-du-Québec - Services Québec	1 965 353,17	170 418,59	2 135 771,76
Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Services Québec	5 529 469,75	275 773,91	5 805 243,66
Région - Chaudière - Appalaches - Services Québec	8 078 948,39	350 053,08	8 429 001,47
Région - Lanaudière - Services Québec	9 833 374,51	364 580,92	10 197 955,43
Région - Laurentides - Services Québec	11 403 386,00	460 859,01	11 864 245,01
Région - Montérégie - Services Québec	24 811 293,26	842 015,93	25 653 309,19
Région - Île-de-Montréal - Services Québec	33 154 918,42	1 651 246,15	34 806 164,57
Région - Laval - Services Québec	6 851 985,06	208 716,43	7 060 701,49
Opérations centralisées en région	6 765 033,72	191 416,49	6 956 450,21
Direction générale des services téléphoniques	17 669 533,14	426 507,79	18 096 040,93
TOTAL DES DÉPENSES DES RÉGIONS AUX SERVICES DIRECTS	194 161 758,29	7 737 938,55	201 899 696,84
TOTAL DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION DES MESURES	15 271 339,53	20 274 719,59	35 546 059,12
TOTAL DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION POUR EQ	209 433 097,82	28 012 658,14	237 445 755,96

Le total des dépenses d'administration des mesures représente les dépenses des unités centrales en soutien au réseau, soit le secteur des opérations, le secteur d'Emploi-Québec et la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

L'annexe 1 présente les données ventilées par CLE pour la même période.

L'annexe 2 présente les données des mesures d'emploi provenant du fond du développement du marché du travail (FDMT) pour l'année 2017-2018. Les allocations versées en soutien du revenu font l'objet d'un suivi pour l'ensemble de la clientèle.

SOURCE : Secteur des opérations
COLLABORATION : Secteur des services à la gestion et ressources informationnelles
VALIDATION:
DATE : 10 avril 2018

LES DÉPENSES PAR CLE AUX SERVICES DIRECTS DONNÉS PAR LE PERSONNEL D'EQ AU 28 FÉVRIER 2018 POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018

Direction	Unité administrative	Super catégorie	Total	
3090 Opérations centralisées	1704193 SC - Services centralisés	01 Rémunération 02 Fonctionnement	729 767,16 19 531,32	
	Total 1704193 SC - Services centralisés		749 298,48	
	1704211 CSPA - Centre spécialisé des pensions alimentaires	01 Rémunération 02 Fonctionnement	812 973,47 18 654,48	
	Total 1704211 CSPA - Centre spécialisé des pensions alimentaires		831 627,95	
	1704357 INACTIF CAQP - Centre administratif de la qualification professionnelle	02 Fonctionnement	38,80	
	Total 1704357 INACTIF CAQP - Centre administratif de la qualification professionnelle		38,80	
	1704441 Direction du Centre de traitement administratif et du Centre spécialisé des incohérences de l'Outaouais (CSIO)	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 283 214,22 30 852,90	
	Total 1704441 Direction du Centre de traitement administratif et du Centre spécialisé des incohérences de l'Outaouais (CSIO)		1 314 067,12	
	1704693 CSTA - Centre spécialisé du travail autonome	01 Rémunération 02 Fonctionnement	709 894,48 23 098,22	
	Total 1704693 CSTA - Centre spécialisé du travail autonome		732 992,70	
	1704792 CSIL - Centre spécialisé des incohérences de Lanaudière	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 526 661,00 43 180,60	
	Total 1704792 CSIL - Centre spécialisé des incohérences de Lanaudière		1 569 841,60	
	1704933 CSDAGDSP - Centre spé demandeurs asile_garants défallants et serv aux parr	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 702 523,39 56 060,17	
	Total 1704933 CSDAGDSP - Centre spé demandeurs asile_garants défallants et serv aux parr		1 758 583,56	
	Total 3090 Opérations centralisées			6 956 450,21
	4100 Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec	1704101 DR - Services Québec - Bas-Saint-Laurent	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 675 622,18 178 600,45
		Total 1704101 DR - Services Québec - Bas-Saint-Laurent		1 854 222,63
1704102 CLE - Amqui		01 Rémunération 02 Fonctionnement	475 944,82 14 639,56	
Total 1704102 CLE - Amqui			490 584,38	
1704103 CLE - Témiscouata		01 Rémunération 02 Fonctionnement	489 333,82 14 654,38	
Total 1704103 CLE - Témiscouata			503 988,20	
1704104 Bureau de Services Québec de La Pocatière		01 Rémunération 02 Fonctionnement	458 854,08 9 409,59	
Total 1704104 Bureau de Services Québec de La Pocatière			468 263,67	
1704105 CLE - Matane		01 Rémunération 02 Fonctionnement	619 892,08 12 526,24	
Total 1704105 CLE - Matane			632 418,32	
1704106 CLE - Mont-Joli		01 Rémunération 02 Fonctionnement	350 759,55 9 668,65	
Total 1704106 CLE - Mont-Joli			360 428,20	
1704107 CLE - Rimouski-Neigette		01 Rémunération 02 Fonctionnement	742 632,49 16 506,86	
Total 1704107 CLE - Rimouski-Neigette			759 139,35	
1704108 Bureau de Services Québec - Rivière-du-Loup		01 Rémunération 02 Fonctionnement	609 567,94 20 337,50	
Total 1704108 Bureau de Services Québec - Rivière-du-Loup			629 905,44	
1704109 CLE - Trois-Pistoles		01 Rémunération 02 Fonctionnement	164 478,68 6 025,00	
Total 1704109 CLE - Trois-Pistoles			170 503,68	
1704111 CRTAFDRBSL - Centre régional de traitement de l'aide financière de dernier recours du Bas-Saint-Laurent		01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 062 862,03 6 467,15	
Total 1704111 CRTAFDRBSL - Centre régional de traitement de l'aide financière de dernier recours du Bas-Saint-Laurent			1 069 329,18	
Total 4100 Région - Bas-Saint-Laurent - Services Québec				6 938 783,05
4150 Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services Québec		1704151 DR - Services Québec - Saguenay-Lac-Saint-Jean	01 Rémunération 02 Fonctionnement	355 568,36 138 419,96
		Total 1704151 DR - Services Québec - Saguenay-Lac-Saint-Jean		493 988,32
	1704152 Bureau de Services Québec - Alma	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 105 429,84 29 870,17	
	Total 1704152 Bureau de Services Québec - Alma		1 135 300,01	
	1704153 Bureau de Services Québec - Chicoutimi	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 557 582,73 28 732,55	
	Total 1704153 Bureau de Services Québec - Chicoutimi		1 586 315,28	
	1704154 Bureau de Services Québec - Dolbeau-Mistassini	01 Rémunération 02 Fonctionnement	796 012,51 24 579,21	
	Total 1704154 Bureau de Services Québec - Dolbeau-Mistassini		820 591,72	
	1704155 Bureau de Services Québec - Jonquière	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 728 297,99 48 578,71	
	Total 1704155 Bureau de Services Québec - Jonquière		1 776 876,70	
	1704156 Bureau de Services Québec - La Baie	01 Rémunération 02 Fonctionnement	812 266,69 26 450,39	
	Total 1704156 Bureau de Services Québec - La Baie		838 717,08	
	1704157 Bureau de Services Québec - Roberval	01 Rémunération 02 Fonctionnement	910 036,39 27 676,29	
	Total 1704157 Bureau de Services Québec - Roberval		937 712,68	
	1704191 DPSO -Direction de la planification et du soutien aux opérations	01 Rémunération 02 Fonctionnement	642 576,01 7 411,75	
	Total 1704191 DPSO -Direction de la planification et du soutien aux opérations		649 987,76	
	1704194 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération 02 Fonctionnement	600 906,98 8 956,20	
Total 1704194 Direction des services gouvernementaux intégrés		609 863,18		
Total 4150 Région - Saguenay-Lac-Saint-Jean - Services Québec			8 849 352,73	
4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québec	1704201 DR - Services Québec - Capitale-Nationale	01 Rémunération 02 Fonctionnement	232 739,11 111 995,17	
	Total 1704201 DR - Services Québec - Capitale-Nationale		344 734,28	
	1704202 CLE - Baie-Saint-Paul	01 Rémunération 02 Fonctionnement	221 837,29 5 594,55	
	Total 1704202 CLE - Baie-Saint-Paul		227 431,84	
	1704203 CLE - Beauport	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 337 581,06 38 757,70	
	Total 1704203 CLE - Beauport		1 376 338,76	
	1704204 CLE - Charlesbourg	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 299 536,01 43 839,69	
	Total 1704204 CLE - Charlesbourg		1 343 375,70	
	1704205 CLE - La Malbaie	01 Rémunération 02 Fonctionnement	604 932,68 23 671,60	
	Total 1704205 CLE - La Malbaie		628 604,28	
1704206 CLE - Portneuf	01 Rémunération	787 382,09		

4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québec	1704206 CLE - Portneuf	02 Fonctionnement	16 213,22
	Total 1704206 CLE - Portneuf		803 595,31
	1704207 SAR - Services administratifs régionaux	01 Rémunération	128 162,80
		02 Fonctionnement	261,22
	Total 1704207 SAR - Services administratifs régionaux		128 424,02
	1704208 CLE - Quartiers-Historiques	01 Rémunération	2 044 724,09
		02 Fonctionnement	57 188,80
	Total 1704208 CLE - Quartiers-Historiques		2 101 912,89
	1704209 Centre administratif régionalisé	01 Rémunération	1 374 828,95
		02 Fonctionnement	21 096,71
	Total 1704209 Centre administratif régionalisé		1 395 925,66
	1704210 Bureau de Services Québec - Sainte-Foy	01 Rémunération	2 121 383,93
		02 Fonctionnement	63 918,19
	Total 1704210 Bureau de Services Québec - Sainte-Foy		2 185 302,12
	1704212 CLE - Côte-de-Beaupré	01 Rémunération	124 720,33
		02 Fonctionnement	2 932,64
	Total 1704212 CLE - Côte-de-Beaupré		127 652,97
	1704215 Bureau de Services Québec - Lebourgneuf	01 Rémunération	577 556,90
		02 Fonctionnement	13 445,64
	Total 1704215 Bureau de Services Québec - Lebourgneuf		591 002,54
1704241 SEC - Service des enquêtes et de la conformité	01 Rémunération	347 427,70	
	02 Fonctionnement	2 145,17	
Total 1704241 SEC - Service des enquêtes et de la conformité		349 572,87	
1704243 DSO - Direction du soutien aux opérations	01 Rémunération	356 083,79	
	02 Fonctionnement	4 359,76	
Total 1704243 DSO - Direction du soutien aux opérations		360 443,55	
1704244 DPPIMT - Direction de la planification, du partenariat et de l'information sur le marché du travail	01 Rémunération	668 342,69	
	02 Fonctionnement	5 169,10	
Total 1704244 DPPIMT - Direction de la planification, du partenariat et de l'information sur le marché du travail		673 511,79	
1704247 SCR - Service à la clientèle régionalisée	01 Rémunération	313 699,11	
	02 Fonctionnement	3 261,54	
Total 1704247 SCR - Service à la clientèle régionalisée		316 960,65	
Total 4200 Région - Capitale-Nationale - Services Québec			12 954 789,23
4250 Région - Mauricie - Services Québec	1704251 DR - Services Québec - Mauricie	01 Rémunération	487 355,58
		02 Fonctionnement	97 555,82
	Total 1704251 DR - Services Québec - Mauricie		584 911,40
	1704254 CLE - La Tuque	01 Rémunération	330 066,68
		02 Fonctionnement	35 660,25
	Total 1704254 CLE - La Tuque		365 726,93
	1704255 CLE - Louiseville	01 Rémunération	378 705,29
		02 Fonctionnement	20 154,31
	Total 1704255 CLE - Louiseville		398 859,60
	1704256 CLE - Sainte-Thècle	01 Rémunération	135 930,04
		02 Fonctionnement	9 101,34
	Total 1704256 CLE - Sainte-Thècle		145 031,38
	1704257 CLE - Sainte-Geneviève-de-Batiscan	01 Rémunération	85 483,52
		02 Fonctionnement	6 025,43
	Total 1704257 CLE - Sainte-Geneviève-de-Batiscan		91 508,95
	1704258 CLE - Shawinigan	01 Rémunération	1 161 519,19
		02 Fonctionnement	27 045,81
	Total 1704258 CLE - Shawinigan		1 188 565,00
	1704259 CLE - Trois-Rivières	01 Rémunération	2 261 961,96
		02 Fonctionnement	54 593,10
Total 1704259 CLE - Trois-Rivières		2 316 555,06	
1704293 DPPSO - Direction de la planification, du partenariat et du soutien aux opérations	01 Rémunération	875 968,07	
	02 Fonctionnement	12 147,96	
Total 1704293 DPPSO - Direction de la planification, du partenariat et du soutien aux opérations		888 116,03	
1704294 CRAM - Centre régionalisé administratif de la Mauricie	01 Rémunération	2 624 548,81	
	02 Fonctionnement	69 442,46	
Total 1704294 CRAM - Centre régionalisé administratif de la Mauricie		2 693 991,27	
Total 4250 Région - Mauricie - Services Québec			8 673 265,62
4300 Région - Estrie - Services Québec	1704301 DR - Services Québec - Estrie	01 Rémunération	1 003 832,33
		02 Fonctionnement	120 203,49
	Total 1704301 DR - Services Québec - Estrie		1 124 035,82
	1704302 CLE - Asbestos	01 Rémunération	130 388,86
		02 Fonctionnement	3 575,26
	Total 1704302 CLE - Asbestos		133 964,12
	1704303 CLE - Coaticook	01 Rémunération	79 271,15
		02 Fonctionnement	2 603,83
	Total 1704303 CLE - Coaticook		81 874,98
	1704304 CLE - East Angus	01 Rémunération	201 305,37
		02 Fonctionnement	5 718,97
	Total 1704304 CLE - East Angus		207 024,34
	1704305 Bureau de Services Québec - Lac-Mégantic	01 Rémunération	142 375,42
		02 Fonctionnement	12 814,38
	Total 1704305 Bureau de Services Québec - Lac-Mégantic		155 189,80
	1704306 Bureau de Services Québec - Magog	01 Rémunération	527 123,75
		02 Fonctionnement	14 919,13
	Total 1704306 Bureau de Services Québec - Magog		542 042,88
	1704308 CLE - Sherbrooke	01 Rémunération	1 525 899,91
		02 Fonctionnement	31 255,45
Total 1704308 CLE - Sherbrooke		1 557 155,36	
1704309 CLE - Windsor	01 Rémunération	183 389,61	
	02 Fonctionnement	4 924,12	
Total 1704309 CLE - Windsor		188 313,73	
1704310 CSR - Centre de services régionalisés	01 Rémunération	1 752 704,85	
	02 Fonctionnement	56 499,66	
Total 1704310 CSR - Centre de services régionalisés		1 809 204,51	
1704311 DSE - Direction des services aux entreprises	01 Rémunération	1 107 622,21	
	02 Fonctionnement	16 766,25	
Total 1704311 DSE - Direction des services aux entreprises		1 124 388,46	
1704312 DACSR - Direction adjointe du Centre de services régionalisés	01 Rémunération	988 164,12	
	02 Fonctionnement	133,04	
Total 1704312 DACSR - Direction adjointe du Centre de services régionalisés		988 297,16	
1704313 DSGI - Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	517 853,21	
	02 Fonctionnement	4 359,07	
Total 1704313 DSGI - Direction des services gouvernementaux intégrés		522 212,28	
Total 4300 Région - Estrie - Services Québec			8 433 703,44
4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec	1704351 DR - Services Québec - Centre-du-Québec	01 Rémunération	500 018,42
		02 Fonctionnement	122 973,79
Total 1704351 DR - Services Québec - Centre-du-Québec		622 992,21	

4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec	1704352 CLE - Drummondville	01 Rémunération	1 232 270,12
		02 Fonctionnement	31 664,33
	Total 1704352 CLE - Drummondville		1 263 934,45
	1704353 DPPSO - Direction de la planification, du partenariat et du soutien aux opérations	01 Rémunération	696 983,43
		02 Fonctionnement	2 497,89
	Total 1704353 DPPSO - Direction de la planification, du partenariat et du soutien aux opérations		699 481,32
	1704354 Bureau de Services Québec de Plessisville	01 Rémunération	336 353,91
		02 Fonctionnement	14 299,09
	Total 1704354 Bureau de Services Québec de Plessisville		350 653,00
	1704355 Bureau de Services Québec - Bécancour	01 Rémunération	642 157,69
		02 Fonctionnement	26 438,62
	Total 1704355 Bureau de Services Québec - Bécancour		668 596,31
	1704356 CLE - Victoriaville	01 Rémunération	965 636,89
		02 Fonctionnement	24 177,21
Total 1704356 CLE - Victoriaville		989 814,10	
1704358 CARAFDR - Centre administratif régional de l'aide financière de dernier recours	01 Rémunération	1 856 265,73	
	02 Fonctionnement	57 785,42	
Total 1704358 CARAFDR - Centre administratif régional de l'aide financière de dernier recours		1 914 051,15	
1704359 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	287 257,42	
	02 Fonctionnement	2 118,00	
Total 1704359 Direction des services gouvernementaux intégrés		289 375,42	
Total 4350 Région - Centre-du-Québec - Services Québec			6 798 897,96
4400 Région - Outaouais - Services Québec	1704401 DR - Services Québec - Outaouais	01 Rémunération	531 637,93
		02 Fonctionnement	108 954,94
	Total 1704401 DR - Services Québec - Outaouais		640 592,87
	1704402 Centre de traitement administratif	01 Rémunération	1 016 826,03
		02 Fonctionnement	34 846,00
	Total 1704402 Centre de traitement administratif		1 051 672,03
	1704403 CLE - Buckingham	01 Rémunération	49 496,86
		02 Fonctionnement	1 154,15
	Total 1704403 CLE - Buckingham		50 651,01
	1704404 CLE - Campbell's Bay	01 Rémunération	371 993,88
		02 Fonctionnement	17 689,53
	Total 1704404 CLE - Campbell's Bay		389 683,41
	1704405 CLE - Gatineau et des Collines - Emploi et entreprises	01 Rémunération	2 554 006,34
		02 Fonctionnement	69 911,17
	Total 1704405 CLE - Gatineau et des Collines - Emploi et entreprises		2 623 917,51
	1704406 CLE - Gatineau et des Collines - Services Québec et solidarité sociale	01 Rémunération	1 740 199,65
		02 Fonctionnement	33 987,78
	Total 1704406 CLE - Gatineau et des Collines - Services Québec et solidarité sociale		1 774 187,43
1704407 CLE - Maniwaki	01 Rémunération	556 222,27	
	02 Fonctionnement	28 427,88	
Total 1704407 CLE - Maniwaki		584 650,15	
1704408 Bureau de Services Québec - Papineauville	01 Rémunération	528 362,36	
	02 Fonctionnement	17 233,98	
Total 1704408 Bureau de Services Québec - Papineauville		545 596,34	
1704410 Direction du marché du travail et services spécialisés	01 Rémunération	326 766,43	
	02 Fonctionnement	1 857,77	
Total 1704410 Direction du marché du travail et services spécialisés		328 624,20	
1704411 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération	428 132,98	
	02 Fonctionnement	948,92	
Total 1704411 Direction des services gouvernementaux intégrés		429 081,90	
Total 4400 Région - Outaouais - Services Québec			8 418 656,85
4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec	1704451 DR - Services Québec - Abitibi-Témiscamingue	01 Rémunération	416 087,86
		02 Fonctionnement	152 910,24
	Total 1704451 DR - Services Québec - Abitibi-Témiscamingue		568 998,10
	1704452 DCLSCA - Direction du CLE de La Sarre et du CLE d'Amos	01 Rémunération	332 052,91
		02 Fonctionnement	24 624,12
	Total 1704452 DCLSCA - Direction du CLE de La Sarre et du CLE d'Amos		356 677,03
	1704453 Bureau de Services Québec - La Sarre	01 Rémunération	413 467,55
		02 Fonctionnement	23 644,63
	Total 1704453 Bureau de Services Québec - La Sarre		437 112,18
	1704454 CLE - Rouyn-Noranda	01 Rémunération	819 342,40
		02 Fonctionnement	18 808,08
	Total 1704454 CLE - Rouyn-Noranda		838 150,48
	1704455 CLE - Senneterre	01 Rémunération	51 499,31
		02 Fonctionnement	3 191,52
	Total 1704455 CLE - Senneterre		54 690,83
1704456 CLE - Val d'Or	01 Rémunération	821 324,35	
	02 Fonctionnement	19 296,36	
Total 1704456 CLE - Val d'Or		840 620,71	
1704457 CLE - Ville-Marie	01 Rémunération	410 705,88	
	02 Fonctionnement	18 361,65	
Total 1704457 CLE - Ville-Marie		429 067,53	
1704458 DCTAFDR - Direction du Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours	01 Rémunération	671 753,13	
	02 Fonctionnement	38 303,57	
Total 1704458 DCTAFDR - Direction du Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours		710 056,70	
1704459 Direction des services aux opérations, à la planification et au partenariat	01 Rémunération	1 058 590,32	
	02 Fonctionnement	23 577,63	
Total 1704459 Direction des services aux opérations, à la planification et au partenariat		1 082 167,95	
Total 4450 Région - Abitibi-Témiscamingue - Services Québec			5 317 541,51
4500 Région - Côte-Nord - Services Québec	1704501 DR - Services Québec - Côte-Nord	01 Rémunération	233 935,90
		02 Fonctionnement	79 962,17
	Total 1704501 DR - Services Québec - Côte-Nord		313 898,07
	1704502 CLE - Baie-Comeau	01 Rémunération	924 743,50
		02 Fonctionnement	21 035,40
	Total 1704502 CLE - Baie-Comeau		945 778,90
	1704503 CLE - Forestville	01 Rémunération	231 626,01
		02 Fonctionnement	6 602,02
	Total 1704503 CLE - Forestville		238 228,03
	1704504 Bureau de Services Québec - Havre-Saint-Pierre	01 Rémunération	539 046,71
		02 Fonctionnement	25 062,07
	Total 1704504 Bureau de Services Québec - Havre-Saint-Pierre		564 108,78
	1704505 Bureau de Services Québec - Les Escoumins	01 Rémunération	271 953,88
		02 Fonctionnement	13 701,29
Total 1704505 Bureau de Services Québec - Les Escoumins		285 655,17	
1704506 CLE - Port-Cartier	01 Rémunération	136 436,58	
	02 Fonctionnement	5 286,33	
Total 1704506 CLE - Port-Cartier		141 722,91	
1704507 CLE - Sept-Îles	01 Rémunération	1 021 463,20	
	02 Fonctionnement	33 768,77	
Total 1704507 CLE - Sept-Îles		1 055 231,97	

4500 Région - Côte-Nord - Services Québec	1704541 INACTIF DPPIMTSE - Direction de la planification, du partenariat, de l'information sur le marché du travail et des services aux entreprises	01 Rémunération	7 124,54
	Total 1704541 INACTIF DPPIMTSE - Direction de la planification, du partenariat, de l'information sur le marché du travail et des services aux entreprises		7 124,54
	1704542 Direction de la planification, du partenariat et du soutien aux opérations	01 Rémunération 02 Fonctionnement	915 686,87 42 387,49
	Total 1704542 Direction de la planification, du partenariat et du soutien aux opérations		958 074,36
Total 4500 Région - Côte-Nord - Services Québec			4 509 822,73
4550 Région - Nord-du-Québec - Services Québec	1704551 DR - Services Québec - Nord-du-Québec	01 Rémunération 02 Fonctionnement	509 967,33 81 011,49
	Total 1704551 DR - Services Québec - Nord-du-Québec		590 978,82
	1704552 CLE - Baie-James	01 Rémunération 02 Fonctionnement	692 977,00 38 769,41
	Total 1704552 CLE - Baie-James		731 746,41
	1704554 CLE - Chisasibi	01 Rémunération 02 Fonctionnement	99 929,56 8 856,08
	Total 1704554 CLE - Chisasibi		108 785,64
	1704591 DSOSA - Direction du soutien aux opérations et des services administratifs	01 Rémunération 02 Fonctionnement	662 479,28 41 781,61
	Total 1704591 DSOSA - Direction du soutien aux opérations et des services administratifs		704 260,89
Total 4550 Région - Nord-du-Québec - Services Québec			2 135 771,76
4600 Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Services Québec	1704601 DR - Services Québec - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	01 Rémunération 02 Fonctionnement	489 122,67 178 278,75
	Total 1704601 DR - Services Québec - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine		667 401,42
	1704602 CLE - Avignon	01 Rémunération 02 Fonctionnement	541 942,71 19 351,60
	Total 1704602 CLE - Avignon		561 294,31
	1704603 CLE - Bonaventure	01 Rémunération 02 Fonctionnement	538 797,13 17 041,40
	Total 1704603 CLE - Bonaventure		555 838,53
	1704604 CLE - Îles-de-la-Madeleine	01 Rémunération 02 Fonctionnement	467 324,83 8 206,80
	Total 1704604 CLE - Îles-de-la-Madeleine		475 531,63
	1704605 CLE - Du Rocher-Percé	01 Rémunération 02 Fonctionnement	578 806,77 16 963,20
	Total 1704605 CLE - Du Rocher-Percé		595 769,97
	1704606 CLE - La Côte-de-Gaspé	01 Rémunération 02 Fonctionnement	469 837,23 10 616,97
	Total 1704606 CLE - La Côte-de-Gaspé		480 454,20
	1704607 CLE - La Haute-Gaspésie	01 Rémunération 02 Fonctionnement	516 729,48 8 143,81
	Total 1704607 CLE - La Haute-Gaspésie		524 873,29
	1704641 CTS - Centre de traitements spécialisés	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 136 483,71 11 566,15
	Total 1704641 CTS - Centre de traitements spécialisés		1 148 049,86
	1704642 DSI - Direction des services aux individus	01 Rémunération 02 Fonctionnement	533 831,81 3 367,81
	Total 1704642 DSI - Direction des services aux individus		537 199,62
	1704643 DPSE - Direction de la planification et des services aux entreprises	01 Rémunération 02 Fonctionnement	256 593,41 2 237,42
	Total 1704643 DPSE - Direction de la planification et des services aux entreprises		258 830,83
Total 4600 Région - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine - Services Québec			5 805 243,66
4650 Région - Chaudière - Appalaches - Services Québec	1704651 DR - Services Québec - Chaudière - Appalaches	01 Rémunération 02 Fonctionnement	419 566,98 112 501,76
	Total 1704651 DR - Services Québec - Chaudière - Appalaches		532 068,74
	1704653 CLE - L'Islet	01 Rémunération 02 Fonctionnement	199 021,51 6 955,56
	Total 1704653 CLE - L'Islet		205 977,07
	1704654 CLE - Lac Etchemin	01 Rémunération 02 Fonctionnement	366 587,54 12 905,04
	Total 1704654 CLE - Lac Etchemin		379 492,58
	1704655 CLE - Littoral	01 Rémunération 02 Fonctionnement	2 072 931,53 62 513,28
	Total 1704655 CLE - Littoral		2 135 444,81
	1704656 CLE - Montmagny	01 Rémunération 02 Fonctionnement	692 664,29 14 326,29
	Total 1704656 CLE - Montmagny		706 990,58
	1704657 CLE - Saint-Georges	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 469 400,92 68 572,88
	Total 1704657 CLE - Saint-Georges		1 537 973,80
	1704658 CLE - Saint-Joseph	01 Rémunération 02 Fonctionnement	8 445,48 319,26
	Total 1704658 CLE - Saint-Joseph		8 764,74
	1704659 CLE - Saint-Lazare	01 Rémunération 02 Fonctionnement	123 668,03 5 417,92
	Total 1704659 CLE - Saint-Lazare		129 085,95
	1704660 Bureau de Services Québec - Sainte-Croix	01 Rémunération 02 Fonctionnement	88 267,69 4 289,92
	Total 1704660 Bureau de Services Québec - Sainte-Croix		92 557,61
	1704661 CLE - Sainte-Marie	01 Rémunération 02 Fonctionnement	843 335,22 29 862,47
	Total 1704661 CLE - Sainte-Marie		873 197,69
1704662 CLE - Thetford Mines	01 Rémunération 02 Fonctionnement	723 750,77 24 373,08	
Total 1704662 CLE - Thetford Mines		748 123,85	
1704692 Direction des services gouvernementaux intégrés	01 Rémunération 02 Fonctionnement	860 050,90 7 438,64	
Total 1704692 Direction des services gouvernementaux intégrés		867 489,54	
1704694 Direction du marché du travail et services spécialisés	01 Rémunération 02 Fonctionnement	211 257,53 576,98	
Total 1704694 Direction du marché du travail et services spécialisés		211 834,51	
Total 4650 Région - Chaudière - Appalaches - Services Québec			8 429 001,47
4750 Région - Lanaudière - Services Québec	1704751 DR - Services Québec - Lanaudière	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 348 097,00 123 833,84
	Total 1704751 DR - Services Québec - Lanaudière		1 471 930,84
	1704752 CLE - Berthierville	01 Rémunération 02 Fonctionnement	702 145,06 22 597,04
	Total 1704752 CLE - Berthierville		724 742,10
	1704753 Bureau de Services Québec - Joliette	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 606 883,55 48 676,86

4750 Région - Lanaudière - Services Québec	Total 1704753 Bureau de Services Québec - Joliette		1 655 560,41
	1704754 Bureau de Services Québec - Rawdon	01 Rémunération	1 038 760,96
		02 Fonctionnement	31 972,49
	Total 1704754 Bureau de Services Québec - Rawdon		1 070 733,45
	1704755 Bureau de Services Québec - Repentigny	01 Rémunération	1 846 599,30
		02 Fonctionnement	45 258,74
	Total 1704755 Bureau de Services Québec - Repentigny		1 891 858,04
	1704756 CLE - Saint-Jean-de-Matha	01 Rémunération	255 954,18
		02 Fonctionnement	8 226,04
	Total 1704756 CLE - Saint-Jean-de-Matha		264 180,22
	1704757 CLE - Terrebonne	01 Rémunération	1 320 582,54
		02 Fonctionnement	45 527,17
	Total 1704757 CLE - Terrebonne		1 366 109,71
	1704758 CLE - Sainte-Julienne	01 Rémunération	1 071 872,97
	02 Fonctionnement	26 170,46	
Total 1704758 CLE - Sainte-Julienne		1 098 043,43	
1704791 CORL - Centre des opérations régionalisées de Lanaudière	01 Rémunération	642 478,95	
	02 Fonctionnement	12 318,28	
Total 1704791 CORL - Centre des opérations régionalisées de Lanaudière		654 797,23	
Total 4750 Région - Lanaudière - Services Québec			10 197 955,43
4800 Région - Laurentides - Services Québec	1704801 DR - Services Québec - Laurentides		
		01 Rémunération	474 354,67
		02 Fonctionnement	144 088,36
	Total 1704801 DR - Services Québec - Laurentides		618 443,03
	1704802 CLE de Lachute, Bureau de Services Québec - Saint-Eustache	01 Rémunération	1 158 691,75
		02 Fonctionnement	37 820,34
	Total 1704802 CLE de Lachute, Bureau de Services Québec - Saint-Eustache		1 196 512,09
	1704803 CLE - Mirabel	02 Fonctionnement	65,31
	Total 1704803 CLE - Mirabel		65,31
	1704804 CLE - Mont-Laurier	01 Rémunération	699 716,94
		02 Fonctionnement	25 129,26
	Total 1704804 CLE - Mont-Laurier		724 846,20
	1704806 Bureau de Services Québec de Saint-Jérôme	01 Rémunération	1 948 971,61
		02 Fonctionnement	61 054,55
	Total 1704806 Bureau de Services Québec de Saint-Jérôme		2 010 026,16
	1704807 Bureau de Services Québec - Sainte-Adèle	01 Rémunération	1 040 848,66
		02 Fonctionnement	32 566,75
	Total 1704807 Bureau de Services Québec - Sainte-Adèle		1 073 415,41
	1704808 CLE - Sainte-Agathe	01 Rémunération	1 042 733,51
		02 Fonctionnement	26 804,97
	Total 1704808 CLE - Sainte-Agathe		1 069 538,48
	1704809 CLE - Sainte-Thérèse	01 Rémunération	1 701 051,89
		02 Fonctionnement	37 616,78
	Total 1704809 CLE - Sainte-Thérèse		1 738 668,67
	1704810 CSRR - Centre de services de Rivière-Rouge	02 Fonctionnement	686,23
	Total 1704810 CSRR - Centre de services de Rivière-Rouge		686,23
	1704819 Service aux entreprises des Laurentides	01 Rémunération	731 633,21
		02 Fonctionnement	17 551,41
	Total 1704819 Service aux entreprises des Laurentides		749 184,62
	1704826 Service régional des demandes d'aide financière	01 Rémunération	421 283,82
		02 Fonctionnement	13 839,74
	Total 1704826 Service régional des demandes d'aide financière		435 123,56
	1704841 DPPIMT - Direction de la planification, du partenariat et de l'information sur le marché du travail	01 Rémunération	490 089,54
	02 Fonctionnement	11 883,01	
Total 1704841 DPPIMT - Direction de la planification, du partenariat et de l'information sur le marché du travail		501 972,55	
1704842 SRCE - Service régional de la conformité et des enquêtes	01 Rémunération	842 372,99	
	02 Fonctionnement	42 822,22	
Total 1704842 SRCE - Service régional de la conformité et des enquêtes		885 195,21	
1704843 DSO - Direction du soutien aux opérations	01 Rémunération	851 637,41	
	02 Fonctionnement	8 930,08	
Total 1704843 DSO - Direction du soutien aux opérations		860 567,49	
Total 4800 Région - Laurentides - Services Québec			11 864 245,01
4850 Région - Montérégie - Services Québec	1704851 DR - Services Québec - Montérégie		
		01 Rémunération	931 008,76
		02 Fonctionnement	304 711,59
	Total 1704851 DR - Services Québec - Montérégie		1 235 720,35
	1704852 CLE - Acton Vale	01 Rémunération	37 600,59
		02 Fonctionnement	1 063,02
	Total 1704852 CLE - Acton Vale		38 663,61
	1704853 CLE - La Vallée-du-Richelieu	01 Rémunération	952 861,17
		02 Fonctionnement	25 103,98
	Total 1704853 CLE - La Vallée-du-Richelieu		977 965,15
	1704854 INACTIF DEC-17 CLE - Boucherville	02 Fonctionnement	0,50
	Total 1704854 INACTIF DEC-17 CLE - Boucherville		0,50
	1704855 CLE - Brossard	01 Rémunération	1 919 989,99
		02 Fonctionnement	31 576,48
	Total 1704855 CLE - Brossard		1 951 566,47
	1704856 CLE - Châteauguay	01 Rémunération	131 626,00
		02 Fonctionnement	6 837,74
	Total 1704856 CLE - Châteauguay		138 463,74
	1704858 CLE - Brome-Missisquoi	01 Rémunération	443 754,69
		02 Fonctionnement	10 782,54
	Total 1704858 CLE - Brome-Missisquoi		454 537,23
	1704859 Bureau de Services Québec - Granby	01 Rémunération	1 059 729,61
		02 Fonctionnement	32 141,80
	Total 1704859 Bureau de Services Québec - Granby		1 091 871,41
	1704860 CLE - Haut-St-Laurent	01 Rémunération	222 139,72
		02 Fonctionnement	6 503,62
	Total 1704860 CLE - Haut-St-Laurent		228 643,34
	1704862 CLE - Longueuil	01 Rémunération	1 601 801,68
		02 Fonctionnement	36 123,34
	Total 1704862 CLE - Longueuil		1 637 925,02
	1704863 CLE - Marieville	01 Rémunération	212 835,35
		02 Fonctionnement	7 251,32
	Total 1704863 CLE - Marieville		220 086,67
1704864 CLE - Saint-Constant	01 Rémunération	1 188 351,39	
	02 Fonctionnement	26 651,51	
Total 1704864 CLE - Saint-Constant		1 215 002,90	
1704866 CLE - Saint-Hyacinthe	01 Rémunération	1 353 944,42	
	02 Fonctionnement	32 567,04	
Total 1704866 CLE - Saint-Hyacinthe		1 386 511,46	
1704867 CLE - Le Haut-Richelieu	01 Rémunération	1 081 028,12	
	02 Fonctionnement	22 635,18	
Total 1704867 CLE - Le Haut-Richelieu		1 103 663,30	
1704868 CLE - Saint-Rémi	02 Fonctionnement	0,00	

4850 Région - Montérégie - Services	Total 1704868 CLE - Saint-Rémi		0,00
	1704869 CLE - Sorel	01 Rémunération	744 708,14
		02 Fonctionnement	15 493,58
	Total 1704869 CLE - Sorel		760 201,72
	1704870 CLE - Valleyfield	01 Rémunération	1 400 103,60
		02 Fonctionnement	45 935,62
	Total 1704870 CLE - Valleyfield		1 446 039,22
	1704871 CLE - Vaudreuil-Soulanges	01 Rémunération	733 254,64
		02 Fonctionnement	19 323,85
	Total 1704871 CLE - Vaudreuil-Soulanges		752 578,49
	1704880 CTAL - Centre territorial de l'agglomération de Longueuil	01 Rémunération	273 352,79
		02 Fonctionnement	4 811,43
	Total 1704880 CTAL - Centre territorial de l'agglomération de Longueuil		278 164,22
	1704881 CTO - Centre territorial de l'Ouest	01 Rémunération	366 606,14
		02 Fonctionnement	14 045,71
	Total 1704881 CTO - Centre territorial de l'Ouest		380 651,85
	1704882 CTE - Centre territorial de l'Est	01 Rémunération	457 457,65
		02 Fonctionnement	20 150,86
	Total 1704882 CTE - Centre territorial de l'Est		477 608,51
	1704883 CAAFE - Centre administratif de l'aide financière de l'Est	01 Rémunération	2 305 227,93
		02 Fonctionnement	50 315,97
	Total 1704883 CAAFE - Centre administratif de l'aide financière de l'Est		2 355 543,90
	1704891 DASG - Direction administration et du soutien à la gestion	01 Rémunération	651 765,12
		02 Fonctionnement	4 163,09
	Total 1704891 DASG - Direction administration et du soutien à la gestion		655 928,21
	1704892 CAAFO - Centre administratif de l'aide financière de l'Ouest	01 Rémunération	1 490 841,22
		02 Fonctionnement	29 074,01
	Total 1704892 CAAFO - Centre administratif de l'aide financière de l'Ouest		1 519 915,23
	1704893 CAC - Centre administratif de la conformité	01 Rémunération	1 790 261,53
		02 Fonctionnement	40 387,26
	Total 1704893 CAC - Centre administratif de la conformité		1 830 648,79
	1704894 CACSE - Centre administratif des contraintes sévères à l'emploi	01 Rémunération	1 783 523,91
		02 Fonctionnement	36 788,02
Total 1704894 CACSE - Centre administratif des contraintes sévères à l'emploi		1 820 311,93	
1704895 DSO - Direction du soutien aux opérations	01 Rémunération	1 172 721,73	
	02 Fonctionnement	14 936,90	
Total 1704895 DSO - Direction du soutien aux opérations		1 187 658,63	
1704897 DPIMT - Direction du partenariat et de l'information sur le marché du travail	01 Rémunération	504 797,37	
	02 Fonctionnement	2 639,97	
Total 1704897 DPIMT - Direction du partenariat et de l'information sur le marché du travail		507 437,34	
Total 4850 Région - Montérégie - Services Québec			25 653 309,19
4900 Région - Île-de-Montréal - Services Québec	1704901 DR - Services Québec - Île-de-Montréal	01 Rémunération	349 224,39
		02 Fonctionnement	9 003,85
	Total 1704901 DR - Services Québec - Île-de-Montréal		358 228,24
	1704904 DSA - Direction des services administratifs	01 Rémunération	1 545 328,83
		02 Fonctionnement	1 147 908,50
	Total 1704904 DSA - Direction des services administratifs		2 693 237,33
	1704905 CEC Est - Centre des enquêtes et de la conformité de l'Est	01 Rémunération	865 165,83
		02 Fonctionnement	22 597,96
	Total 1704905 CEC Est - Centre des enquêtes et de la conformité de l'Est		887 763,79
	1704906 Centre des enquêtes et de la conformité de l'Ouest	01 Rémunération	1 159 841,00
		02 Fonctionnement	31 920,63
	Total 1704906 Centre des enquêtes et de la conformité de l'Ouest		1 191 761,63
	1704907 Bureau de Services Québec - De Bleury	01 Rémunération	1 133 244,63
		02 Fonctionnement	16 955,94
	Total 1704907 Bureau de Services Québec - De Bleury		1 150 200,57
	1704910 DRAO - Direction régionale adjointe aux opérations	01 Rémunération	389 108,49
		02 Fonctionnement	5 141,13
	Total 1704910 DRAO - Direction régionale adjointe aux opérations		394 249,62
	1704911 CLE - Saint-Léonard	01 Rémunération	1 356 778,63
		02 Fonctionnement	18 264,16
	Total 1704911 CLE - Saint-Léonard		1 375 042,79
	1704913 CLE - Montréal-Nord	01 Rémunération	2 273 850,13
		02 Fonctionnement	25 247,98
	Total 1704913 CLE - Montréal-Nord		2 299 098,11
	1704914 CLE - Pointe-aux-Trembles	01 Rémunération	996,66
		02 Fonctionnement	0,00
	Total 1704914 CLE - Pointe-aux-Trembles		996,66
	1704915 Direction du CLE de Mercier	01 Rémunération	969 034,74
		02 Fonctionnement	26 406,49
	Total 1704915 Direction du CLE de Mercier		995 441,23
	1704917 CSE-SIE - Centre des services aux entreprises - Secteur d'intégration en emploi	01 Rémunération	1 601 075,83
		02 Fonctionnement	38 142,91
	Total 1704917 CSE-SIE - Centre des services aux entreprises - Secteur d'intégration en emploi		1 639 218,74
	1704918 Direction adjointe CLE de Mercier	01 Rémunération	587 979,07
		02 Fonctionnement	5 674,33
	Total 1704918 Direction adjointe CLE de Mercier		593 653,40
	1704921 Bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal	01 Rémunération	1 961 203,81
		02 Fonctionnement	25 681,23
	Total 1704921 Bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal		1 986 885,04
	1704922 CLE - Ouest-de-l'île	01 Rémunération	1 037 939,82
		02 Fonctionnement	20 715,85
	Total 1704922 CLE - Ouest-de-l'île		1 058 655,67
	1704923 INACTIF JAN-18 Bureau de Services Québec - Centre-est de Montréal	02 Fonctionnement	0,00
	Total 1704923 INACTIF JAN-18 Bureau de Services Québec - Centre-est de Montréal		0,00
	1704924 Direction adjointe du bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal	01 Rémunération	215 838,55
	Total 1704924 Direction adjointe du bureau de Services Québec du centre-ouest et du centre-est de Montréal		215 838,55
	1704925 CSE-SSG - Centre des services aux entreprises - Secteur du soutien à la gestion	01 Rémunération	1 516 777,03
	02 Fonctionnement	19 667,05	
Total 1704925 CSE-SSG - Centre des services aux entreprises - Secteur du soutien à la gestion		1 536 444,08	
1704931 CSSCV - Centre de services spécialisés du Centre-Ville	01 Rémunération	1 186 758,37	
	02 Fonctionnement	14 224,48	
Total 1704931 CSSCV - Centre de services spécialisés du Centre-Ville		1 200 982,85	
1704932 CLE - Plateau-Mont-Royal	01 Rémunération	1 144 620,91	
	02 Fonctionnement	15 855,81	
Total 1704932 CLE - Plateau-Mont-Royal		1 160 476,72	
1704941 CLE - Saint-Michel	01 Rémunération	867 164,44	
	02 Fonctionnement	27 508,88	
Total 1704941 CLE - Saint-Michel		894 673,32	
1704942 CLE - Ahuntsic	01 Rémunération	1 386 464,38	
	02 Fonctionnement	37 273,32	
Total 1704942 CLE - Ahuntsic		1 423 737,70	
1704944 Direction adjointe du Centre local d'emploi d'Ahuntsic	01 Rémunération	180 140,19	
Total 1704944 Direction adjointe du Centre local d'emploi d'Ahuntsic		180 140,19	
1704947 CLE - Parc-Extension	01 Rémunération	708 629,86	
	02 Fonctionnement	17 423,70	

4900 Région - Île-de-Montréal -	Total 1704947 CLE - Parc-Extension		726 053,56
	1704951 CLE - Rosemont-Petite-Patrie	01 Rémunération 02 Fonctionnement	742 171,67 22 469,23
	Total 1704951 CLE - Rosemont-Petite-Patrie		764 640,90
	1704952 CLE - Hochelaga -- Maisonneuve	01 Rémunération 02 Fonctionnement	450 100,87 12 979,73
	Total 1704952 CLE - Hochelaga -- Maisonneuve		463 080,60
	1704962 CLE - Verdun	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 862 008,70 24 056,85
	Total 1704962 CLE - Verdun		1 886 065,55
	1704963 CLE - LaSalle	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 682 071,01 20 510,92
	Total 1704963 CLE - LaSalle		1 702 581,93
	1704964 CSSO - Centre de services spécialisés de l'Ouest	01 Rémunération 02 Fonctionnement	878 134,79 10 555,82
	Total 1704964 CSSO - Centre de services spécialisés de l'Ouest		888 690,61
	1704965 CLE - Sainte-Marie-Centre-Sud	01 Rémunération 02 Fonctionnement	454 960,04 11 432,63
	Total 1704965 CLE - Sainte-Marie-Centre-Sud		466 392,67
	1704970 CORE - Centre des opérations aux ressources externes	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 321 573,43 3 411,85
	Total 1704970 CORE - Centre des opérations aux ressources externes		1 324 985,28
	1704971 Direction régionale adjointe aux opérations - Mesures et services aux entreprises	01 Rémunération 02 Fonctionnement	609 768,09 6 036,40
	Total 1704971 Direction régionale adjointe aux opérations - Mesures et services aux entreprises		615 804,49
	1704972 Direction du soutien opérationnel aux services gouvernementaux	01 Rémunération 02 Fonctionnement	893 153,62 8 184,49
	Total 1704972 Direction du soutien opérationnel aux services gouvernementaux		901 338,11
	1704973 DREMFI - Direction des ressources externes et de la mesure de formation aux individus	01 Rémunération 02 Fonctionnement	974 853,74 2 789,06
Total 1704973 DREMFI - Direction des ressources externes et de la mesure de formation aux individus		977 642,80	
1704974 DPIMT - Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail	01 Rémunération 02 Fonctionnement	848 956,87 3 204,97	
Total 1704974 DPIMT - Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail		852 161,84	
Total 4900 Région - Île-de-Montréal - Services Québec			34 806 164,57
4980 Région - Laval - Services Québec	1704981 DR - Services Québec - Laval		293 165,36 85 060,42
	Total 1704981 DR - Services Québec - Laval		378 225,78
	1704982 RELR - Regroupement Est (Laval-des-Rapides)	01 Rémunération 02 Fonctionnement	2 314 682,84 57 635,04
	Total 1704982 RELR - Regroupement Est (Laval-des-Rapides)		2 372 317,88
	1704983 CCSSVP - Centre des contraintes sévères (Saint-Vincent-de-Paul)	01 Rémunération 02 Fonctionnement	324 247,26 21,45
	Total 1704983 CCSSVP - Centre des contraintes sévères (Saint-Vincent-de-Paul)		324 268,71
	1704984 Bureau de Services Québec de Chomedey	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 361 287,38 23 190,12
	Total 1704984 Bureau de Services Québec de Chomedey		1 384 477,50
	1704992 DOR - Direction des opérations regroupées	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 332 319,78 31 541,50
	Total 1704992 DOR - Direction des opérations regroupées		1 363 861,28
1704993 Direction de la planification, du partenariat et du soutien aux opérations	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 226 282,44 11 267,90	
Total 1704993 Direction de la planification, du partenariat et du soutien aux opérations		1 237 550,34	
Total 4980 Région - Laval - Services Québec			7 060 701,49
8100 Direction des Centres de relations avec la clientèle de Services Québec	1708100 Direction des Centres de relations avec la clientèle de Services Québec		558 955,18 7 007,73
	Total 1708100 Direction des Centres de relations avec la clientèle de Services Québec		565 962,91
	1708111 Service du Centre de relations avec la clientèle de Services Québec - Citoyens (Québec)	01 Rémunération 02 Fonctionnement	2 137 819,55 10 925,33
	Total 1708111 Service du Centre de relations avec la clientèle de Services Québec - Citoyens (Québec)		2 148 744,88
	1708112 Service du Centre de relations avec la clientèle de Services Québec - (Caplan)	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 507 556,29 34 302,14
	Total 1708112 Service du Centre de relations avec la clientèle de Services Québec - (Caplan)		1 541 858,43
	1708113 SCRCSEQ-E - Service du centre de relations avec la clientèle de Services Québec-Entreprises	01 Rémunération 02 Fonctionnement	2 201 584,25 12 304,31
Total 1708113 SCRCSEQ-E - Service du centre de relations avec la clientèle de Services Québec-Entreprises		2 213 888,56	
Total 8100 Direction des Centres de relations avec la clientèle de Services Québec			6 470 454,78
8130 Direction de la planification des opérations et de la performance			1 031 017,41
8200 Direction générale des services téléphoniques			709 934,64
8240 Direction des Centres de contacts spécialisés	1708240 Direction des Centres de contacts spécialisés		842 808,93 206 954,22
	Total 1708240 Direction des Centres de contacts spécialisés		1 049 763,15
	1708241 Service du Centre de communication avec la clientèle (Trois-Rivières)	01 Rémunération 02 Fonctionnement	3 630 029,92 7 978,72
	Total 1708241 Service du Centre de communication avec la clientèle (Trois-Rivières)		3 638 008,64
	1708242 Service du Centre de communication avec la clientèle (Gaspé)	01 Rémunération 02 Fonctionnement	2 785 984,35 20 581,77
	Total 1708242 Service du Centre de communication avec la clientèle (Gaspé)		2 806 566,12
	1708250 Direction des Centres de relations avec la clientèle - Placement et qualification professionnelle	01 Rémunération 02 Fonctionnement	1 708 250,01 66 895,04
	Total 1708250 Direction des Centres de relations avec la clientèle - Placement et qualification professionnelle		1 775 145,05
1708251 Service du Centre de relations avec la clientèle - Emploi	01 Rémunération 02 Fonctionnement	612 081,45 3 069,69	
Total 1708251 Service du Centre de relations avec la clientèle - Emploi		615 151,14	
Total 8240 Direction des Centres de contacts spécialisés			9 884 634,10
Total général			201 899 696,84

**ÉVOLUTION HEBDOMADAIRE ET CUMULATIVE DES DÉBOURSÉS DU FDMT POUR 2017-2018
NATIONAL**

Semaine se terminant le: 2018-02-16

MESURES	PARTICIPATIONS						INTERVENANTS EXTERNES						TOTAL PARTICIPATIONS ET INTERVENANTS EXTERNES					
	COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI		FONDS DU QUÉBEC		TOTAL		COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI		FONDS DU QUÉBEC		TOTAL		COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI		FONDS DU QUÉBEC		TOTAL	
	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)
Services aux individus																		
Mesures																		
Contrat d'intégration au travail																		
Soutien de base au salaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	319,6	12 067,0	468,4	15 630,8	788,1	27 697,8	319,6	12 067,0	468,4	15 630,8	788,1	27 697,8
Total Contrat d'intégration au travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	319,6	12 067,0	468,4	15 630,8	788,1	27 697,8	319,6	12 067,0	468,4	15 630,8	788,1	27 697,8
Formation de la main-d'œuvre - Individus																		
Administratif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	173,2	5 858,9	73,5	2 627,0	246,7	8 485,9	173,2	5 858,9	73,5	2 627,0	246,7	8 485,9
Coordination formation privée	19,4	1 073,5	6,5	373,3	25,9	1 446,7	(5,1)	2 303,6	30,9	1 814,0	25,8	4 117,6	14,3	3 377,1	37,4	2 187,2	51,7	5 564,3
Coordination formation publique	55,5	2 126,5	13,3	522,7	68,8	2 649,2	4,3	3 062,8	(4,3)	1 566,6	(0,0)	4 629,4	59,8	5 189,3	9,0	2 089,4	68,8	7 278,6
Référé école publique	2 518,2	113 290,4	350,9	17 001,6	2 869,1	130 291,9	0,1	117,3	(0,1)	159,5	0,0	276,8	2 518,3	113 407,7	350,8	17 161,1	2 869,1	130 568,7
Référé école privée	13,7	742,9	3,1	110,1	16,8	853,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,7	742,9	3,1	110,1	16,8	853,0
Achat de formation (temps plein)	463,5	16 474,4	74,0	2 742,5	537,5	19 216,9	312,1	12 864,0	210,9	6 862,6	523,0	19 726,6	775,6	29 338,4	284,9	9 605,0	1 060,5	38 943,4
Financement MELS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Frais périphériques MFOR	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,3	(0,0)	1,8	0,0	20,1	0,0	18,3	(0,0)	1,8	0,0	20,1
Total Formation de la main-d'œuvre - Individus	3 070,3	133 707,6	447,9	20 750,1	3 518,1	154 457,7	484,6	24 224,9	310,9	13 031,4	795,5	37 256,4	3 554,8	157 932,6	758,8	33 781,5	4 313,6	191 714,1
Projets de préparation à l'emploi																		
Entreprises d'insertion (achat de service)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58,5	5 958,3	(26,7)	15 424,3	31,8	21 382,7	58,5	5 958,3	(26,7)	15 424,3	31,8	21 382,7
Entreprises d'insertion (subvention aux participants)	0,4	7,7	0,5	7,8	0,9	15,5	40,6	6 108,5	(38,3)	15 773,1	2,3	21 881,5	40,9	6 116,1	(37,8)	15 780,9	3,1	21 897,0
Jeunes volontaires	27,0	1 136,0	12,6	506,8	39,6	1 642,7	3,4	188,8	6,1	301,8	9,5	490,6	30,4	1 324,8	18,7	808,6	49,1	2 133,3
Jeunes volontaires (comité conseil)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,0)	3,5	0,0	4,1	0,0	7,6	(0,0)	3,5	0,0	4,1	0,0	7,6
Projets de préparation à l'emploi (volet général)	215,0	6 832,9	54,7	1 948,9	269,7	8 781,7	153,4	11 999,4	133,0	11 861,0	286,4	23 860,4	368,4	18 832,3	187,7	13 809,9	556,1	32 642,2
Frais périphériques PPE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,2)	64,4	0,2	74,8	0,0	139,2	(0,2)	64,4	0,2	74,8	0,0	139,2
Jeunes en Action	0,0	2,3	0,0	0,1	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	58,9	0,0	58,9	0,0	2,3	0,0	59,0	0,0	61,3
Total Projets de préparation à l'emploi	242,3	7 978,8	67,8	2 463,5	310,2	10 442,3	255,6	24 322,8	74,4	43 498,1	329,9	67 820,9	497,9	32 301,6	142,2	45 961,6	640,1	78 263,2
Recherche et innovation																		
Recherche et innovation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	287,4	0,0	0,0	0,0	287,4	0,0	287,4	0,0	0,0	0,0	287,4
Recherche et innovation - Phase préparatoire	0,0	0,8	0,2	13,8	0,2	14,5	10,1	1 112,9	0,0	0,0	10,1	1 112,9	10,1	1 113,6	0,2	13,8	10,3	1 127,4
Initiative ciblée travailleurs âgés	0,0	0,0	44,4	1 212,7	44,4	1 212,7	0,0	0,0	0,0	4 650,8	0,0	4 650,8	0,0	0,0	44,4	5 863,4	44,4	5 863,4
Stage non-rémunéré en entreprise	0,0	0,6	0,0	13,1	0,0	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	13,1	0,0	13,6
Parcours adapté (Frais d'insertion)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Parcours adapté (Frais salariaux des participants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recherche et Développement en employabilité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	272,7	0,0	0,0	0,0	272,7	0,0	272,7	0,0	0,0	0,0	272,7
Appariement avec le marché du travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	551,5	0,0	0,0	0,0	551,5	0,0	551,5	0,0	0,0	0,0	551,5
Écomaris-projet Cabestan	0,0	0,3	0,0	0,1	0,0	0,4	0,0	392,9	0,0	0,0	0,0	392,9	0,0	393,2	0,0	0,1	0,0	393,4
Total Recherche et innovation	0,0	1,6	44,6	1 239,6	44,6	1 241,2	10,1	2 617,4	0,0	4 650,8	10,1	7 268,1	10,1	2 619,0	44,6	5 890,4	54,6	8 509,3
Services d'aide à l'emploi																		
Services d'aide à l'emploi	12,8	590,4	20,1	958,7	32,9	1 549,2	1 461,8	155 617,6	0,0	0,0	1 461,8	155 617,6	1 474,7	156 208,1	20,1	958,7	1 494,7	157 166,8
Soutien intégration emploi CTE	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,4
Service spécialisé jeune	13,4	506,0	42,6	1 934,6	56,0	2 440,6	219,0	13 764,9	0,0	0,0	219,0	13 764,9	232,4	14 270,9	42,6	1 934,6	275,0	16 205,5
Total Services d'aide à l'emploi	26,2	1 096,4	62,7	2 893,7	88,9	3 990,2	1 680,8	169 382,5	0,0	0,0	1 680,8	169 382,5	1 707,1	170 479,0	62,7	2 893,7	1 769,7	173 372,7
Subv. aux entreprises adaptées																		
Entreprises adaptées : Salaire minimum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(15,8)	26 108,9	15,8	30 192,0	(0,0)	56 300,9	(15,8)	26 108,9	15,8	30 192,0	(0,0)	56 300,9
Entreprises adaptées : Agent de sécurité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	241,5	0,0	48,3	0,0	289,7	0,0	241,5	0,0	48,3	0,0	289,7
Entreprises adaptées : Confection de vêtements po	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	253,7	0,0	108,7	0,0	362,4	0,0	253,7	0,0	108,7	0,0	362,4
Entreprises adaptées : Location de main d'œuvre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(4,9)	3 994,3	4,9	3 967,7	(0,0)	7 962,0	(4,9)	3 994,3	4,9	3 967,7	(0,0)	7 962,0
Entreprises adaptées : Entretien ménager Montréal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7,3)	2 597,5	7,3	2 393,2	0,0	4 990,7	(7,3)	2 597,5	7,3	2 393,2	0,0	4 990,7

**ÉVOLUTION HEBDOMADAIRE ET CUMULATIVE DES DÉBOURSÉS DU FDMT POUR 2017-2018
NATIONAL**

Semaine se terminant le: 2018-02-16

MESURES	PARTICIPATIONS						INTERVENANTS EXTERNES						TOTAL PARTICIPATIONS ET INTERVENANTS EXTERNES					
	COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI		FONDS DU QUÉBEC		TOTAL		COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI		FONDS DU QUÉBEC		TOTAL		COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI		FONDS DU QUÉBEC		TOTAL	
	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)
Entreprises adaptées : Entretien ménager Québec	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5 582,6	0,0	5 300,6	0,0	10 883,1	0,0	5 582,6	0,0	5 300,6	0,0	10 883,1
Total Subv. aux entreprises adaptées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(27,9)	38 778,4	27,9	42 010,5	(0,0)	80 788,9	(27,9)	38 778,4	27,9	42 010,5	(0,0)	80 788,9
Soutien au travail autonome																		
Soutien au travail autonome	360,3	18 326,5	45,0	2 201,5	405,3	20 528,0	42,3	2 844,8	23,7	394,0	66,0	3 238,8	402,7	21 171,3	68,7	2 595,5	471,3	23 766,8
Total Soutien au travail autonome	360,3	18 326,5	45,0	2 201,5	405,3	20 528,0	42,3	2 844,8	23,7	394,0	66,0	3 238,8	402,7	21 171,3	68,7	2 595,5	471,3	23 766,8
Subventions salariales																		
Volet expérience de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	244,2	10 518,3	323,4	12 500,0	567,6	23 018,3	244,2	10 518,3	323,4	12 500,0	567,6	23 018,3
Volet insertion en emploi (autres)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,7	9 372,4	97,1	5 175,3	297,8	14 547,7	200,7	9 372,4	97,1	5 175,3	297,8	14 547,7
Volet insertion en emploi (Économie sociale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	55,2	1 396,7	18,3	1 068,5	73,5	2 465,2	55,2	1 396,7	18,3	1 068,5	73,5	2 465,2
Prog intégration personnes immigrantes et minorité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	36,4	950,7	207,4	5 904,4	243,8	6 855,1	36,4	950,7	207,4	5 904,4	243,8	6 855,1
Participation prolongée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,8	0,0	0,0	0,0	6,8	0,0	6,8	0,0	0,0	0,0	6,8
IPOP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	22,8	5,7	94,3	5,7	117,1	0,0	22,8	5,7	94,3	5,7	117,1
Subvention salariale pour personnes expérimentée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	51,0	2 118,3	11,7	655,9	62,7	2 774,2	51,0	2 118,3	11,7	655,9	62,7	2 774,2
Subvention salariale bonifiée combinée au PAMT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	131,3	21,4	278,7	24,5	410,0	3,0	131,3	21,4	278,7	24,5	410,0
Total Subventions salariales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	590,6	24 517,5	685,1	25 677,0	1 275,7	50 194,5	590,6	24 517,5	685,1	25 677,0	1 275,7	50 194,5
Total Mesures	3 699,2	161 110,9	667,9	29 548,5	4 367,1	190 659,4	3 355,7	298 755,4	1 590,4	144 892,5	4 946,1	443 647,9	7 054,8	459 866,3	2 258,4	174 441,1	9 313,2	634 307,3
Activités et services																		
Activités d'aide à l'emploi																		
Session de groupe	0,0	0,0	0,1	0,3	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,1	0,3
Total Activités d'aide à l'emploi	0,0	0,0	0,1	0,3	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,1	0,3
Dépenses non liées à une mesure																		
Frais d'aide sans participation à une mesure	0,0	0,0	11,4	364,5	11,4	364,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,4	364,5	11,4	364,5
Total Dépenses non liées à une mesure	0,0	0,0	11,4	364,5	11,4	364,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,4	364,5	11,4	364,5
Total Activités et services	0,0	0,0	11,5	364,9	11,5	364,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,5	364,9	11,5	364,9
Total Services aux individus	3 699,2	161 110,9	679,4	29 913,4	4 378,6	191 024,3	3 355,7	298 755,4	1 590,4	144 892,5	4 946,1	443 647,9	7 054,8	459 866,3	2 269,9	174 806,0	9 324,7	634 672,2
Services aux entreprises et organismes																		
Mesures																		
CPE: Intervention en entreprise																		
Projets d'aménagement et de réduction du temps d	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	158,4	0,0	0,0	0,0	158,4	0,0	158,4	0,0	0,0	0,0	158,4
Comité de concertation en entreprise (CAMO)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,4	733,6	0,0	0,0	8,4	733,6	8,4	733,6	0,0	0,0	8,4	733,6
Comité d'aide au reclassement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	251,0	0,0	0,0	0,0	251,0	0,0	251,0	0,0	0,0	0,0	251,0
Comité d'aide au reclassement à entrées continues	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23,3	500,8	0,0	0,0	23,3	500,8	23,3	500,8	0,0	0,0	23,3	500,8
Projets de stabilisation d'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	51,3	0,0	0,0	0,0	51,3	0,0	51,3	0,0	0,0	0,0	51,3
SGRH: Diagnostic	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	59,9	1 547,5	0,0	0,0	59,9	1 547,5	59,9	1 547,5	0,0	0,0	59,9	1 547,5
SGRH: Coaching de gestion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	124,4	3 938,7	0,0	0,0	124,4	3 938,7	124,4	3 938,7	0,0	0,0	124,4	3 938,7
SGRH: Aide à la mise sur pied d'un service de RH	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	121,2	3 006,3	0,0	0,0	121,2	3 006,3	121,2	3 006,3	0,0	0,0	121,2	3 006,3
SGRH: Autres mandats de consultation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	220,2	4 369,3	0,0	0,0	220,2	4 369,3	220,2	4 369,3	0,0	0,0	220,2	4 369,3
Total CPE: Intervention en entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	557,5	14 557,0	0,0	0,0	557,5	14 557,0	557,5	14 557,0	0,0	0,0	557,5	14 557,0
CPE: Intervention en partenariat																		
Soutien à l'exécution de mesures actives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 069,3	0,0	0,0	0,0	1 069,3	0,0	1 069,3	0,0	0,0	0,0	1 069,3
Table ad hoc de concertation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	139,9	4 106,2	0,0	0,0	139,9	4 106,2	139,9	4 106,2	0,0	0,0	139,9	4 106,2
Autres projets de concertation pour l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	497,0	0,0	0,0	0,0	497,0	0,0	497,0	0,0	0,0	0,0	497,0
Total CPE: Intervention en partenariat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	139,9	5 672,5	0,0	0,0	139,9	5 672,5	139,9	5 672,5	0,0	0,0	139,9	5 672,5
CPE: Intervention sectorielle																		
Comité aviseur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	527,5	0,0	0,0	0,0	527,5	0,0	527,5	0,0	0,0	0,0	527,5

**ÉVOLUTION HEBDOMADAIRE ET CUMULATIVE DES DÉBOURSÉS DU FDMT POUR 2017-2018
NATIONAL**

Semaine se terminant le: 2018-02-16

MESURES	PARTICIPATIONS						INTERVENANTS EXTERNES						TOTAL PARTICIPATIONS ET INTERVENANTS EXTERNES					
	COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI		FONDS DU QUÉBEC		TOTAL		COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI		FONDS DU QUÉBEC		TOTAL		COMPTE D'ASSURANCE-EMPLOI		FONDS DU QUÉBEC		TOTAL	
	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)	HEBDO (K\$)	CUMULATIF (K\$)
Comité sectoriel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	284,6	12 031,0	0,0	0,0	284,6	12 031,0	284,6	12 031,0	0,0	0,0	284,6	12 031,0
Total CPE: Intervention sectorielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	284,6	12 558,5	0,0	0,0	284,6	12 558,5	284,6	12 558,5	0,0	0,0	284,6	12 558,5
Formation de la main-d'œuvre - Entreprises																		
Entreprise formation privée (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 250,6	25 880,6	0,0	0,0	1 250,6	25 880,6	1 250,6	25 880,6	0,0	0,0	1 250,6	25 880,6
Entreprise formation privée (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,2	50,5	4,2	50,5	0,0	0,0	4,2	50,5	4,2	50,5
Entreprise formation privée (apprent. en ligne)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,0)	10,8	(0,0)	10,8	0,0	0,0	(0,0)	10,8	(0,0)	10,8
Entreprise formation publique (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	210,4	3 370,1	0,0	0,0	210,4	3 370,1	210,4	3 370,1	0,0	0,0	210,4	3 370,1
Entreprise formation publique (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,5	83,1	15,5	83,1	0,0	0,0	15,5	83,1	15,5	83,1
Entreprise formation publique (apprent. en ligne)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,0)	6,2	(0,0)	6,2	0,0	0,0	(0,0)	6,2	(0,0)	6,2
Achat de formation continue (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	311,5	5 146,5	0,0	0,0	311,5	5 146,5	311,5	5 146,5	0,0	0,0	311,5	5 146,5
Total Formation de la main-d'œuvre - Entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 772,5	34 397,2	19,7	150,7	1 792,1	34 547,9	1 772,5	34 397,2	19,7	150,7	1 792,1	34 547,9
Total Mesures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 754,4	67 185,2	19,7	150,7	2 774,1	67 335,9	2 754,4	67 185,2	19,7	150,7	2 774,1	67 335,9
Total Services aux entreprises et organismes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 754,4	67 185,2	19,7	150,7	2 774,1	67 335,9	2 754,4	67 185,2	19,7	150,7	2 774,1	67 335,9
Divers																		
Ententes																		
Ententes																		
Ententes avec autochtones - Cris, Kativik et Raglar	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ententes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ententes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres																		
Autres																		
Ajustement central	0,0	(2 021,0)	0,0	(481,7)	0,0	(2 502,7)	0,0	(128,7)	0,0	(50,1)	0,0	(178,8)	0,0	(2 149,7)	0,0	(531,7)	0,0	(2 681,5)
Total Autres	0,0	(2 021,0)	0,0	(481,7)	0,0	(2 502,7)	0,0	(128,7)	0,0	(50,1)	0,0	(178,8)	0,0	(2 149,7)	0,0	(531,7)	0,0	(2 681,5)
Total Autres	0,0	(2 021,0)	0,0	(481,7)	0,0	(2 502,7)	0,0	(128,7)	0,0	(50,1)	0,0	(178,8)	0,0	(2 149,7)	0,0	(531,7)	0,0	(2 681,5)
Total Divers	0,0	(2 021,0)	0,0	(481,7)	0,0	(2 502,7)	0,0	(128,7)	0,0	(50,1)	0,0	(178,8)	0,0	(2 149,7)	0,0	(531,7)	0,0	(2 681,5)
GRAND TOTAL	3 699,2	159 089,9	679,4	29 431,7	4 378,6	188 521,6	6 110,1	365 811,9	1 610,1	144 993,2	7 720,2	510 805,1	9 809,3	524 901,7	2 289,6	174 424,9	12 098,8	699 326,6

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-40

Titre :

Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :

- a) Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi;
- b) Aux mesures de formation;
 - i. Francisation;
 - ii. Alphabétisation;
 - iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique;
 - iv. Formation générale au secondaire;
 - v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés;
 - vi. Formation professionnelle au secondaire;
 - vii. Formation technique au collégial;
- c) Aux subventions salariales aux entreprises;
- d) Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées;
- e) Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.

Exposé et statistiques :

↳ Données pour 2017-2018 :

Mesures ou programmes	Engagements	Nombre de participations**
Projet de préparation à l'emploi	88 724 500 \$	9 763
Services d'aide à l'emploi	175 893 300 \$	190 760
Mesure de formation de la main-d'œuvre	298 205 200 \$	42 832
• Francisation	11 582 000 \$	3 857
• Alphabétisation	3 303 700 \$	1 083
• Acquisition de préalables à la formation prof. et technique	37 515 600 \$	7 882
• Formation générale et secondaire	N/D	N/D
• Métiers spécialisé ou peu spécialisés	8 059 600 \$	2 408
• Formation professionnel au secondaire	102 031 100 \$	20 161
• Formation technique au collégial	58 807 500 \$	7 110
Subventions salariales	55 212 900 \$	9 068
Contrat d'intégration au travail	39 572 600 \$	7 991
Programme de subvention aux entreprises adaptées	85 470 500 \$	4 851

* Données au 16 février 2018.

** Un même participant peut avoir plus d'une participation.

SOURCE : Direction générale des mesures et des services d'emploi

COLLABORATION :

VALIDATION: Secteur de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 12 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-41

Titre :

Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes VS nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.

Exposé et statistiques :

Intervention renforcée -nombre de nouveaux demandeurs

2017-2018 (janvier 2018)

DIRECTION RÉGIONALE ¹	Total	Femmes	Hommes
01 BAS-ST-LAURENT	125	42	83
02 SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	211	61	150
03 CAPITALE-NATIONALE	353	115	238
04 MAURICIE	206	66	140
05 ESTRIE	297	108	189
06 ÎLE-DE-MONTRÉAL	2 017	782	1 235
07 OUTAOUAIS	431	160	271
08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	70	24	46
09 CÔTE-NORD	63	22	41
10 NORD-DU-QUÉBEC	17	5	12
11 GASPÉSIE-ILES-DE-LA-M.	60	17	43
12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	166	61	105
13 LAVAL	254	97	157
14 LANAUDIÈRE	321	116	205
15 LAURENTIDES	401	174	227
16 MONTÉRÉGIE	823	334	489
17 CENTRE-DU-QUÉBEC	191	64	127
AUTRES UNITÉS	49	12	37
RÉSEAU	6 055	2 260	3 795

1 : Selon le CLE de proximité.

SOURCE : Secteur des opérations

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction des mesures et services aux individus

VALIDATION:

DATE : 17 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-42

Titre :

Programme d'aide et d'accompagnement social Action : nombre de demandes vs nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.

Exposé et statistiques :

Le nombre de prestataires actifs au Programme d'aide et d'accompagnement social Action par région et par sexe pour l'année 2017-2018 :

	Participants actifs au Programme d'aide et d'accompagnement social Action selon le sexe					
	2017-2018					
	(du 1^{er} avril 2017 au 16 février 2018)					
	Total		Femme		Homme	
	N	%	N	%	N	%
Ensemble du Québec	4 466	100,0 %	2 022	45,3 %	2 444	54,7 %
01 - Bas-Saint-Laurent	83	100,0 %	38	45,8 %	45	54,2 %
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	318	100,0 %	154	48,4 %	164	51,6 %
03 - Capitale-Nationale	345	100,0 %	134	38,8 %	211	61,2 %
04 - Mauricie	200	100,0 %	112	56,0 %	88	44,0 %
05 - Estrie	198	100,0 %	103	52,0 %	95	48,0 %
06 - Île-de-Montréal	1 593	100,0 %	652	40,9 %	941	59,1 %
07 - Outaouais	223	100,0 %	103	46,2 %	120	53,8 %
08 - Abitibi-Témiscamingue	105	100,0 %	39	37,1 %	66	62,9 %
09 - Côte-Nord	28	100,0 %	18	64,3 %	10	35,7 %
10 - Nord-du-Québec	10	100,0 %	6	60,0 %	4	40,0 %
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	54	100,0 %	39	72,2 %	15	27,8 %
12 - Chaudière-Appalaches	158	100,0 %	73	46,2 %	85	53,8 %
13 - Laval	113	100,0 %	52	46,0 %	61	54,0 %
14 - Lanaudière	153	100,0 %	67	43,8 %	86	56,2 %
15 - Laurentides	221	100,0 %	112	50,7 %	109	49,3 %
16 - Montérégie	491	100,0 %	233	47,5 %	258	52,5 %
17 - Centre-du-Québec	178	100,0 %	92	51,7 %	86	48,3 %

Source : Service de l'analyse et de l'information de gestion

SOURCE :

Secteur des opérations

COLLABORATION :

Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction des politiques d'assistance sociale

VALIDATION:

DATE :

10 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-43

Titre :

Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d'interventions en matière de conformité, pour les trois dernières années :

- Pour le Programme d'aide sociale;
- Pour le Programme de solidarité sociale.

Exposé et statistiques :

Le tableau suivant présente le nombre de cas de non-conformité qui ont donné lieu à une réclamation et le nombre de sorties de l'aide financière en 2017-2018 (10 mois d'avril 2017 à janvier 2018), et ce, pour les programmes d'aide sociale et de solidarité sociale.

	Année	Programme		Total
		Aide sociale	Solidarité sociale	
Réclamations	2017-2018 (10 mois)	76 617	16 365	92 982
Sorties de l'aide	2017-2018 (10 mois)	30 037	4 033	34 070

SOURCE : Direction des enquêtes et de la conformité – SRRC
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion – SSSAS
VALIDATION :
DATE : 17 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

Titre :

Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Pour l'année financière 2017-2018 (10 mois), le taux d'acceptation des demandes d'aide financière de dernier recours est de 72,3 % pour le Programme d'aide sociale et de 89,8 % pour le Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 6 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-45

Titre : Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Le Ministère reçoit en moyenne 15 000 demandes de révision annuellement.

Période de référence : du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

	Motifs contestés en révision ¹
Motifs ²	Nombre total
Allocations et ajustements	1 223
Revenus, gains et avantages	17 476
Statut	8 321
Obligations du prestataire ou du ministre	1 056
Avoir liquide	2 246
Prestations spéciales	1 725
Versement de l'aide	58
Biens	1 174
Solidarité de la dette	309
Garants défaillants	107
Prestations de base	529
Contribution parentale	291
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	412
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	18
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	518
Mois de la demande (Particularités)	939
Motifs - sans droit de contestation	181
Révision médicale	3 201
TOTAL	39 784

¹ Les données sont extraites au 28 février 2018.

² Il peut y avoir plus d'un motif par dossier de révision finalisé. Les motifs contestés en révision constituent des éléments litigieux contestés par le client. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés en révision exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale.

SOURCE : Direction générale du recouvrement, de la révision et des recours administratifs - SRRC

COLLABORATION : N/A

VALIDATION:

DATE : 19 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-46

Titre : Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Annuellement, près de 3 000 recours sont déposés au Tribunal administratif du Québec (TAQ).

Nombre de motifs contestés au TAQ, selon le type de motif

MOTIFS CONTESTÉS AU TAQ ¹ 2017-2018			
Motifs ²	Nombre total	Nombre de motifs accueillis	Proportion motifs accueillis par le TAQ ³
Allocations et ajustements	190	13	6,8 %
Revenus, gains et avantages	4553	327	7,2 %
Statut	3326	325	9,8 %
Obligations du prestataire ou du ministre	102	18	17,6%
Avoir liquide	1 151	124	10,8%
Prestations spéciales	217	43	19,8 %
Versement de l'aide	7	0	0 %
Biens	371	36	9,7 %
Solidarité de la dette	79	8	10,1 %
Garants défaillants	53	3	5,7 %
Prestations de base	80	8	10,0%
Contribution parentale	17	0	0 %
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	60	5	8,3 %
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	3	0	0 %
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	29	0	0 %
Mois de la demande (Particularités)	84	10	11,9 %
Motifs - sans droit de contestation	24	0	0 %
Pouvoir discrétionnaire (réclamation seulement)	22	3	13,6 %
Révision médicale	595	117	19,7 %
Total	10 963	1 040	9,5 %

¹Les données sont extraites entre le 28 février 2017 et le 28 février 2018.

²Il peut y avoir plus d'un motif par dossier contesté. Les motifs contestés au TAQ constituent des éléments litigieux contestés par le client. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés au TAQ exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale.

³La proportion est présentée par motif. Elle est établie en tenant compte du nombre de motifs accueillis par rapport au nombre total pour ce même motif.

SOURCE : Direction générale du recouvrement, de la révision et des recours administratifs - SRRC

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 19 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-47

Titre :

Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Pour l'année 2017-2018 (au 28 février)

**Risque de dénuement total ou risque
pour la santé ou la sécurité de la personne**

Diminution et suspension de la retenue 2 318

Cas de violence

Remise de dette - Violence conjugale 8

**Circonstances exceptionnelles et
raisons humanitaires**

Suspension des intérêts 968

Annulation des intérêts 6

Autres remises de dette totale ou partielle 4

Suspension du recouvrement 2

Propositions de règlement final

Remise partielle de la dette 82

TOTAL 3 388

SOURCE : Direction générale du recouvrement, de la révision et des recours administratifs - SRRC

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 9 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-48

Titre :

Nombre d'ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

MTESS

Nouveaux contrats (ententes) 2017-2018 (Données en date du 23 février 2018)

	MFOR-Entreprise d'entraînement		Projets de préparation à l'emploi: Volet général et entreprises d'insertion		Services d'aide à l'emploi		TOTAL	
	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés	Nombre d'ententes	Déboursés
Régions								
Bas-St-Laurent	2	206 388	18	1 073 905	35	3 956 398	55	5 236 691
Saguenay / Lac-St-Jean	1	186 401	1	471 677	15	3 956 507	17	4 614 585
Capitale-Nationale	2	288 680	10	1 723 978	40	7 711 232	52	9 723 890
Mauricie	1	309 772	11	1 144 034	25	4 502 322	37	5 956 128
Estrie	.	.	3	1 238 537	27	5 022 877	30	6 261 414
Montréal	1	689 655	32	14 993 604	164	30 987 495	197	46 670 754
Outaouais	1	153 112	9	1 158 197	23	4 796 969	33	6 108 278
Abitibi-Témiscamingue	.	.	3	133 395	28	2 432 352	31	2 565 747
Côte-Nord	.	.	4	219 058	18	1 352 234	22	1 571 292
Nord-du-Québec	.	.	2	169 145	7	533 836	9	702 981
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	.	.	3	43 297	15	3 363 198	18	3 406 495
Chaudière-Appalaches	1	229 320	6	748 270	28	5 543 272	35	6 520 862
Laval	1	244 397	5	2 021 756	21	4 857 854	27	7 124 007
Lanaudière	1	346 912	10	2 198 646	16	5 194 436	27	7 739 994
Laurentides	1	67 067	8	1 932 355	33	8 536 303	42	10 535 725
Montérégie	2	792 792	12	2 696 101	89	16 403 288	103	19 892 181
Centre-du-Québec	1	234 684	1	142 724	21	4 141 062	23	45 18 470
Total	15	3 749 182	138	32 108 686	605	113 291 643	758	149 149 511

SOURCE : Direction des ressources externes

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction des politiques d'emploi et des stratégies

VALIDATION :

DATE : 18 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49

Titre :

Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Le nombre de participants actifs ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, en 2017-2018, est présenté dans le tableau ci-joint :

Participants actifs aux mesures Services d'aide à l'emploi, Projets de préparation à l'emploi et Mesure de formation volet entreprise d'entraînement	
	2017-2018 (du 1^{er} avril 2017 au 16 février 2018)
Ensemble du Québec	172 277
01 - Bas-Saint-Laurent	4 915
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	8 062
03 - Capitale-Nationale	7 550
04 - Mauricie	7 807
05 - Estrie	5 897
06 - Île-de-Montréal	52 554
07 - Outaouais	5 311
08 - Abitibi-Témiscamingue	2 422
09 - Côte-Nord	2 869
10 - Nord-du-Québec	194
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	5 934
12 - Chaudière-Appalaches	5 109
13 - Laval	8 531
14 - Lanaudière	9 778
15 - Laurentides	14 390
16 - Montérégie	27 564
17 - Centre-du-Québec	4 242

SOURCE : Secteur des opérations

COLLABORATION : Direction des ressources externes

VALIDATION: Service de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 10 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-50

Titre :

Concernant les centres d'appels :

- a) Liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels, pour les trois dernières années;
- b) Liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour les trois dernières années;
- c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels, pour les trois dernières années;
- d) Pour chacun des centres d'appels du MTESS et du RQAP :
 - i. Nombre d'appels reçus;
 - ii. Taux de non-réponse.

Exposé et statistiques :

Liste des contrats octroyés en 2017-2018

Fournisseur externe	Montant
Bell Canada	370 629,00 \$
Services Triad inc.	21 680,00 \$
TELUS communications inc.	42 000,00 \$

Liste des fournisseurs externes ainsi que la valeur des dépenses

Fournisseur externe	Montant
Bell Canada	140 264,10 \$
Centre de services partagés du Québec	316 164,69 \$
Connex Québec inc.	377 810,24 \$
R3D Conseil inc.	53 760,00 \$
Services Triad inc.	21 680,00 \$
Société Conseil Groupe LGS	105 200,00 \$
TELUS communications inc.	27 637,85 \$

Montant des acquisitions et de la maintenance pour les licences reliées aux centres d'appels

Le Ministère a payé un montant de 93 467,26 \$ en 2017-2018.

Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels

Il n'y a pas de coût supplémentaire lors de la défaillance du système puisque le Ministère dispose des contrats de services qui prennent en charge ce volet.

Nombre d'appels reçus et taux de non-réponse au 28 février 2018

Nom du centre d'appels	Nombre d'appels reçus	Taux de non-réponse
Centre de relations avec la clientèle de Services Québec	1 217 245	11 %
Centre d'assistance au placement	116 538	0 %
Centre de relations avec la clientèle - Emploi	56 049	11,48 %
Centre de communication avec la clientèle	932 731	4,94 %
Centre de relations avec la clientèle du RQAP	592 012	2,7 %
Directeur de l'état civil	234 198	3,9 %
Service d'immatriculation des armes à feu ¹	10 709	10,2 %

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION : Secteur des opérations, Secteur des registres de l'État et Secteur du développement et partenariats de Services Québec

DATE : 2018-04-12

¹ Du 29 janvier au 28 février 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-52

Titre :

Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus :

- a. Budget consenti à la mise en œuvre de la stratégie pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;
- b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention;
- c. Nombre d'entreprises participantes;
- d. Nombre de participants par tranche d'âge et par région;
- e. Durée moyenne de la participation;
- f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable;
- g. Taux de réussite.

Exposé et statistiques :

- a. Budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017; fournir les prévisions pour 2017-2018**

Les activités de la Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus sont réalisées à l'intérieur du budget global d'intervention réservé aux mesures et services d'Emploi-Québec. Aucun budget spécifique n'est attribué pour la Stratégie.

- b. Ventilation de ces budgets par axe d'intervention**

Aucun budget global pour la Stratégie n'étant attribué, la ventilation des statistiques par axe d'intervention ne s'applique pas.

- c. Nombre d'entreprises participantes**

Cette stratégie vise plutôt à faciliter l'insertion et le maintien en emploi de la main-d'œuvre âgée de 45 ans et plus et à mettre en place des interventions en entreprise telles que la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre et l'adaptation des pratiques de gestion des ressources humaines (GRH).

d. Nombre de participants par tranche d'âge et par région

Ventilation des nouveaux participants âgés de 45 ans et plus
selon la région et le groupe d'âge
du 1^{er} avril 2017 au 16 février 2018

	De 45 à 49 ans	De 50 à 54 ans	55 ans et plus	Adultes distincts ¹
Bas-Saint-Laurent	615	827	1 946	3 376
Saguenay - Lac-St-Jean	886	1 168	2 395	4 421
Capitale-Nationale	1 990	2 255	4 456	8 649
Mauricie	790	954	2 180	3 899
Estrie	782	800	1 419	2 978
Île-de-Montréal	6 951	6 263	8 479	21 566
Outaouais	1 214	1 312	1 856	4 355
Abitibi-Témiscamingue	472	508	1 153	2 114
Côte-Nord	394	519	882	1 786
Nord-du-Québec	57	70	140	262
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	575	748	1 783	3 082
Chaudière-Appalaches	1 089	1 394	2 388	4 843
Laval	1 185	1 217	1 866	4 239
Lanaudière	1 162	1 327	2 341	4 800
Laurentides	1 661	1 969	3 401	6 995
Montérégie	3 749	4 140	5 734	13 498
Centre-du-Québec	597	669	1 480	2 734
Adultes distincts¹	24 052	26 055	43 806	93 291

1. La somme des adultes par région ou par groupe d'âge peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation dans plus d'une région et dans deux groupes d'âge durant la période.

e. Durée moyenne de la participation

Ce type de donnée n'est pas disponible.

f. Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable

Pour 2017-2018 (au 16 février 2018), le taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec atteint 54,2 % pour les 45-54 ans et 52,8 % pour les 55 ans et plus. Afin de favoriser le recrutement de la clientèle de 55 ans et plus, les employeurs qui déposent des offres d'emploi dans Placement en ligne peuvent signaler leur intérêt à recevoir des candidatures de ces personnes.

g. Taux de réussite

De façon générale, la persévérance, mesurée par le pourcentage de participations aux mesures et services d'emploi terminés et complétés, augmente avec l'âge. Ainsi, en 2017-2018 (au 16 février 2018), 89,3 % des participations des personnes de 45 à 54 ans et 93,2 % de celles de 55 ans et plus ont été complétées.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 20 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-53

Titre :

Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti. Fournir un échéancier de réflexion, la liste et le détail des coûts y étant associés.

Exposé et statistiques :

- Lors de la cérémonie de prestation de serment des membres du Conseil des ministres du 28 janvier 2016, le premier ministre du Québec a énoncé ses attentes en matière de soutien du revenu.

L'allocution peut être consultée sur le site du premier ministre à l'adresse suivante : <http://premier-ministre.gouv.qc.ca/actualites/allocutions/details.asp?idAllocutions=906>

Le mandat du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti peut être consulté sur la page web du comité d'experts à l'adresse suivante :

<http://www.gouv.qc.ca/FR/RevenuMinimumGaranti/Pages/Accueil.aspx>

- Les membres du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti sont :
 - ✓ Dorothée Boccanfuso, professeure titulaire au Département d'économique de l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke (Présidente du comité).
 - ✓ Jean-Michel Cousineau, économiste et professeur titulaire à l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal.
 - ✓ Raquel Fonseca, professeure agrégée au Département des sciences économiques de l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal.
- Le comité d'experts a déposé son rapport final le 13 novembre 2017.

Le communiqué de presse annonçant le dévoilement du rapport final du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti peut être consulté à l'adresse suivante :

<http://www.fil-information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?aiguillage=ajd&type=1&idArticle=2511137927>

Le volume 1 du rapport final du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti peut être consulté sur la page web du comité d'experts à l'adresse suivante :

http://www.gouv.qc.ca/FR/RevenuMinimumGaranti/Documents/Rapportfinal_RMG_volume1FR_v3Accessible.pdf

Le volume 2 du rapport final du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti peut être consulté sur la page web du comité d'experts à l'adresse suivante :

http://www.gouv.qc.ca/FR/RevenuMinimumGaranti/Documents/Rapportfinal_RMG_volume2FR_Accessible.pdf

- Les recommandations formulées par le Comité d'experts sur le revenu minimum garanti ont été analysées et certaines ont inspirées le gouvernement dans le cadre des travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023, dévoilé le 10 décembre 2017, notamment avec l'annonce de l'introduction d'un premier revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi.

Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 peut être consulté à l'adresse suivante :

https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf

- Les contrats de services professionnels des experts ont représenté une dépense de 346 878,29 \$ pour les honoraires et les frais de déplacement. Cette dépense a été assumée à 50 % par le ministère des Finances.

SOURCE : Direction générale de l'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 20 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-55

Titre :

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assurance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.

Exposé et statistiques :

Depuis avril 2006, les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale sont gérés de façon unifiée. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
VALIDATION :
DATE : 14 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-56

Titre :

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assurance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.

Exposé et statistiques :

La réponse a été préparée en fonction des requérants de l'assistance-emploi.

Depuis avril 2006, les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale sont gérés de façon unifiée. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
VALIDATION :
DATE : 14 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-59

Titre :

Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les années 2017-2018 et les 4 années précédentes. Fournir les prévisions pour 2018-2019.

Considérant le déploiement des bureaux de Services Québec dans les différentes régions du Québec, le Ministère a bonifié sa méthode de calcul afin de présenter des données complètes des effectifs œuvrant dans les bureaux locaux et non plus uniquement les effectifs travaillant dans les centres locaux d'emploi.

Ainsi, les données sont présentées par bureau, soit un édifice où est située minimalement une unité administrative offrant des services à la clientèle au comptoir.

Cette façon de comptabiliser les données vise notamment à assurer une meilleure vision du nombre d'effectifs dans chacun des bureaux œuvrant en service à la clientèle.

Si d'autres unités administratives offrant des services à la clientèle à portée locale, régionale ou provinciale sont situées dans le même édifice, elles sont comptabilisées dans les effectifs du bureau.

Si des unités administratives sont dans un édifice où il n'y a pas de bureaux offrant des services au comptoir, l'effectif n'est pas comptabilisé.

Au 28 février 2018, on compte 3 047 employés œuvrant dans les bureaux locaux.

Vous référer à la liste en annexe pour les effectifs par bureau.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : SO

VALIDATION :

DATE : 2018-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-59-Annexe 01

Titre :

Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les années 2017-2018 et les 4 années précédentes. Fournir les prévisions pour 2018-2019.

Effectif en lien d'emploi (régulier et occasionnel) pour les bureaux offrant un service au comptoir pour la clientèle¹ (données 2017-2018 au 28 février 2018)

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
01. Bas-Saint-Laurent	Amqui	49, boul. Saint-Benoît Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel					1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7		
			Total Technicien					7
			Soutien	200	Agent de bureau	3		
			Total Soutien					3
			Total 49, boul. Saint-Benoît Est					11
	Total Amqui						11	
	La Pocatière	161, route 230 Ouest	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel				1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6		
			Total Technicien				6	
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
			Total Soutien				1	
Total 161, route 230 Ouest					8			
Total La Pocatière						8		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL			
	Matane	750, avenue du Phare Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1			
			Total Cadre			1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1			
			Total Professionnel			1			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10			
			Total Technicien			10			
			Soutien	200	Agent de bureau	1			
				249	Préposé aux renseignements	1			
			Total Soutien			2			
			Total 750, avenue du Phare Ouest						14
			Total Matane						14
			Mont-Joli	42, rue Doucet	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
					Total Professionnel			1	
					Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
	Total Technicien					10			
	Soutien	200			Agent de bureau	1			
		221			Agent de secrétariat	1			
	Total Soutien					2			
	Total 42, rue Doucet						13		
	Total Mont-Joli						13		
	Rimouski	337, rue Moreault			Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2			
			Total Professionnel			2			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18			
			Total Technicien			18			
Soutien			200	Agent de bureau	2				
			221	Agent de secrétariat	2				
			249	Préposé aux renseignements	1				
Total Soutien					5				
Total 337, rue Moreault						26			
Total Rimouski						26			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	Rivière-du-Loup	385, rue Lafontaine	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel			2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien			11	
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				249	Préposé aux renseignements	4	
			Total Soutien			5	
	Total 385, rue Lafontaine						19
	Total Rivière-du-Loup						19
	Saint-Pascal	235, rue Rochette	Soutien	249	Préposé aux renseignements	2	
			Total Soutien			2	
			Total 235, rue Rochette						2
	Total Saint-Pascal						2
	Témiscouata-sur-le-Lac	4, rue de la Gare	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
			Total Technicien			7	
Soutien			200	Agent de bureau	1		
	221	Agent de secrétariat	1				
Total Soutien			2				
Total 4, rue de la Gare						11	
Total Témiscouata-sur-le-Lac						11	
Trois-Pistoles	634, rue Richard	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4		
		Total Technicien			4		
		Soutien	200	Agent de bureau	1		
		Total Soutien			1		
		Total 634, rue Richard						5
Total Trois-Pistoles						5	
Total 01. Bas-Saint-Laurent						109	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Alma	725, rue Harvey Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			3
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	15
			Total Technicien			15
			Soutien	200	Agent de bureau	1
				249	Préposé aux renseignements	4
			Total Soutien			5
			Total 725, rue Harvey Ouest			24
	Total Alma			24		
	Dolbeau-Mistassini	1500, rue des Érables	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			3
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1
			Total Technicien			12
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			3
			Total 1500, rue des Érables			19
	Total Dolbeau-Mistassini			19		
	Roberval	755, boul. St-Joseph	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
Professionnel			111	Attaché d'administration	4	
Total Professionnel					4	
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	11	
			264	Technicien en administration	1	
Total Technicien					12	
Soutien			200	Agent de bureau	1	
			249	Préposé aux renseignements	1	
Total Soutien					2	
Total 755, boul. St-Joseph			19			
Total Roberval			19			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL			
	Saguenay	237, rue Riverin	Professionnel	111	Attaché d'administration	3			
			Total Professionnel					3	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	32			
				264	Technicien en administration	1			
			Total Technicien					33	
			Soutien	200	Agent de bureau	6			
				249	Préposé aux renseignements	6			
			Total Soutien					12	
			Total 237, rue Riverin					48	
			3885, boul. Harvey	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
				Total Cadre					1
				Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		
		111			Attaché d'administration	2			
		Total Professionnel					3		
		Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	24			
				264	Technicien en administration	1			
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	3			
		Total Technicien					28		
		Soutien		200	Agent de bureau	1			
				249	Préposé aux renseignements	4			
		Total Soutien					5		
		Total 3885, boul. Harvey					37		
		782, rue Victoria	Cadre	630	Cadre supérieur	1			
			Total Cadre					1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2			
			Total Professionnel					2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	10			
Total Technicien					10				
Soutien	200			Agent de bureau	3				
	249		Préposé aux renseignements	2					
Total Soutien					5				
Total 782, rue Victoria					18				
Total Saguenay					103				
Saint-Félicien	1209, boul. Sacré-Cœur		Soutien	249	Préposé aux renseignements	1			
		Total Soutien					1		
		Total 1209, boul. Sacré-Cœur					1		
Total Saint-Félicien					1				
Total 02. Saguenay-Lac-Saint-Jean					166				

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
03. Capitale-Nationale	Baie-Saint-Paul	915, boul. Monseigneur-de-Laval	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel					1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique			2
			Total Technicien					2
			Soutien	200	Agent de bureau			1
				249	Préposé aux renseignements			1
			Total Soutien					2
	Total 915, boul. Monseigneur-de-Laval					5		
	Total Baie-Saint-Paul						5	
	Cap-Santé	433, route 138	Soutien	249	Préposé aux renseignements			1
			Total Soutien					1
			Total 433, route 138					1
	Total Cap-Santé						1	
	Château-Richer	3, rue de la Seigneurie	Soutien	249	Préposé aux renseignements			1
			Total Soutien					1
			Total 3, rue de la Seigneurie					1
	Total Château-Richer						1	
	Donnacona	100, route 138	Cadre	630	Cadre supérieur			1
			Total Cadre					1
			Professionnel	111	Attaché d'administration			1
			Total Professionnel					1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique			11
			Total Technicien					11
			Soutien	200	Agent de bureau			4
	Total Soutien					4		
	Total 100, route 138					17		
	Total Donnacona						17	
La Malbaie	21, Patrick-Morgan	Cadre	630	Cadre supérieur			1	
		Total Cadre					1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration			2	
		Total Professionnel					2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique			6	
		Total Technicien					6	
		Soutien	249	Préposé aux renseignements			2	
Total Soutien					2			
Total 21, Patrick-Morgan					11			
Total La Malbaie						11		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
	Québec	1020, route de l'Église	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
			Total Cadre			2		
			Professionnel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		
				111	Attaché d'administration	5		
			Total Professionnel			6		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	31		
			Total Technicien			31		
			Soutien	200	Agent de bureau	3		
				221	Agent de secrétariat	1		
				249	Préposé aux renseignements	4		
		Total Soutien			8			
		Total 1020, route de l'Église						47
		2535, boul. Laurier	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre			1		
			Technicien	264	Technicien en administration	6		
			Total Technicien			6		
			Soutien	200	Agent de bureau	46		
				213	Auxiliaire en informatique	4		
				249	Préposé aux renseignements	28		
		Total Soutien			78			
		Total 2535, boul. Laurier						85
		400, boul. Jean-Lesage	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre			1		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3		
			Total Professionnel			3		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	34		
				264	Technicien en administration	1		
Total Technicien				35				
Soutien	200		Agent de bureau	6				
	221		Agent de secrétariat	1				
Total Soutien				7				
Total 400, boul. Jean-Lesage						46		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
		773, avenue Royale	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
			Total Technicien			23
			Soutien	200	Agent de bureau	1
			249	Préposé aux renseignements	4	
		Total Soutien			5	
		Total 773, avenue Royale				31
		787, boul. Lebourgneuf	Professionnel	108	Analyste informat.et proc.administr.	1
			Total Professionnel			1
			Technicien	264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			1
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	12
	Total Soutien			12		
	Total 787, boul. Lebourgneuf				14	
	8000, boul. Henri-Bourassa	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
		Total Cadre			1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			116	Conseiller orientation profess.	1	
		Total Professionnel			3	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	35	
		Total Technicien			35	
		Soutien	200	Agent de bureau	5	
		Total Soutien			5	
Total 8000, boul. Henri-Bourassa					44	
Total Québec				267		
Sainte-Anne-de-Baupré	9104, boul. Sainte-Anne	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
		Total Technicien			2	
		Soutien	200	Agent de bureau	1	
	Total Soutien			1		
	Total 9104, boul. Sainte-Anne				3	
Total Sainte-Anne-de-Baupré				3		
Total 03. Capitale-Nationale				305		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
04. Mauricie	La Tuque	655, rue Desbiens	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel					1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3		
				223	Évaluateur conduite véhic.routiers	2		
			Total Technicien					5
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
				249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien					2
			Total 655, rue Desbiens					8
			Total La Tuque						8
	Louiseville	511, rue Marcel	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel					1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7		
				Total Technicien					7
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
			Total Soutien					1
	Total 511, rue Marcel					9		
	Total Louiseville						9	
	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	213, rue de l'Église	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1		
			Total Technicien					1
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien					1
Total 213, rue de l'Église					2			
Total Sainte-Geneviève-de-Batiscan						2		
Sainte-Thècle	301, rue Saint-Jacques	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3			
		Total Technicien					3	
		Soutien	200	Agent de bureau	1			
		Total Soutien					1	
Total 301, rue Saint-Jacques					4			
Total Sainte-Thècle						4		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
	Shawinigan	212, 6e rue de la Pointe	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
			Total Cadre			2		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4		
			Total Professionnel			4		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14		
			Total Technicien			14		
			Soutien	200	Agent de bureau	2		
				221	Agent de secrétariat	1		
				249	Préposé aux renseignements	2		
			Total Soutien			5		
			Total 212, 6e rue de la Pointe			25		
			401, 5e Avenue		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7
					Total Technicien			7
					Soutien	200	Agent de bureau	2
					Total Soutien			2
	Total 401, 5e Avenue					9		
	Total Shawinigan			34				
	Trois-Rivières	225, rue des Forges	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
			Total Cadre			2		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5		
			Total Professionnel			5		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	29		
				264	Technicien en administration	1		
			Total Technicien			30		
			Soutien	200	Agent de bureau	10		
221				Agent de secrétariat	1			
249				Préposé aux renseignements	2			
Total Soutien					13			
Total 225, rue des Forges					50			
Total Trois-Rivières					50			
Total 04. Mauricie			107					
05. Estrie	Asbestos	597, boul. Simoneau	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel			1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3		
			Total Technicien			3		
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
			Total Soutien			1		
			Total 597, boul. Simoneau			5		
Total Asbestos			5					

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
	Coaticook	29, rue Main Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel					1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1		
			Total Technicien					1
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
			Total Soutien					1
	Total 29, rue Main Est						3	
	Total Coaticook						3	
	Cookshire-Eaton	89, rue du Parc	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien					1
	Total 89, rue du Parc						1	
	Total Cookshire-Eaton						1	
	East Angus	120, rue Angus Nord	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4		
			Total Technicien					4
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
			Total Soutien					1
	Total 120, rue Angus Nord						5	
	Total East Angus						5	
	Magog	1700, rue Sherbrooke	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre					1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
Total Professionnel					1			
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	16			
Total Technicien					16			
Soutien			200	Agent de bureau	1			
Total Soutien					3			
Total 1700, rue Sherbrooke						21		
Total Magog						21		
Richmond	745, rue Gouin	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1			
		Total Soutien					1	
Total 745, rue Gouin						1		
Total Richmond						1		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	Sherbrooke	70, rue King Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
			Total Cadre			2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5	
			Total Professionnel			5	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27	
			Total Technicien			27	
			Soutien	200	Agent de bureau	7	
				221	Agent de secrétariat	1	
				249	Préposé aux renseignements	5	
			Total Soutien			13	
	Total 70, rue King Ouest					47	
	Total Sherbrooke						47
	Stanstead	674, rue Dufferin	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			1	
			Total 674, rue Dufferin					1
	Total Stanstead						1
	Windsor	5, rue des Sources	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
			Total Technicien			4	
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
			Total Soutien			1	
			Total 5, rue des Sources					5
	Total Windsor						5
Lac-Mégantic	5535, rue Papineau	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
		Total Professionnel			1		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2		
		Total Technicien			2		
		Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
		Total Soutien			1		
Total 5535, rue Papineau					4		
Total Lac-Mégantic						4	
Total 05. Estrie						93	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL		
06. Montréal	Côte-Saint-Luc	6900, boul. Décarie	Cadre	630	Cadre supérieur	3		
			Total Cadre			3		
			Professionnel	111	Attaché d'administration	12		
			Total Professionnel			12		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	33		
				264	Technicien en administration	1		
			Total Technicien			34		
			Soutien	200	Agent de bureau	6		
				249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien			7		
	Total 6900, boul. Décarie					56		
	Total Côte-Saint-Luc						56	
	Montréal	1004, rue St-Antoine Ouest		Cadre	630	Cadre supérieur	1	
				Total Cadre			1	
				Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	18	
					264	Technicien en administration	1	
				Total Technicien			19	
		Soutien	200	Agent de bureau	24			
		Total Soutien			24			
		Total 1004, rue St-Antoine Ouest					44	
		10520, boul. de l'Acadie			Cadre	630	Cadre supérieur	2
					Total Cadre			2
					Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23
						264	Technicien en administration	1
					Total Technicien			24
		Soutien	200	Agent de bureau	9			
		Total Soutien			9			
Total 10520, boul. de l'Acadie					35			
1055, rue Galt				Cadre	630	Cadre supérieur	3	
	Total Cadre					3		
	Professionnel			111	Attaché d'administration	1		
	Total Professionnel					1		
	Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	38		
				264	Technicien en administration	1		
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	10		
	Total Technicien					49		
	Soutien			200	Agent de bureau	12		
Total Soutien			12					
Total 1055, rue Galt					65			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
		1260, rue Ste-Catherine Est	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	7
			Total Technicien		7
			Soutien	200 Agent de bureau	4
			Total Soutien		4
		Total 1260, rue Ste-Catherine Est			11
		2050, rue de Bleury	Cadre	630 Cadre supérieur	2
			Total Cadre		2
			Technicien	264 Technicien en administration	7
			Total Technicien		7
			Soutien	200 Agent de bureau	9
				221 Agent de secrétariat	1
				249 Préposé aux renseignements	34
			Total Soutien		44
		Total 2050, rue de Bleury			53
		2175, rue Saint-Patrick	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien		1
		Total 2175, rue Saint-Patrick			1
		2212, avenue Dollard	Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	29
			Total Technicien		29
			Soutien	200 Agent de bureau	5
				221 Agent de secrétariat	1
			Total Soutien		6
		Total 2212, avenue Dollard			36
		2740, rue Remembrance	Cadre	630 Cadre supérieur	1
			Total Cadre		1
			Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	16
			Total Technicien		16
			Soutien	200 Agent de bureau	4
			Total Soutien		4
		Total 2740, rue Remembrance			21
		287, rue Notre-Dame Ouest	Technicien	214 Agent d'aide socio-économique	31
				264 Technicien en administration	1
			Total Technicien		32
			Soutien	200 Agent de bureau	12
				221 Agent de secrétariat	1
			Total Soutien		13
		Total 287, rue Notre-Dame Ouest			45

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
		3750, boul. Crémazie Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
				264	Technicien en administration	1
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	11
			Total Technicien			29
			Soutien	200	Agent de bureau	7
			Total Soutien			7
		Total 3750, boul. Crémazie Est				38
		4427, rue de Rouen	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5
			Total Technicien			5
			Soutien	200	Agent de bureau	4
			Total Soutien			4
		Total 4427, rue de Rouen				10
		5105, avenue de Gaspé	Cadre	630	Cadre supérieur	3
			Total Cadre			3
			Professionnel	111	Attaché d'administration	17
			Total Professionnel			17
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	24
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			25
			Soutien	200	Agent de bureau	7
			Total Soutien			7
		Total 5105, avenue de Gaspé				52
		5656, rue d'Iberville	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			12
			Soutien	200	Agent de bureau	4
			Total Soutien			4
		Total 5656, rue d'Iberville				17

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
		5872, boul. Léger	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	35
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			36
			Soutien	200	Agent de bureau	7
			Total Soutien			7
		Total 5872, boul. Léger				45
		6600, chemin de la Côte-des-Neiges	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			1
			Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			3
		Total 6600, chemin de la Côte-des-Neiges				4
		6690, Sherbrooke Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21
			Total Technicien			21
			Soutien	200	Agent de bureau	12
			Total Soutien			12
		Total 6690, Sherbrooke Est				34
		7077, avenue du Parc	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			Total Technicien			11
			Soutien	200	Agent de bureau	2
			Total Soutien			2
		Total 7077, avenue du Parc				14
		7335, boul. Langelier	Soutien	249	Préposé aux renseignements	3
			Total Soutien			3
		Total 7335, boul. Langelier				3
		8257, boul. Langelier	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	22
				264	Technicien en administration	1
			Total Technicien			23
			Soutien	200	Agent de bureau	6
			Total Soutien			6
		Total 8257, boul. Langelier				30
	Total Montréal					558

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
	Pointe-Claire	1000, boul. St-Jean	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre			1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17		
			Total Technicien			17		
			Soutien	200	Agent de bureau	7		
			Total Soutien			7		
			Total 1000, boul. St-Jean			25		
Total Pointe-Claire						25		
Total 06. Montréal						639		
07. Outaouais	Campbell's Bay	1290, route 148	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
			Total Professionnel			1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6		
			Total Technicien			6		
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
				249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien			2		
			Total 1290, route 148			9		
			Total Campbell's Bay						9
	Gatineau	154, rue Maclaren Est		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
				Total Technicien			1	
				Total 154, rue Maclaren Est				
		170, Hôtel-de-Ville			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2
						264	Technicien en administration	1
					Total Technicien			3
					Soutien	200	Agent de bureau	6
						249	Préposé aux renseignements	3
Total Soutien				9				
Total 170, Hôtel-de-Ville						12		
420, boul. Wilfrid-Lavigne				Cadre	630	Cadre supérieur	1	
	Total Cadre					1		
	Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	24		
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	5		
	Total Technicien					29		
	Soutien			200	Agent de bureau	7		
	221	Agent de secrétariat	1					
Total Soutien			8					
Total 420, boul. Wilfrid-Lavigne						38		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Gatineau	456, boul. de l'Hôpital	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
				111	Attaché d'administration	9
			Total Professionnel			10
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	61
			Total Technicien			61
			Soutien	200	Agent de bureau	12
			Total Soutien			12
			Total 456, boul. de l'Hôpital			84
			Total Gatineau			135
	Maniwaki	100, Principale Sud	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9
			Total Technicien			9
			Soutien	200	Agent de bureau	2
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			4
	Total 100, Principale Sud			14		
	Total Maniwaki			14		
	Papineauville	365, rue Papineau	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1
Total Professionnel					1	
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	7	
Total Technicien					7	
Soutien			249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien			3
Total 365, rue Papineau			12			
Total Papineauville			12			
Total 07. Outaouais			170			
08. Abitibi-Témiscamingue	Amos	262, 1re avenue Est	Professionnel	111	Attaché d'administration	1
			Total Professionnel			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
			Total Technicien			17
			Soutien	200	Agent de bureau	5
			Total Soutien			5
Total 262, 1re avenue Est			23			
Total Amos			23			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	La Sarre	655, 2e Rue Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien			6	
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				249	Préposé aux renseignements	2	
			Total Soutien			3	
	Total 655, 2e Rue Est						11
	Total La Sarre						11
	Rouyn-Noranda	189, avenue Murdoch	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
116				Conseiller orientation profess.	1		
Total Professionnel					3		
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	9		
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		
Total Technicien					10		
Soutien			200	Agent de bureau	3		
			249	Préposé aux renseignements	1		
Total Soutien			4				
Total 189, avenue Murdoch						18	
Total Rouyn-Noranda						18	
Senneterre	481, 7e Avenue Ouest	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1		
		Total Technicien			1		
		Soutien	200	Agent de bureau	1		
		Total Soutien			1		
Total 481, 7e Avenue Ouest						2	
Total Senneterre						2	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	Val d'Or	186, avenue Perreault	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel			2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
			Total Technicien			9	
			Soutien	200	Agent de bureau	4	
				221	Agent de secrétariat	1	
				249	Préposé aux renseignements	1	
	Total Soutien			6			
	Total 186, avenue Perreault					18	
	Total Val d'Or						18
	Ville-Marie	1B, rue Notre-Dame Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel			2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5	
			Total Technicien			5	
Soutien			200	Agent de bureau	1		
			249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien			2	
Total 1B, rue Notre-Dame Nord					10		
Total Ville-Marie						10	
Total 08. Abitibi-Témiscamingue						82	
09. Côte-Nord	Baie-Comeau	625, boul. Laflèche	Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			Total Professionnel			3	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
			Total Technicien			14	
			Soutien	200	Agent de bureau	3	
				221	Agent de secrétariat	1	
				249	Préposé aux renseignements	2	
			Total Soutien			6	
			Total 625, boul. Laflèche					23
	Total Baie-Comeau						23
	Forestville	134, route 138 Est	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	4	
			Total Technicien			4	
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
			Total Soutien			1	
	Total 134, route 138 Est					5	
Total Forestville						5	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	Havre-Saint-Pierre	1280, rue de la Digue	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
			Total Technicien			3	
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				249	Préposé aux renseignements	3	
			Total Soutien			4	
	Total 1280, rue de la Digue						9
	Total Havre-Saint-Pierre						9
	Les Escoumins	459, route 138	Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
			Total Technicien			2	
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				221	Agent de secrétariat	1	
			Total Soutien			2	
	Total 459, route 138						5
	Total Les Escoumins						5
	Port-Cartier	2, rue Élie-Rochefort	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
			Total Technicien			2	
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
			Total Soutien			1	
			Total 2, rue Élie-Rochefort						3
	Total Port-Cartier						3
	Sept-Îles	456, avenue Arnaud	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
Total Cadre					1		
Professionnel			111	Attaché d'administration	2		
Total Professionnel					2		
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	11		
Total Technicien					11		
Soutien			200	Agent de bureau	4		
			249	Préposé aux renseignements	2		
Total Soutien			6				
Total 456, avenue Arnaud						20	
Total Sept-Îles						20	
Total 09. Côte-Nord						65	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
10. Nord-du-Québec	Beaucanton	2709, boul. Curé McDuff	Soutien	200	Agent de bureau	1	
			Total Soutien		1		
			Total 2709, boul. Curé McDuff					1
	Total Beaucanton						1
	Chibougamau	333, 3e Rue	Professionnel	111	Attaché d'administration		1
			Total Professionnel		1		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		7
			Total Technicien		7		
			Soutien	200	Agent de bureau		3
	Total Soutien		3				
	Total 333, 3e Rue					11	
	Total Chibougamau						11
	Chisasibi	15, Maamuu Road	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		1
			Total Technicien		1		
			Soutien	249	Préposé aux renseignements		1
			Total Soutien		1		
	Total 15, Maamuu Road					2	
	Total Chisasibi						2
	Lebel-sur-Quévillon	107, Principale Sud	Professionnel	111	Attaché d'administration		2
			Total Professionnel		2		
			Technicien	223	Évaluateur conduite véhic.routiers		1
			Total Technicien		1		
			Soutien	200	Agent de bureau		1
Total Soutien		1					
Total 107, Principale Sud					4		
Total Lebel-sur-Quévillon						4	
Matagami	100, Place du Commerce	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique		1	
		Total Technicien		1			
		Total 100, Place du Commerce					1
Total Matagami						1	
Total 10. Nord-du-Québec						19	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	151, avenue Grand-Pré	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
			Total Cadre					1
			Professionnel	111	Attaché d'administration			3
			Total Professionnel					3
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique			11
				298	Enquêteur en matières frauduleuses			1
			Total Technicien					12
			Soutien	200	Agent de bureau			1
				221	Agent de secrétariat			1
			Total Soutien					2
	Total 151, avenue Grand-Pré					18		
	Total Bonaventure						18	
	Cap-aux-Meules	120, chemin Gros-Cap	Professionnel	111	Attaché d'administration			2
			Total Professionnel					2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique			5
			Total Technicien					5
			Soutien	200	Agent de bureau			2
				249	Préposé aux renseignements			1
			Total Soutien					3
	Total 120, chemin Gros-Cap					10		
	Total Cap-aux-Meules						10	
	Carleton-sur-Mer	314, boul. Perron	Cadre	630	Cadre supérieur			1
			Total Cadre					1
Professionnel			111	Attaché d'administration			2	
Total Professionnel					2			
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique			8	
Total Technicien					8			
Soutien			200	Agent de bureau			1	
			221	Agent de secrétariat			1	
Total Soutien					2			
Total 314, boul. Perron					13			
Total Carleton-sur-Mer						13		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	Chandler	101, rue Commerciale Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	116	Conseiller orientation profess.	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11	
			Total Technicien			11	
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				221	Agent de secrétariat	1	
	Total Soutien			2			
	Total 101, rue Commerciale Ouest					15	
	Total Chandler						15
	Gaspé	96, Montée Sandy Beach	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	7		
Total Technicien					7		
Soutien			200	Agent de bureau	2		
			249	Préposé aux renseignements	1		
Total Soutien			3				
Total 96, Montée Sandy Beach					12		
Total Gaspé						12	
Percé	124, Route 132	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
		Total Soutien			1		
		Total 124, Route 132					1
Total Percé						1	
Pointe-à-la-Croix	136A, boul. Interprovincial	Soutien	221	Agent de secrétariat	1		
		Total Soutien			1		
		Total 136A, boul. Interprovincial					1
Total Pointe-à-la-Croix						1	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL			
	Sainte-Anne-des-Monts	39, boul. Sainte-Anne Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1			
			Total Cadre			1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1			
				116	Conseiller orientation profess.	1			
			Total Professionnel			2			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8			
			Total Technicien			8			
			Soutien	200	Agent de bureau	1			
				249	Préposé aux renseignements	2			
			Total Soutien			3			
			Total 39, boul. Sainte-Anne Ouest					14	
			Total Sainte-Anne-des-Monts					14	
			Total 11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						84
			12. Chaudière-Appalaches	Beauceville	111, 107e Rue	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
Total Soutien						1			
Total 111, 107e Rue						1			
Total Beauceville						1			
Lac-Etchemin	1554, route 277	Technicien		214	Agent d'aide socio-économique	6			
		Total Technicien				6			
		Soutien		200	Agent de bureau	2			
		Total Soutien				2			
Total 1554, route 277					8				
Total Lac-Etchemin						8			
Lévis	1205, boul. Guillaume-Couture	Cadre		630	Cadre supérieur	2			
		Total Cadre				2			
		Professionnel		111	Attaché d'administration	5			
				Total Professionnel			5		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27				
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	1				
		Total Technicien			28				
		Soutien	200	Agent de bureau	5				
			221	Agent de secrétariat	1				
			249	Préposé aux renseignements	2				
Total Soutien			8						
Total 1205, boul. Guillaume-Couture					43				
Total Lévis					43				

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	L'Islet	319, boul. Nilus-Leclerc	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	2	
			Total Technicien				2
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
			Total Soutien				1
			Total 319, boul. Nilus-Leclerc					3
	Total L'Islet						3
	Montmagny	116, rue St-Jean-Baptiste Ouest	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre				1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel				1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	7	
			Total Technicien				7
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				221	Agent de secrétariat	1	
	Total Soutien				2		
	Total 116, rue St-Jean-Baptiste Ouest					11	
	Total Montmagny						11
	Sainte-Croix	6375, rue Garneau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1	
			Total Technicien				1
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				249	Préposé aux renseignements	1	
Total Soutien				2			
Total 6375, rue Garneau					3		
Total Sainte-Croix						3	
Sainte-Hénédine	115, rue Langevin	Soutien	200	Agent de bureau	1		
		Total Soutien				1	
		Total 115, rue Langevin					1
Total Sainte-Hénédine						1	
Sainte-Marie	1037, boul. Vachon Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
		Total Cadre				1	
		Professionnel	111	Attaché d'administration	2		
		Total Professionnel				2	
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12		
		Total Technicien				12	
		Soutien	200	Agent de bureau	4		
Total Soutien				4			
Total 1037, boul. Vachon Nord					19		
Total Sainte-Marie						19	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	Saint-Georges	11400, 1re Avenue Est	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			Total Professionnel			3	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19	
				264	Technicien en administration	1	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien			21	
			Soutien	200	Agent de bureau	6	
				221	Agent de secrétariat	1	
	249	Préposé aux renseignements		1			
	Total Soutien			8			
	Total 11400, 1re Avenue Est					33	
	Total Saint-Georges						33
	Saint-Jean-Port-Joli	442, route de l'Église	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			1	
			Total 442, route de l'Église					1
Total Saint-Jean-Port-Joli						1	
Saint-Lazare-de-Bellechasse	100, Monseigneur-Bilodeau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1		
		Total Technicien			1		
		Soutien	200	Agent de bureau	1		
		Total Soutien			1		
		Total 100, Monseigneur-Bilodeau					2
Total Saint-Lazare-de-Bellechasse						2	
Saint-Raphaël-de-Bellechasse	23, avenue Chanoine-Audet	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
		Total Soutien			1		
		Total 23, avenue Chanoine-Audet					1
Total Saint-Raphaël-de-Bellechasse						1	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL			
	Thetford Mines	693, rue St-Alphonse Nord	Cadre	630	Cadre supérieur	1			
			Total Cadre			1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2			
			Total Professionnel			2			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	21			
				264	Technicien en administration	1			
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1			
			Total Technicien			23			
			Soutien	200	Agent de bureau	2			
				249	Préposé aux renseignements	2			
			Total Soutien			4			
			Total 693, rue St-Alphonse Nord					30	
			Total Thetford Mines					30	
Total 12. Chaudière-Appalaches						156			
13. Laval	Laval	1438, boul. Daniel-Johnson	Cadre	630	Cadre supérieur	3			
			Total Cadre			3			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	9			
			Total Professionnel			9			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	31			
				264	Technicien en administration	1			
			Total Technicien			32			
			Soutien	200	Agent de bureau	4			
				221	Agent de secrétariat	1			
				249	Préposé aux renseignements	11			
			Total Soutien			16			
			Total 1438, boul. Daniel-Johnson					60	
			3, Place Laval			Cadre	630	Cadre supérieur	2
						Total Cadre			2
						Professionnel	111	Attaché d'administration	1
						Total Professionnel			1
						Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	44
							264	Technicien en administration	1
						Total Technicien			45
Soutien	200	Agent de bureau				10			
Total Soutien			10						
Total 3, Place Laval					58				
Total Laval					118				
Total 13. Laval						118			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
14. Lanaudière	Berthierville	90, place du Marché	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	28	
				264	Technicien en administration	1	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	1	
			Total Technicien			30	
			Soutien	200	Agent de bureau	3	
			Total Soutien			3	
	Total 90, place du Marché						35
	Total Berthierville						35
	Joliette	409, rue Notre-Dame	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5	
			Total Professionnel			5	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16	
				264	Technicien en administration	1	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	3	
			Total Technicien			20	
			Soutien	200	Agent de bureau	7	
				249	Préposé aux renseignements	3	
	Total Soutien			10			
	Total 409, rue Notre-Dame						36
	Total Joliette						36
	L'Assomption	867, boul. L'Ange-Gardien	Soutien	249	Préposé aux renseignements	2	
			Total Soutien			2	
Total 867, boul. L'Ange-Gardien						2	
Total L'Assomption						2	
Rawdon	3486, rue Queen	Cadre	630	Cadre supérieur	1		
		Total Cadre			1		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8		
			264	Technicien en administration	1		
		Total Technicien			9		
		Soutien	200	Agent de bureau	2		
249	Préposé aux renseignements		1				
Total Soutien			3				
Total 3486, rue Queen						13	
Total Rawdon						13	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	Repentigny	155, rue Notre-Dame	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3	
			Total Professionnel			3	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	23	
				264	Technicien en administration	1	
			Total Technicien			24	
			Soutien	200	Agent de bureau	12	
				249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			13	
	Total 155, rue Notre-Dame						41
	Total Repentigny						41
	Sainte-Julienne	2495, rue Cartier	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	14	
				264	Technicien en administration	1	
			Total Technicien			15	
			Soutien	200	Agent de bureau	4	
			Total Soutien			4	
Total 2495, rue Cartier						21	
Total Sainte-Julienne						21	
Saint-Jean-de-Matha	941, route Louis-Cyr	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6		
		Total Technicien			6		
		Soutien	200	Agent de bureau	1		
		Total Soutien			1		
Total 941, route Louis-Cyr						7	
Total Saint-Jean-de-Matha						7	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL			
	Terrebonne	1590, chemin Gascon	Cadre	630	Cadre supérieur	1			
			Total Cadre			1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2			
			Total Professionnel			2			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19			
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	5			
			Total Technicien			24			
			Soutien	200	Agent de bureau	7			
			Total Soutien			7			
			Total 1590, chemin Gascon					34	
Total Terrebonne					34				
Total 14. Lanaudière						189			
15. Laurentides	Lachute	505, rue Béthany	Cadre	630	Cadre supérieur	1			
			Total Cadre			1			
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1			
			Total Professionnel			1			
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8			
			Total Technicien			8			
			Soutien	200	Agent de bureau	4			
			Total Soutien			4			
			Total 505, rue Béthany					14	
			Total Lachute					14	
				Mont-Laurier	585, rue Hébert	Cadre	630	Cadre supérieur	1
						Total Cadre			1
						Professionnel	111	Attaché d'administration	2
Total Professionnel						2			
Technicien	214	Agent d'aide socio-économique				8			
Total Technicien						8			
Soutien	200	Agent de bureau				1			
	221	Agent de secrétariat				1			
	249	Préposé aux renseignements				1			
Total Soutien			3						
Total 585, rue Hébert					14				
Total Mont-Laurier					14				
	Rivière-Rouge	1355, rue l'Annonciation Sud	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1			
			Total Technicien			1			
Total 1355, rue l'Annonciation Sud					1				
Total Rivière-Rouge					1				

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL	
	Sainte-Adèle	400, boul. de Sainte-Adèle	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
			Total Technicien			16
			Soutien	200	Agent de bureau	4
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			7
			Total 400, boul. de Sainte-Adèle			24
			Total Sainte-Adèle			24
	Sainte-Agathe-des-Monts	1, rue Raymond	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	16
			Total Technicien			16
			Soutien	200	Agent de bureau	6
				249	Préposé aux renseignements	1
	Total Soutien			7		
	Total 1, rue Raymond			26		
	Total Sainte-Agathe-des-Monts			26		
	Sainte-Thérèse	100, boul. Ducharme	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			2
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5
Total Professionnel					5	
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	31	
Total Technicien					31	
Soutien			200	Agent de bureau	10	
Total Soutien					10	
Total 100, boul. Ducharme			48			
Total Sainte-Thérèse			48			
Saint-Eustache	367, boul. Arthur-Sauvé	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	8	
			264	Technicien en administration	1	
		Total Technicien			9	
		Soutien	200	Agent de bureau	2	
			249	Préposé aux renseignements	3	
		Total Soutien			5	
Total 367, boul. Arthur-Sauvé			14			
Total Saint-Eustache			14			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Saint-Jérôme	275, rue Latour	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	5
			Total Professionnel			5
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	42
			Total Technicien			42
			Soutien	200	Agent de bureau	12
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	6
			Total Soutien			19
Total 275, rue Latour			67			
Total Saint-Jérôme			67			
Total 15. Laurentides						208
16. Montérégie	Acton-Vale	1130, rue Daigneault	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	1
			Total Technicien			1
	Total 1130, rue Daigneault			1		
	Total Acton-Vale			1		
	Beauharnois	140, rue St-Laurent	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			1
	Total 140, rue St-Laurent			1		
	Total Beauharnois			1		
	Bedford	4, rue Adhémar-Cusson	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1
			Total Soutien			1
	Total 4, rue Adhémar-Cusson			1		
	Total Bedford			1		
	Beloil	515, boul. Sir-Wilfrid-Laurier	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	3
			Total Professionnel			3
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	11
			Total Technicien			11
			Soutien	200	Agent de bureau	4
	Total Soutien			4		
Total 515, boul. Sir-Wilfrid-Laurier			19			
Total Beloil			19			
Boucherville	135, boul. de la Mortagne	Soutien	249	Préposé aux renseignements	2	
		Total Soutien			2	
Total 135, boul. de la Mortagne			2			
Total Boucherville			2			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	Brossard	1, Place du Commerce	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
			Total Cadre			2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	11	
			Total Professionnel			11	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	27	
				264	Technicien en administration	3	
			Total Technicien			30	
			Soutien	200	Agent de bureau	11	
				249	Préposé aux renseignements	2	
	Total Soutien			13			
	Total 1, Place du Commerce					56	
	Total Brossard						56
	Châteauguay	180, boul. d'Anjou	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	31	
Total Technicien					31		
Soutien			200	Agent de bureau	8		
Total Soutien					8		
Total 180, boul. d'Anjou					40		
Total Châteauguay						40	
Cowansville	406, rue du Sud	Professionnel	111	Attaché d'administration	1		
		Total Professionnel			1		
		Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	5		
		Total Technicien			5		
		Soutien	200	Agent de bureau	2		
		Total Soutien			2		
Total 406, rue du Sud					8		
Total Cowansville						8	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL		
	Granby	77, rue Principale	Cadre	630	Cadre supérieur	2		
			Total Cadre			2		
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		
				111	Attaché d'administration	8		
			Total Professionnel			9		
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	12		
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	2		
			Total Technicien			14		
			Soutien	200	Agent de bureau	3		
				221	Agent de secrétariat	1		
				249	Préposé aux renseignements	6		
			Total Soutien			10		
			Total 77, rue Principale					35
			Total Granby						35
	Huntingdon	220, rue Châteauguay	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3		
			Total Technicien			3		
			Soutien	200	Agent de bureau	1		
				249	Préposé aux renseignements	1		
			Total Soutien			2		
	Total 220, rue Châteauguay					5		
Total Huntingdon						5		
La Prairie	455, boul. Taschereau	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1			
		Total Soutien			1			
Total 455, boul. Taschereau					1			
Total La Prairie						1		
Lac-Brome	550, chemin Knowlton	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1			
		Total Soutien			1			
Total 550, chemin Knowlton					1			
Total Lac-Brome						1		

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	Longueuil	2877, chemin de Chambly	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
			Total Cadre			2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	46	
				264	Technicien en administration	3	
			Total Technicien			49	
			Soutien	200	Agent de bureau	22	
				249	Préposé aux renseignements	4	
			Total Soutien			26	
	Total 2877, chemin de Chambly						78
	Total Longueuil						78
	Marieville	497, rue Sainte-Marie	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	3	
			Total Technicien			3	
			Soutien	200	Agent de bureau	1	
				249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			2	
	Total 497, rue Sainte-Marie						5
	Total Marieville						5
	Saint-Constant	126, rue Saint-Pierre	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
Professionnel			111	Attaché d'administration	2		
Total Professionnel					2		
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	13		
Total Technicien					13		
Soutien			200	Agent de bureau	4		
Total Soutien			4				
Total 126, rue Saint-Pierre						20	
Total Saint-Constant						20	
Sainte-Julie	461, boul. St-Joseph	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
		Total Soutien			1		
Total 461, boul. St-Joseph						1	
Total Sainte-Julie						1	
Sainte-Martine	177, rue Saint-Joseph	Soutien	249	Préposé aux renseignements	1		
		Total Soutien			1		
Total 177, rue Saint-Joseph						1	
Total Sainte-Martine						1	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL
	Saint-Hyacinthe	3100, boul. Laframboise	Cadre	630	Cadre supérieur	1
			Total Cadre			1
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2
			Total Professionnel			2
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	17
			Total Technicien			17
			Soutien	200	Agent de bureau	5
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	2
			Total Soutien			8
	Total 3100, boul. Laframboise			28		
	Total Saint-Hyacinthe			28		
	Saint-Jean-sur-Richelieu	315, rue MacDonald	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			2
			Professionnel	111	Attaché d'administration	4
			Total Professionnel			4
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	32
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	11
			Total Technicien			43
			Soutien	200	Agent de bureau	4
				221	Agent de secrétariat	1
				249	Préposé aux renseignements	4
	Total Soutien			9		
	Total 315, rue MacDonald			58		
	Total Saint-Jean-sur-Richelieu			58		
	Salaberry-de-Valleyfield	63A, rue Champlain	Cadre	630	Cadre supérieur	2
			Total Cadre			2
			Professionnel	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1
111				Attaché d'administration	4	
Total Professionnel					5	
Technicien			214	Agent d'aide socio-économique	18	
			264	Technicien en administration	1	
			298	Enquêteur en matières frauduleuses	2	
Total Technicien					21	
Soutien			200	Agent de bureau	5	
	249	Préposé aux renseignements	2			
Total Soutien			7			
Total 63A, rue Champlain			35			
Total Salaberry-de-Valleyfield			35			

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS		CORPS D'EMPLOIS	TOTAL	
	Sorel-Tracy	375, boul. Fiset	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
			Total Technicien			9	
			Soutien	200	Agent de bureau	4	
				221	Agent de secrétariat	1	
	Total Soutien			5			
	Total 375, boul. Fiset					16	
	Total Sorel-Tracy						16
	Vaudreuil-Dorion	430, boul. Harwood	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel			2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
Total Technicien					9		
Soutien			200	Agent de bureau	2		
			249	Préposé aux renseignements	2		
Total Soutien			4				
Total 430, boul. Harwood					16		
Total Vaudreuil-Dorion						16	
Total 16. Montérégie						428	
17. Centre-du-Québec	Bécancour	1300, boul. Port-Royal	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	1	
			Total Professionnel			1	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	6	
			Total Technicien			6	
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
				249	Préposé aux renseignements	1	
Total Soutien			3				
Total 1300, boul. Port-Royal					11		
Total Bécancour						11	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS		TOTAL	
	Drummondville	270, rue Lindsay	Cadre	630	Cadre supérieur	2	
			Total Cadre			2	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel			2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	42	
				298	Enquêteur en matières frauduleuses	2	
			Total Technicien			44	
			Soutien	200	Agent de bureau	9	
				249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			10	
			Total 270, rue Lindsay					58
	Total Drummondville						58
	Plessisville	1971, rue Bilodeau	Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	9	
			Total Technicien			9	
			Soutien	200	Agent de bureau	2	
				249	Préposé aux renseignements	1	
			Total Soutien			3	
			Total 1971, rue Bilodeau					12
	Total Plessisville						12
	Victoriaville	62, St-Jean-Baptiste	Cadre	630	Cadre supérieur	1	
			Total Cadre			1	
			Professionnel	111	Attaché d'administration	2	
			Total Professionnel			2	
			Technicien	214	Agent d'aide socio-économique	19	
			Total Technicien			19	
			Soutien	200	Agent de bureau	5	
	Total Soutien			5			
Total 62, St-Jean-Baptiste					27		
Total Victoriaville						27	

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	VILLE	BUREAU	CATÉGORIE D'EMPLOIS	CORPS D'EMPLOIS	TOTAL
	Nicolet	460, boul. Louis-Fréchette	Soutien	200 Agent de bureau	1
			Total Soutien		1
		Total 460, boul. Louis-Fréchette			1
	Total Nicolet				1
Total 17. Centre-du-Québec					109
TOTAL					3 047

¹Exclusions :

- Les centres locaux d'emploi de Kuujjuak (732, rue Siuralikuuk, Kuujjuak) et de Inukjuak (Building 770, bureau 104, Inukjuak) ne figurent pas sur la liste des effectifs puisque les employés sont rémunérés par l'Administration régionale Kativik.
- Le bureau de Foncier Québec de New Carlisle (87, boul. Gérard-D.-Lévesque, New Carlisle) n'est également pas présenté, car il s'agit d'une employée du ministère de la Justice qui y offre les services.
- Les données concernent exclusivement le personnel travaillant dans un édifice offrant des services au comptoir pour la clientèle, incluant les comptoirs de service du Directeur de l'état civil de la Capitale-Nationale et de Montréal (158 bureaux) et à l'exclusion du personnel des directions régionales.

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 24 du 1^{er} mars 2018 (effectifs en lien d'emploi au 28 février 2018).

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : SO

VALIDATION :

DATE : 2018-03-23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-60

Titre :

Pour l'année 2017-2018 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) transfère une enveloppe budgétaire de 75,0 M\$ au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) pour financer les services offerts aux immigrants par ce dernier en vertu de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.

Cette enveloppe est répartie parmi différentes mesures d'emploi et comporte deux volets, soit les activités associées aux mesures d'aide à l'emploi (23,0 M\$) et l'aide financière de dernier recours (AFDR) versée aux immigrants qui participent à ces mesures (52,0 M\$).

SOURCE : DGRFC

COLLABORATION : SEQ

VALIDATION :

DATE : 29 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-61

Titre :

Liste des consultations menées par le Ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019. Préciser :

- a. l'objet des consultations;
- b. le moyen utilisé;
- c. les dates de rencontres;
- d. les communautés et les personnes consultées;
- e. les résultats des consultations;
- f. les montants afférents.

Exposé et statistiques :

Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail

Il n'y a pas eu de consultations officielles des communautés autochtones en 2017-2018. Elles ont été consultées au courant de l'année 2016 dans le cadre de l'élaboration du troisième Plan de lutte à la pauvreté.

Toutefois, le MTESS a des contacts fréquents avec des représentants des communautés autochtones par l'entremise, notamment, du Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail (CCPNIMT) rattaché à la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

Le CCPNIMT est composé de représentants de la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec, de l'ARK (Inuits), du Gouvernement de la nation crie, de la Corporation des ressources humaines et de développement durable de la nation algonquine, de l'Institut Tshakapesh (Innus), de la Fédération des travailleurs du Québec-Syndicat des Métallos, de Femmes autochtones du Québec, de l'Association des employés du Nord québécois, de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, du Comité sectoriel de l'économie sociale et de l'action communautaire, du Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec et du Conseil du patronat du Québec.

La Stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuit a été élaborée avec la collaboration du CCPNIMT, et a été lancée le 13 juin 2017. La mise en œuvre de son plan d'action 2017-2022 est en cours.

SOURCE : Direction des politiques de l'emploi et des stratégies
COLLABORATION : Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle
Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
VALIDATION:
DATE : 22 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62

Titre :

Coût de l'indexation des prestations de l'assistance-emploi pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019

Exposé et statistiques :

Pour 2017-2018, le coût de l'indexation des prestations de l'aide financière de dernier recours est estimé à 21 M\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/ Caroline de Pokomandy-Morin /Olivier Morin

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 19 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-64

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2018-2019.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2018-2019.

SOURCE : DB-DGRFC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 13 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-65

Titre :

Bilan des investissements 2017-2018, par orientation et initiative, de « La solidarité : une richesse pour le Québec ».

Exposé et statistiques :

- En Octobre 2013, lancement du document *La Solidarité : Une richesse pour le Québec* exposant la vision gouvernementale de la solidarité durable, fondée sur un équilibre entre la solidarité, la prospérité, la responsabilité, la nécessité de répondre aux besoins d'aujourd'hui et la prise en compte des besoins de demain.
- En mars 2018, le Ministère avait ainsi donné suite à ses engagements pour 2017-2018 comme suit :

1. Ajustement pour personnes seules (APS)

- Une hausse de 50 \$ par mois a été accordée au 1^{er} janvier 2017, aux personnes seules, sans contraintes à l'emploi, prestataires du Programme d'aide sociale (PAS) depuis au moins six mois et qui ne bénéficient pas d'une aide au logement. Cette aide n'est pas indexée.
- En janvier 2018, 52 623 prestataires du PAS recevaient l'APS, soit 15 753 femmes (29,9 %) et 36 870 hommes (70,1 %).

2. Lancement des consultations sur le plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire et bénévole

- La Stratégie gouvernementale en action bénévole 2016-2022 a été lancée en décembre 2016, accompagnée d'un investissement non récurrent de 1,5 M\$ visant à réaliser dix actions structurantes.
- Le lancement du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 a eu lieu le 10 décembre 2017. Il prévoit des investissements de 55,2 M\$ d'ici 2023 afin de rehausser le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.
 - 4,5 M\$ seront dédiés à renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire (action 19.1).
 - 50,7 M\$ seront utilisés pour mieux soutenir les organismes de défense collective des droits et les organismes multisectoriels (action 19.2). Afin d'aider ces organismes financés dans le cadre de leur mission globale, leur financement sera rehaussé graduellement dès 2018-2019. De plus, l'enveloppe destinée à leur financement sera rehaussée à partir de 2019-2020 afin de soutenir davantage ceux qui offrent des services individuels à la population. Ce financement s'inscrira dans la perspective d'un prochain plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.
- Les travaux de mise à jour du Cadre de référence en matière d'action communautaire se poursuivent.

3. Amélioration des conditions de travail en milieu communautaire

- Un montant de 50 000 \$ a été accordé au Collectif des entreprises d'insertion du Québec pour une étude de faisabilité sur la création d'une mutuelle de prévention en santé et sécurité du travail au bénéfice des organismes communautaires. Le dernier versement de 5 000 \$ a été fait au dépôt de la reddition de comptes en novembre 2017.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
Collaborations : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales et
Direction des politiques d'assistance sociale.
DATE : 19 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-66

Titre :

Fournir tous documents et informations suivantes en lien avec le Rendez-vous national de la main-d'œuvre 2017 produites par le comité de pilotage :

- a. Le nombre de rencontres du comité de pilotage en 2017 et 2018 en lien avec le Rendez-vous national de la main-d'œuvre.
- b. Tous documents, notes, rapports et suivi produit par le comité de pilotage.
- c. Tous documents, notes, rapports et suivi produits dans le cadre des rencontres et des forums faisant suite au Rendez-vous national de la main-d'œuvre.
- d. Sommes consacrées aux mesures annoncées dans le communiqué du 17 février 2017 dans le cadre du Rendez-vous national de la main-d'œuvre.
- e. Le bilan des mesures annoncées dans le communiqué du 17 février 2017 dans le cadre du Rendez-vous national de la main-d'œuvre ainsi que leur échéancier et les sommes qui y sont consacrées.

Exposé et statistiques :

- a. Le nombre de rencontres du comité de pilotage en 2017 et 2018 en lien avec le Rendez-vous national de la main-d'œuvre.

Le Rendez-vous national sur la main-d'œuvre s'est tenu les 16 et 17 février 2017. Tel qu'indiqué dans la réponse à une demande d'accès à l'information diffusée sur internet (https://www.mtess.gouv.qc.ca/documents_acces_information.asp), deux rencontres du comité de pilotage ont eu lieu en 2017, soit le 5 juin et le 21 novembre. Par ailleurs, une rencontre a eu lieu en 2018, soit le 9 février.

- b. Tous documents, notes, rapports et suivi produit par le comité de pilotage.
- e. Le bilan des mesures annoncées dans le communiqué du 17 février 2017 dans le cadre du Rendez-vous national de la main-d'œuvre ainsi que leur échéancier et les sommes qui y sont consacrées.

Ces questions ont fait l'objet d'une demande d'accès à l'information dont la réponse a été diffusée sur internet (https://www.mtess.gouv.qc.ca/documents_acces_information.asp).

- c. Tous documents, notes, rapports et suivi produits dans le cadre des rencontres et des forums faisant suite au Rendez-vous national de la main-d'œuvre.
- d. Sommes consacrées aux mesures annoncées dans le communiqué du 17 février 2017 dans le cadre du Rendez-vous national de la main-d'œuvre.

Le gouvernement a répondu favorablement aux pistes d'action proposées lors du Rendez-vous national sur la main-d'œuvre. À cette fin, le Plan économique du Québec 2017-2018 prévoit des mesures totalisant près de 290 M\$ sur cinq ans pour le développement de la main-d'œuvre (réf : http://www.budget/2017-2018/fr/documents/PlanEconomique_Mars2017.pdf).

La Stratégie nationale sur la main-d'œuvre sera lancée au printemps 2018. Elle permettra de poursuivre les actions annoncées depuis février 2017 et d'instaurer de nouvelles initiatives. De plus, elle prendra en compte les commentaires et recommandations recueillis lors des consultations menées auprès des représentants de la société civile de même qu'auprès des ministères et organismes gouvernementaux concernés.

SOURCE : Direction générale des politiques d'emploi, de la planification et du marché du travail

COLLABORATION : Secrétariat de la Commission des partenaires sur le marché du travail
Bureau de la sous-ministre associée
Bureau de la sous-ministre

DATE : 9 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-67

Titre :

Pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, indiquer les informations suivantes :

- Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi ;
- Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC ;
- Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi ;
- Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi ;
- Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi ;
- Nombre de jeunes recevant une prestation de l'assurance-emploi et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi.

Exposé et statistiques :

Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque MRC

Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Voir l'annexe 1.

Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Voir l'annexe 1.

Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale avec une allocation pour contraintes temporaires habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Voir l'annexe 1.

Nombre de jeunes recevant une prestation de l'assurance-emploi habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Cette donnée provient du gouvernement du Canada. Le MTESS ne peut répondre à cette question.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 12 mars 2018

Annexe 1

RP-67

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2018		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
Centre local d'emploi¹	Âge			
Inconnu	Moins de 25 ans	8	2	2
	25 à 29 ans	12	5	6
	30 à 35 ans	9	2	4
001 - Lac-Saint-Jean-Est	Moins de 25 ans	108	29	58
	25 à 29 ans	96	29	48
	30 à 35 ans	120	32	63
002 - Amos	Moins de 25 ans	35	10	16
	25 à 29 ans	31	11	26
	30 à 35 ans	38	8	33
003 - Asbestos	Moins de 25 ans	69	16	18
	25 à 29 ans	42	8	17
	30 à 35 ans	57	15	22
004 - Bonaventure	Moins de 25 ans	38	4	25
	25 à 29 ans	36	11	23
	30 à 35 ans	42	9	37
005 - Chicoutimi	Moins de 25 ans	214	44	99
	25 à 29 ans	161	46	78
	30 à 35 ans	188	39	115
006 - Laval-des-Rapides	Moins de 25 ans	319	72	218
	25 à 29 ans	376	100	130
	30 à 35 ans	444	91	158
007 - Portneuf	Moins de 25 ans	58	12	29
	25 à 29 ans	55	22	27
	30 à 35 ans	77	23	43
008 - Vaudreuil-Soulanges	Moins de 25 ans	106	23	144
	25 à 29 ans	129	36	89
	30 à 35 ans	149	39	114
009 - Drummondville	Moins de 25 ans	430	96	140
	25 à 29 ans	362	94	127
	30 à 35 ans	410	70	146
010 - La Côte-de-Gaspé	Moins de 25 ans	35	11	19
	25 à 29 ans	21	5	15
	30 à 35 ans	20	7	18
011 - La Haute-Yamaska	Moins de 25 ans	301	87	173
	25 à 29 ans	249	59	112
	30 à 35 ans	317	71	138
012 - Baie-Comeau	Moins de 25 ans	62	14	31
	25 à 29 ans	56	15	33
	30 à 35 ans	67	18	24
013 - Aylmer	Moins de 25 ans	131	39	60
	25 à 29 ans	129	43	48
	30 à 35 ans	144	35	60
014 - Joliette	Moins de 25 ans	386	96	112
	25 à 29 ans	295	82	106
	30 à 35 ans	314	74	129

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité. Les centres locaux d'emploi sans prestataire n'apparaissent pas dans le tableau.

Annexe 1

RP-67

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2018		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
015 - Jonquière	Moins de 25 ans	241	43	84
	25 à 29 ans	162	37	77
	30 à 35 ans	203	35	117
016 - Lachute	Moins de 25 ans	139	38	60
	25 à 29 ans	154	42	46
	30 à 35 ans	162	45	49
017 - Lac-Mégantic	Moins de 25 ans	37	11	23
	25 à 29 ans	42	13	17
	30 à 35 ans	37	12	18
018 - La Malbaie	Moins de 25 ans	25	5	20
	25 à 29 ans	20	9	10
	30 à 35 ans	24	6	18
019 - La Pocatière	Moins de 25 ans	23	5	19
	25 à 29 ans	14	3	25
	30 à 35 ans	28	11	17
020 - Littoral	Moins de 25 ans	115	34	116
	25 à 29 ans	105	35	106
	30 à 35 ans	161	43	114
021 - Matane	Moins de 25 ans	52	14	18
	25 à 29 ans	47	18	20
	30 à 35 ans	50	14	30
022 - Mont-Laurier	Moins de 25 ans	141	41	60
	25 à 29 ans	103	38	37
	30 à 35 ans	137	36	91
023 - Montmagny	Moins de 25 ans	50	17	24
	25 à 29 ans	34	13	20
	30 à 35 ans	42	13	25
024 - Châteauguay	Moins de 25 ans	165	59	124
	25 à 29 ans	143	44	82
	30 à 35 ans	178	40	81
026 - Nicolet-Bécancour	Moins de 25 ans	84	23	46
	25 à 29 ans	93	24	33
	30 à 35 ans	114	28	41
027 - Rouyn-Noranda	Moins de 25 ans	89	28	60
	25 à 29 ans	66	21	43
	30 à 35 ans	77	23	48
028 - Les Quartiers-Historiques	Moins de 25 ans	218	38	60
	25 à 29 ans	233	47	61
	30 à 35 ans	271	53	114
029 - Rimouski-Neigette	Moins de 25 ans	114	22	73
	25 à 29 ans	96	27	53
	30 à 35 ans	101	27	78
030 - Rivière-du-Loup	Moins de 25 ans	50	12	24
	25 à 29 ans	50	19	17
	30 à 35 ans	58	13	52

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité. Les centres locaux d'emploi sans prestataire n'apparaissent pas dans le tableau.

Annexe 1

RP-67

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2018		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
031 - La Haute-Gaspésie	Moins de 25 ans	57	10	22
	25 à 29 ans	28	7	16
	30 à 35 ans	44	11	37
032 - Lac-Etchemin	Moins de 25 ans	11	2	30
	25 à 29 ans	14	1	11
	30 à 35 ans	30	7	17
033 - Saint-Hyacinthe	Moins de 25 ans	247	56	145
	25 à 29 ans	245	76	92
	30 à 35 ans	268	53	122
034 - Le Haut-Richelieu	Moins de 25 ans	306	72	207
	25 à 29 ans	320	89	112
	30 à 35 ans	318	80	165
035 - Saint-Jérôme	Moins de 25 ans	400	106	198
	25 à 29 ans	395	109	166
	30 à 35 ans	455	94	191
037 - Sept-Îles	Moins de 25 ans	56	18	31
	25 à 29 ans	40	14	29
	30 à 35 ans	56	13	26
038 - Shawinigan	Moins de 25 ans	212	47	71
	25 à 29 ans	165	34	53
	30 à 35 ans	217	50	103
040 - Sorel	Moins de 25 ans	212	39	93
	25 à 29 ans	191	55	78
	30 à 35 ans	219	49	96
041 - Thetford Mines	Moins de 25 ans	79	16	39
	25 à 29 ans	84	21	54
	30 à 35 ans	111	34	43
042 - Trois-Rivières	Moins de 25 ans	689	130	215
	25 à 29 ans	525	126	144
	30 à 35 ans	644	135	244
043 - Valleyfield	Moins de 25 ans	327	80	111
	25 à 29 ans	286	74	98
	30 à 35 ans	293	65	122
044 - Victoriaville	Moins de 25 ans	177	48	79
	25 à 29 ans	169	40	69
	30 à 35 ans	189	35	98
045 - Ville-Marie	Moins de 25 ans	34	7	20
	25 à 29 ans	24	7	17
	30 à 35 ans	31	10	16
046 - La Sarre	Moins de 25 ans	56	12	29
	25 à 29 ans	41	15	18
	30 à 35 ans	45	19	34
047 - Val d'Or	Moins de 25 ans	60	18	47
	25 à 29 ans	71	27	29
	30 à 35 ans	111	27	45

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité. Les centres locaux d'emploi sans prestataire n'apparaissent pas dans le tableau.

Annexe 1

RP-67

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2018		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
049 - Les Îles-de-la-Madeleine	Moins de 25 ans	5	2	19
	25 à 29 ans	10	4	13
	30 à 35 ans	8	3	10
050 - Le Rocher-Percé	Moins de 25 ans	57	18	31
	25 à 29 ans	56	12	14
	30 à 35 ans	51	16	32
052 - Louiseville	Moins de 25 ans	93	20	31
	25 à 29 ans	61	22	30
	30 à 35 ans	66	18	50
053 - Charlesbourg	Moins de 25 ans	274	62	147
	25 à 29 ans	267	70	122
	30 à 35 ans	318	67	159
054 - Beauport	Moins de 25 ans	220	50	123
	25 à 29 ans	228	52	93
	30 à 35 ans	248	61	157
057 - Forestville	Moins de 25 ans	21	4	6
	25 à 29 ans	18	2	6
	30 à 35 ans	24	6	5
058 - Amqui	Moins de 25 ans	42	11	30
	25 à 29 ans	28	7	17
	30 à 35 ans	36	18	26
059 - Témiscouata	Moins de 25 ans	29	6	25
	25 à 29 ans	25	9	25
	30 à 35 ans	22	4	25
060 - Mont-Joli	Moins de 25 ans	56	12	32
	25 à 29 ans	49	11	20
	30 à 35 ans	47	11	31
061 - Maria-Chapdelaine	Moins de 25 ans	53	14	24
	25 à 29 ans	43	9	22
	30 à 35 ans	55	10	37
062 - Roberval	Moins de 25 ans	85	15	39
	25 à 29 ans	78	26	29
	30 à 35 ans	87	22	44
063 - Saint-Laurent	Moins de 25 ans	436	78	186
	25 à 29 ans	622	109	161
	30 à 35 ans	881	159	211
064 - Montréal-Nord	Moins de 25 ans	704	158	253
	25 à 29 ans	930	256	205
	30 à 35 ans	1 252	280	244
065 - La Tuque	Moins de 25 ans	64	15	4
	25 à 29 ans	47	14	13
	30 à 35 ans	47	12	14
066 - Sainte-Thérèse	Moins de 25 ans	167	50	179
	25 à 29 ans	207	68	121
	30 à 35 ans	238	55	124

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité. Les centres locaux d'emploi sans prestataire n'apparaissent pas dans le tableau.

Annexe 1

RP-67

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2018		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
067 - Baie-James	Moins de 25 ans	31	12	17
	25 à 29 ans	26	8	12
	30 à 35 ans	27	7	11
069 - Verdun	Moins de 25 ans	668	138	226
	25 à 29 ans	751	194	192
	30 à 35 ans	1 007	253	275
070 - Grand-Mère	Moins de 25 ans	97	21	38
	25 à 29 ans	67	17	29
	30 à 35 ans	83	21	35
071 - Brome-Missisquoi	Moins de 25 ans	127	36	79
	25 à 29 ans	123	30	53
	30 à 35 ans	160	47	63
072 - Berthierville	Moins de 25 ans	149	34	68
	25 à 29 ans	147	51	48
	30 à 35 ans	125	31	63
074 - Saint-Georges	Moins de 25 ans	109	32	81
	25 à 29 ans	86	20	70
	30 à 35 ans	80	21	89
075 - Gatineau	Moins de 25 ans	432	133	141
	25 à 29 ans	371	132	174
	30 à 35 ans	447	128	187
076 - Sainte-Marie	Moins de 25 ans	47	17	35
	25 à 29 ans	30	6	38
	30 à 35 ans	39	12	24
077 - Longueuil	Moins de 25 ans	522	152	240
	25 à 29 ans	595	162	209
	30 à 35 ans	625	134	257
078 - Saint-Hubert	25 à 29 ans			1
079 - Acton Vale	Moins de 25 ans	50	7	31
	25 à 29 ans	48	10	20
	30 à 35 ans	51	7	27
083 - La Vallée-du-Richelieu	Moins de 25 ans	104	34	170
	25 à 29 ans	116	29	106
	30 à 35 ans	142	42	121
086 - Marieville	Moins de 25 ans	41	15	42
	25 à 29 ans	57	27	22
	30 à 35 ans	59	21	24
087 - Saint-Constant	Moins de 25 ans	141	45	147
	25 à 29 ans	134	30	99
	30 à 35 ans	162	44	113
089 - Havre-Saint-Pierre	Moins de 25 ans	3	2	6
	25 à 29 ans	3	1	9
	30 à 35 ans	4		2
090 - L'Islet	Moins de 25 ans	7	1	11
	25 à 29 ans	19	5	13
	30 à 35 ans	21	6	24

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité. Les centres locaux d'emploi sans prestataire n'apparaissent pas dans le tableau.

Annexe 1

RP-67

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2018		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
091 - Ouest-de-l'Île	Moins de 25 ans	199	46	276
	25 à 29 ans	234	52	225
	30 à 35 ans	358	81	216
092 - Saint-Léonard	Moins de 25 ans	267	56	121
	25 à 29 ans	291	65	91
	30 à 35 ans	587	129	113
094 - LaSalle	Moins de 25 ans	563	131	170
	25 à 29 ans	664	166	155
	30 à 35 ans	800	166	189
095 - Trois-Pistoles	Moins de 25 ans	17	5	3
	25 à 29 ans	10	1	4
	30 à 35 ans	16	4	3
096 - Chomedey - Sainte-Dorothée	Moins de 25 ans	319	67	307
	25 à 29 ans	351	70	225
	30 à 35 ans	457	103	215
097 - Maniwaki	Moins de 25 ans	100	32	17
	25 à 29 ans	108	28	23
	30 à 35 ans	117	32	50
098 - Sherbrooke	Moins de 25 ans	686	137	264
	25 à 29 ans	574	146	214
	30 à 35 ans	622	161	325
099 - Avignon	Moins de 25 ans	48	10	15
	25 à 29 ans	33	9	18
	30 à 35 ans	37	14	18
100 - Kuujjuaq	Moins de 25 ans	15	2	6
	25 à 29 ans	14	4	8
	30 à 35 ans	20	3	8
101 - Inukjuak	Moins de 25 ans	34	12	12
	25 à 29 ans	33	7	14
	30 à 35 ans	39	11	27
102 - Chisasibi	Moins de 25 ans	45	23	12
	25 à 29 ans	22	10	4
	30 à 35 ans	20	7	8
104 - Coaticook	Moins de 25 ans	29	6	23
	25 à 29 ans	18	7	13
	30 à 35 ans	24	7	13
105 - East Angus	Moins de 25 ans	72	16	34
	25 à 29 ans	48	19	23
	30 à 35 ans	53	19	40
106 - Windsor	Moins de 25 ans	59	22	46
	25 à 29 ans	57	16	30
	30 à 35 ans	68	17	40
107 - Campbell's Bay	Moins de 25 ans	98	28	34
	25 à 29 ans	59	18	17
	30 à 35 ans	67	21	30

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité. Les centres locaux d'emploi sans prestataire n'apparaissent pas dans le tableau.

Annexe 1

RP-67

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2018		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
109 - La Baie	Moins de 25 ans	46	7	22
	25 à 29 ans	42	10	29
	30 à 35 ans	44	16	28
113 - Les Escoumins	Moins de 25 ans	6	2	8
	25 à 29 ans	9	4	8
	30 à 35 ans	8	3	8
114 - Port-Cartier	Moins de 25 ans	18	5	8
	25 à 29 ans	11	3	8
	30 à 35 ans	15	5	3
116 - Senneterre	Moins de 25 ans	23	3	3
	25 à 29 ans	19	6	6
	30 à 35 ans	20	3	9
117 - Hull	Moins de 25 ans	304	78	59
	25 à 29 ans	293	86	89
	30 à 35 ans	383	80	108
118 - Sainte-Agathe	Moins de 25 ans	109	34	49
	25 à 29 ans	102	33	44
	30 à 35 ans	135	38	67
120 - Magog	Moins de 25 ans	107	25	58
	25 à 29 ans	85	35	48
	30 à 35 ans	101	28	60
121 - Le Haut-Saint-Laurent	Moins de 25 ans	91	24	30
	25 à 29 ans	95	26	30
	30 à 35 ans	104	28	32
122 - L'Érable	Moins de 25 ans	42	9	22
	25 à 29 ans	29	9	19
	30 à 35 ans	41	12	28
124 - Sainte-Thècle	Moins de 25 ans	29	10	10
	25 à 29 ans	26	9	8
	30 à 35 ans	25	3	24
125 - Sainte-Geneviève-de-Batiscan	Moins de 25 ans	25	3	14
	25 à 29 ans	31	11	19
	30 à 35 ans	30	9	12
127 - Buckingham	Moins de 25 ans	121	43	52
	25 à 29 ans	112	42	38
	30 à 35 ans	156	44	43
128 - Baie-Saint-Paul	Moins de 25 ans	10	4	6
	25 à 29 ans	8	4	10
	30 à 35 ans	10	4	11
129 - Saint-Eustache	Moins de 25 ans	147	43	122
	25 à 29 ans	172	47	91
	30 à 35 ans	174	47	80
130 - Brossard	Moins de 25 ans	317	72	245
	25 à 29 ans	351	88	208
	30 à 35 ans	446	103	231

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité. Les centres locaux d'emploi sans prestataire n'apparaissent pas dans le tableau.

Annexe 1

RP-67

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2018		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
132 - Sainte-Foy	Moins de 25 ans	199	42	198
	25 à 29 ans	212	57	157
	30 à 35 ans	270	73	178
134 - Rawdon	Moins de 25 ans	101	21	44
	25 à 29 ans	96	26	27
	30 à 35 ans	118	33	35
135 - Repentigny	Moins de 25 ans	151	36	169
	25 à 29 ans	179	56	120
	30 à 35 ans	195	62	113
136 - Saint-Jean-de-Matha	Moins de 25 ans	63	9	33
	25 à 29 ans	53	13	29
	30 à 35 ans	77	22	29
137 - Sainte-Croix	Moins de 25 ans	27	14	24
	25 à 29 ans	22	6	23
	30 à 35 ans	38	14	21
138 - Saint-Lazare	Moins de 25 ans	42	6	36
	25 à 29 ans	16	4	36
	30 à 35 ans	28	8	40
139 - Terrebonne	Moins de 25 ans	209	59	214
	25 à 29 ans	217	80	131
	30 à 35 ans	243	77	106
140 - Sainte-Julienne	Moins de 25 ans	163	51	83
	25 à 29 ans	159	67	66
	30 à 35 ans	186	58	61
144 - Mirabel	Moins de 25 ans	54	19	62
	25 à 29 ans	62	32	24
	30 à 35 ans	82	34	29
145 - Sainte-Adèle	Moins de 25 ans	57	20	22
	25 à 29 ans	66	17	22
	30 à 35 ans	86	25	28
147 - Papineauville	Moins de 25 ans	74	26	47
	25 à 29 ans	65	17	28
	30 à 35 ans	71	22	32
148 - La Côte-de-Beaupré	Moins de 25 ans	22	3	31
	25 à 29 ans	20	4	11
	30 à 35 ans	29	9	14
149 - Loretteville	25 à 29 ans	1		
250 - Mercier	Moins de 25 ans	539	120	210
	25 à 29 ans	622	158	166
	30 à 35 ans	695	136	222
252 - Rosemont - Petite-Patrie	Moins de 25 ans	265	52	177
	25 à 29 ans	389	70	141
	30 à 35 ans	523	111	192
256 - Ahuntsic	Moins de 25 ans	476	61	209
	25 à 29 ans	605	122	149
	30 à 35 ans	960	189	220

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité. Les centres locaux d'emploi sans prestataire n'apparaissent pas dans le tableau.

Annexe 1

RP-67

		Statistiques sur les jeunes adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours		
		janvier 2018		
		Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale	Nombre de jeunes prestataires de l'aide sociale ayant une contrainte temporaire à l'emploi	Nombre de jeunes prestataires de la solidarité sociale
258 - Sainte-Marie - Centre-sud	Moins de 25 ans	147	27	36
	25 à 29 ans	163	18	40
	30 à 35 ans	231	48	61
259 - Hochelaga-Maisonneuve	Moins de 25 ans	357	58	65
	25 à 29 ans	425	82	65
	30 à 35 ans	414	72	97
262 - Saint-Michel	Moins de 25 ans	387	119	132
	25 à 29 ans	530	119	96
	30 à 35 ans	819	167	134
266 - Parc-Extension	Moins de 25 ans	217	31	77
	25 à 29 ans	275	37	55
	30 à 35 ans	486	59	68
277 - Plateau-Mont-Royal	Moins de 25 ans	303	22	68
	25 à 29 ans	446	45	91
	30 à 35 ans	698	94	145

1 - Les statistiques sont présentées selon les centres locaux d'emploi de proximité. Les centres locaux d'emploi sans prestataire n'apparaissent pas dans le tableau.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-68

Titre :

À la suite des changements apportés aux ententes avec les carrefours jeunesse-emploi, fournir :

- la liste des services achetés par les centres locaux d'emploi auprès des carrefours jeunesse-emploi et le prix accordé à chaque service;
- le niveau de référence vers le carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend;
- le nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les carrefours jeunesse-emploi.

Exposé et statistiques :

- **Liste des services achetés par les centres locaux d'emploi auprès des carrefours jeunesse-emploi et le prix accordé à chaque service**

Emploi-Québec a convenu d'ententes avec les carrefours jeunesse-emploi (CJE) concernant des services de la mesure Services d'aide à l'emploi (SAE), laquelle se divise en groupes :

GROUPES DE SERVICES		GRILLE TARIFAIRE FOURCHETTE DE COÛTS (\$)
Groupe 1	Soutien de base	29 \$ à 120 \$
Groupe 2	Services à la carte	172 \$ à 454 \$
Groupe 3	Évaluation spécialisée – Orientation	437 \$ à 816 \$
Groupe 4	Soutien structuré	518 \$ à 846 \$
Groupe 5	Club de recherche d'emploi	1 150 \$ à 1 720 \$
Groupe 6	Services spécialisés	983 \$ à 1 868 \$
Groupe 9	Service spécialisé Jeunes	3 500 \$ à 4 500 \$

- **Niveau de référence vers le CJE**

Emploi-Québec s'est engagée auprès de tous les CJE à référer des jeunes de 35 ans et moins ayant des besoins qui peuvent être répondus dans le cadre de la mesure SAE.

- **Exclusion des jeunes aux mesures offertes par les CJE**

Les services financés par Emploi-Québec sont orientés vers l'insertion et le maintien en emploi et visent prioritairement, mais non exclusivement, les jeunes prestataires d'une aide financière de dernier recours et ceux admissibles à l'assurance-emploi.

SOURCE : Direction des ressources externes

VALIDATION:

DATE : Le 16 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-69

Titre :

Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Le montant accordé aux carrefours jeunesse-emploi (CJE) en 2017-2018 (1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018) est de 47,27 M\$ en vertu de l'Entente-cadre entre le Réseau des carrefours-jeunesse emploi du Québec et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS).

Ventilation du financement des CJE par année	
	2017-2018
Gaspésie-Îles-de la Madeleine	
Avignon-Bonaventure	465 476
Côte-de-Gaspé	269 142
Des-Iles-de-la-Madeleine	290 020
Haute Gaspésie	280 308
Relance Durocher-Percé	292 645
Sous-total	1 597 592
Bas-Saint-Laurent	
Kamouraska	242 674
Matane	272 431
Mitis	257 958
Rimouski-Neigette	351 394
Riv.-du-Loup/Les Basques	408 564
Témiscouata	263 400
Vallée de la Matapédia	263 479
Sous-total	2 059 900
Capitale Nationale	
Capitale Nationale	708 804
Charlesbourg-Chauveau	477 668
Charl.-Côte-de-Beaupré	444 900
Chauveau	404 181
Ste-Foy	675 785
Montmorency	376 043
Portneuf	365 931
Sous-total	3 453 313
Chaudières-Appalaches	
Beauce-Nord	402 930
Beauce-Sud	349 791
Bellechasse	241 452
Chutes-de-la-Chaudière	353 448
Desjardins Lévis	342 447
Frontenac (L'Amiante)	337 545
Les Etchemins	236 023
L'Islet	235 156
Lotbinière	242 966
Montmagny	244 207
Sous-total	2 985 966

Estrie	
Granit	257 787
Haut St-François	263 021
Coaticook (Orf)	246 935
Memphrémagog (Orf)	361 059
Richmond	363 785
Sherbrooke	520 854
Sous-total	2 013 442
Centre-du-Québec	
Arthabaska	366 820
Drummond	392 148
Érable	258 866
Nicolet-Yamaska	443 109
Sous-total	1 460 943
Montérégie	
Pierre-de-Saurel	394 340
Beauharnois-Salaberry	391 867
Cantons de l'Est	511 270
Châteauguay	379 608
Huntingdon	450 715
Iberville / St-Jean	596 900
Jonhson	384 311
La Pinière	375 781
Laporte	361 044
La Prairie	388 015
Longueuil	620 148
Marguerite-d'Youville	480 523
Maskoutain	481 997
St-Hubert	480 622
Vallée du Richelieu	671 933
Vaudreuil-Soulanges	478 347
Sous-total	7 447 421
Montréal	
Ahunt-Borde-Cartier	550 189
Anjou-St-Justin	400 968
Bourassa et Sauvé	633 444
Centre-Nord	674 271
Centre-Sud / Plat	670 564
Côte-des-Neiges	645 459
Hochelaga-Maisonneuve	505 304
LaSalle	406 021
Marquette	415 219
Mercier	534 421
Montréal Centre-Ville	486 889
Notre-Dame-de-Grâce	614 830
Ouest de L'Ile	902 613
Pointe-aux-Trembles	416 278
Rivière-des-Prairies	398 468
Rosemont / Petite-Patrie	653 693
Saint-Laurent	410 867
Sud-Ouest de Montréal	550 584
Verdun	445 945
Viger / Jeanne-Mance	624 776
Sous-total	10 940 804
Laval	
Laval	1 137 290

	Sous-total	1 137 290
	Lanaudières	
D'Autray-Joliette		595 114
Des Moulins		511 744
L'Assomption		500 340
Matawinie		306 175
Montcalm		392 136
	Sous-total	2 305 508
	Laurentides	
Antoine-Labelle		296 228
Argenteuil (nouveau)		297 582
Des Laurentides		366 431
Deux-Montagnes		389 606
Mirabel		258 009
Pays-d'en-haut		257 242
Rivière-du-Nord		489 577
Thérèse de Blainville		578 132
	Sous-total	2 932 808
	Outaouais	
Outaouais		781 937
Papineau		414 270
Pontiac		289 943
Vallée de la Gatineau		316 894
	Sous-total	1 803 045
	Abitibi-Témiscamingue	
Abitibi Est		434 336
Abitibi Ouest		280 682
Amos		264 901
Rouyn-Noranda		353 256
Témiscamingue		245 493
	Sous-total	1 578 667
	Mauricie	
Trois-Rivières/MRC Chenaux		708 397
Haut St-Maurice		363 175
Maskinongé		281 072
Mékinac		272 891
Shawinigan		412 354
	Sous-total	2 037 890
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Lac St-Jean Est		410 852
Roberval		588 940
Saguenay		933 531
	Sous-total	1 933 322
	Côte-Nord	
Manicouagan		299 726
Haute-Côte-Nord		273 554
Duplessis		512 767
	Sous-total	1 086 046
	Nord-du-Québec	
Jamésie		497 934
	Sous-total	497 934
	TOTAL	47 271 891

SOURCE :

Direction des politiques d'emploi et de stratégies

COLLABORATION : Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction des ressources externes
VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec
DATE : 23 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-70

Titre :

Copie des études d'impact réalisées pour mesurer les effets de la réforme des carrefours jeunesse-emploi (CJE), notamment en ce qui concerne le nombre de jeunes qui seront exclus.

Exposé et statistiques :

La reddition de comptes que réalisaient les CJE, avant avril 2015, ne permettait pas de connaître la clientèle qui était desservie. De ce fait, il n'a pas été possible de produire d'analyse d'impacts quant aux effets découlant du changement de mode de financement.

En vertu de l'Entente-cadre entre le Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec (RCJEQ) et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), une évaluation des effets des services offerts par les CJE sera effectuée. Cette entente a pris effet le 1^{er} juillet 2016 et devait se terminer le 30 juin 2019. Un avenant a toutefois été convenu le 24 avril 2017 prolongeant l'Entente jusqu'au 30 juin 2021. Une évaluation des effets bruts et nets sera réalisée en 2019-2020.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATION : Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction des ressources externes

VALIDATION:

DATE : 22 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-71

Titre :

Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

À la fin janvier 2018, le nombre de dossiers d'aide financière de dernier recours confiés mensuellement à un agent est en moyenne de 522.

SOURCE :

Service de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION :

Secteur des opérations

Bureau de la sous-ministre associée – Secteur d'Emploi-Québec

Direction générale des ressources humaines

DATE : 2018-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-72

Titre :

Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

Exposé et statistiques :

Les impacts estimés sont présentés sur le site Web ministériel à l'adresse suivante :

<http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/aide.asp>

- Retirer les exemptions applicables aux revenus de travail lorsque ceux-ci n'ont pas été déclarés au Ministère et qu'ils sont réclamés.
 - o Nombre de ménages touchés en 2017-2018 (au 31 janvier 2018) : 2 277 ménages distincts.
- Verser une allocation pour dépenses personnelles aux adultes qui séjournent dans un centre offrant des services en toxicomanie, en remplacement de la prestation actuellement accordée.
 - o Nombre d'adultes touchés en 2017-2018 (au 31 janvier 2018) : 2 988 adultes distincts.
- Rendre non admissible l'adulte qui s'absente du Québec pour une période supérieure à 15 jours cumulatifs ou pour plus de 7 jours consécutifs dans un même mois.
 - o Nombre d'adultes touchés en 2017-2018 (au 31 janvier 2018) : 1 060 adultes distincts.
- Exclure du calcul de la prestation les indemnités versées dans le cadre d'un programme d'aide financière général ou spécifique par le ministère de la Sécurité publique afin de compenser des pertes matérielles dues à un sinistre et de couvrir des frais de subsistance supplémentaires.
 - o Nombre de ménages visés en 2017-2018 (au 31 janvier 2018) : Aucune donnée disponible.
- Hausser l'exclusion prévue relativement à la valeur nette de la résidence de 90 000 \$ à 142 000 \$ dans le cadre du Programme d'aide sociale et de 130 000 \$ à 203 000 \$ dans le cadre du Programme de solidarité sociale.
 - o Nombre de ménages touchés en 2017-2018 (au 31 janvier 2018) : 512 ménages distincts.
- Comptabiliser les revenus de location de chambres ou de pensions lorsque deux chambres et plus sont louées par un ménage prestataire.
 - o Nombre de ménages touchés en 2017-2018 (au 31 janvier 2018) : 2 892 ménages distincts.

SOURCE : Direction générale de l'assistance sociale

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-73

Titre :

Nombre de prestataires à la sécurité du revenu, mensuellement de 2012 à 2018 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Nombre de prestataires à l'aide financière de dernier recours, mensuellement, pour les dix mois disponibles de 2017-2018 :

	PROGRAMME		Nombre total de prestataires
	Aide sociale	Solidarité sociale	
	Nombre de prestataires	Nombre de prestataires	
avril 2017	274 427	143 196	417 623
mai 2017	273 078	143 021	416 099
juin 2017	269 198	143 016	412 214
juillet 2017	267 996	142 803	410 799
août 2017	271 210	142 725	413 935
septembre 2017	270 271	142 459	412 730
octobre 2017	266 549	142 040	408 589
novembre 2017	265 036	141 827	406 863
décembre 2017	263 889	141 800	405 689
janvier 2018	265 464	141 928	407 392
Moyenne mensuelle	268 712	142 482	411 193

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

Service de l'analyse et de l'information de gestion

Direction des politiques d'assistance sociale

12 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-74

Titre :

Coût de l'indexation des prestations de l'assistance-emploi pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019

Exposé et statistiques :

Pour 2017-2018, le coût de l'indexation des prestations de l'aide financière de dernier recours est estimé à 21 M\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/ Caroline de Pokomandy-Morin /Olivier Morin

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 19 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75a

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019 concernant :

- a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois.

Exposé et statistiques :

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Janvier 2018
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	10 427
Psychoses (code 2900)	14 148
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	6 171
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	17 139
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	4 729
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 578
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	929
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 726
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	1 826
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	3 241
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 748
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	5 954
Tumeurs malignes (code 1400)	840
Autres diagnostics	45 576
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc.	4 503
TOTAL	127 535

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 29 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75b

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019 concernant :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

Exposé et statistiques :

B) Nombre de demandes traitées par le comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et le comité de révision du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ¹	
État de la demande	Nombre
Demandes traitées	11 456
Demandes accueillies	5 797
Demandes rejetées avec allocation pour contraintes temporaires	4 352
Demandes rejetées sans allocation pour contraintes temporaires	1 307

Comité de révision

Période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018	
Demandes traitées	1 759
Demandes accueillies	955
Demandes rejetées avec allocation pour contraintes temporaires	74
Demandes rejetées sans allocation pour contraintes temporaires	318
Autres ² (ex. : désistements, irrecevable ou sans-objet)	412

¹ Le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle (SEMS) comprend un ou plusieurs comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle (CEMS) qui étudie les demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi (CSE) et des médecins évaluateurs qui étudient les demandes reliées à des contraintes temporaires (CTE).

² Une demande de révision sera jugée irrecevable 1) si elle est reçue hors-délai et que la personne n'a pas de motif valable justifiant le retard au dépôt de sa demande; 2) si elle est déposée par une personne non habilitée à demander la révision d'une décision; ou encore 3) si l'élément contesté est non-révisable ou qu'il a déjà fait l'objet d'une décision de révision (chose jugée). Par ailleurs, une demande de révision sera jugée sans objet si la décision contestée n'a plus lieu d'être parce que le centre local d'emploi ou le SEMS a déjà rendu une nouvelle décision à la satisfaction du prestataire.

C) Délai de traitement du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Demandes d'admissibilité au programme	Délai moyen
Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic présent à la <i>Liste des diagnostics évidents</i>)	N/D ³
Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ⁴	29,7 jours

³ Nous n'avons pas d'indicateur indiquant le délai moyen requis par l'agent pour reconnaître un ménage comme admissible au Programme de solidarité sociale après la production d'un rapport médical avec un diagnostic présent à la liste des diagnostics évidents. Toutefois, l'engagement pris par le MTESS dans sa Déclaration de services aux citoyennes et citoyens prévoit un délai maximum de cinq jours ouvrables pour rendre une décision.

⁴ Le délai moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction des enquêtes et de la conformité et celui où il est transmis au centre local d'emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion

Direction des enquêtes et de la conformité

Direction générale du recouvrement, de la révision et des recours administratifs

Tribunal administratif du Québec

VALIDATION:

DATE : 3 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75c

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :

- c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménages.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'aide financière de dernier recours.

JANVIER 2018					
MODES DE LOGEMENT	CATÉGORIES DE MÉNAGES				TOTAL
	Personnes seules ¹	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	
Propriétaires	6 645	1 296	856	517	9 314
Propriétaires à logements multiples	173	23	25	3	224
Locataires	97 606	6 631	21 809	9 360	135 406
Locataires H.L.M.	23 850	1 266	6 680	2 192	33 988
Chambreurs ou pensionnaires	64 603	396	2 698	461	68 158
Chamb. ou pension. chez un parent	41 956	411	2 280	170	44 817
Logement subventionné	-	-	-	-	-
Temporairement sans adresse ²	3 050	6	9	-	3 065
En hébergement	3 488	-	-	-	3 488
TOTAL	241 371	10 029	34 357	12 703	298 460

1. Inclut les conjoints d'étudiants.

2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion
COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
VALIDATION:
DATE : 16 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75dj

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :

- d) Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du Programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.
- j) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'aide financière de dernier recours.

Nombre d'enfants vivant au sein d'un ménage prestataire de l'aide financière de dernier recours.

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Janvier 2018
Âge préscolaire	30 676
Études primaires	27 307
Études secondaires	19 130
Études postsecondaires	427
Sans occupation	1 331
TOTAL	78 871
Handicapé	2 394

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2018-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75ef

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2013-2014 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :

- e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;
- f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une

En janvier 2018, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 1 296.

f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime d'aide financière de dernier recours

- Un adulte prestataire qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents.
- Le Règlement établit le montant de cette contribution.
- L'impact généré par la contribution parentale est estimé à 13,4 M\$ en 2017-2018.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/ Caroline de Pokomandy-Morin/Jérémie Rose
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion – 14 mars 2018
DATE : 19 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75gh

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :

- g) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;
- h) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

En janvier 2018, 5 430 familles monoparentales prestataires de l'aide financière de dernier recours avec au moins un enfant de moins de 12 ans recevaient une pension alimentaire.

Le total annuel des revenus de pension alimentaire reçus par ces familles monoparentales est estimé, en 2017-2018, à 19,5 M\$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 299,67 \$.

Depuis le 1^{er} avril 2011, le montant maximum d'exclusion pour les revenus de pension alimentaire a été bonifié, passant de 100 \$ par famille à 100 \$ par enfant à charge, et ce, peu importe l'âge de l'enfant. Le coût annuel de cette exclusion, uniquement pour les familles monoparentales ayant au moins un enfant de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé, en 2017-2018, à 11,3 M\$.

Le Ministère estime donc que la comptabilisation des pensions alimentaires chez les familles monoparentales avec au moins un enfant de moins de 12 ans a généré, en 2017-2018, une réduction de la dépense annuelle d'environ 8,2 M\$ aux programmes d'aide financière de dernier recours.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Caroline de Pokomandy-Morin/Jérémie Rose

COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion – 14 mars 2018

DATE : 19 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75i

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :

- i) Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale.

Exposé et statistiques :

Le Ministère paie la pleine prestation au jeune lorsque ses parents refusent de contribuer ou sont introuvables. Il n'y a donc aucun paiement rétroactif susceptible d'être versé en raison de la contribution parentale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Caroline de Pokomandy-Morin/Jérémie Rose

DATE : 16 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75k

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :

- k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi selon les critères suivants :
 - i. État de santé;
 - ii. État de grossesse;
 - iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés;
 - iv. Critère de 55 ans;
 - v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
 - vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'aide financière de dernier recours.

Le tableau suivant présente l'évolution du nombre d'adultes présentant une contrainte temporaire de janvier 2017 à janvier 2018, selon le motif.

MOTIFS POUR CONTRAINTE TEMPORAIRE								
Mois et année	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge	Enfant handicapé	Âge ¹	Attente décision contraintes sévères ²	Prend soin d'une personne ³	Autres ⁴
2017								
Janvier	12 164	1 252	13 088	2 042	32 521	337	1 532	158
Février	12 054	1 227	13 274	2 044	32 625	346	1 504	151
Mars	11 990	1 215	13 381	2 024	32 699	405	1 483	140
Avril	12 057	1 220	13 477	2 012	32 706	560	1 492	154
Mai	11 431	1 241	13 597	2 012	32 745	878	1 469	147
Juin	11 238	1 281	13 591	1 982	32 479	813	1 467	143
Juillet	11 247	1 280	13 848	1 962	32 226	751	1 461	141
Août	11 174	1 297	14 313	1 958	32 143	676	1 452	157
Septembre	11 020	1 335	14 434	1 961	32 005	577	1 442	152
Octobre	10 808	1 354	12 318	1 985	31 934	542	1 429	158
Novembre	10 945	1 327	12 439	1 970	31 976	502	1 411	146
Décembre	11 057	1 295	12 527	1 971	31 992	571	1 405	142
2018								
Janvier	11 002	1 271	12 725	1 966	31 999	560	1 398	144

1. Cette catégorie inclut également les prestataires âgés de 55 à 57 ans qui ont conservé leur contrainte temporaire en raison de l'âge (droit acquis) à la suite des modifications réglementaires survenues en juillet 2013.

2. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

3. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants.

4. Comprend principalement des adultes qui séjournent dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2018-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75I

Titre :

État de situation au Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :

- 1) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'aide financière de dernier recours.

SELON LE TYPE D'ALLOCATION	REVENUS COMPTABILISABLES ¹	
	Janvier 2018	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Aide sociale		
De base (incluant les hébergés) ²	8 651	232,26 \$
Contraintes temporaires ³	21 262	197,20 \$
Mixte temporaire ⁴	988	261,64 \$
Solidarité sociale		
Solidarité sociale (contraintes sévères) ⁵	32 912	402,54 \$
De base hébergé ⁶	270	62,82 \$
TOTAL	64 083	307,82 \$

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CNESST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'aide financière de dernier recours. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.

2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi (incluant les hébergés au Programme d'aide sociale).

3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.

4. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.

5. Allocation versée à un adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.

6. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, prestataire du Programme de solidarité sociale.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2018-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75m

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :

m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

Exposé et statistiques :

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le programme de l'assistance-emploi a été remplacé par les programmes d'aide financière de dernier recours.

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Janvier 2018	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	201 010	809,31 \$
Biens mobiliers	73 209	2 536,27 \$
Biens immobiliers	11 171	83 340,41 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	999	6 424,56 \$
Dette hypothécaire	4 654	48 094,93 \$
Autres ²	9 052	24 473,07 \$

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.

2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale

VALIDATION :

DATE : 2018-03-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75n

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :

n) Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques :

L'aide financière de dernier recours doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée en attente de la réalisation d'un droit (aide conditionnelle) et que ce droit a été réalisé. En effet, certains prestataires reçoivent de l'aide financière de dernier recours en attendant une décision d'un autre organisme ou ministère (SAAQ, CNESST, MEES, Revenu Québec, Retraite Québec, compagnies d'assurance privées, etc.) concernant l'exercice d'un droit à une prestation ou à une assurance. Il s'agit d'une aide conditionnelle versée qui est réclamée et qui doit être remboursée lorsque le prestataire reçoit rétroactivement de l'autre organisme ou ministère les montants auxquels il a droit. Règle générale, les sommes versées en trop, à la suite d'une erreur administrative, ne font pas l'objet d'une réclamation.

La provenance des réclamations nettes pour l'exercice financier 2017-2018 (1^{er} avril 2017 au 28 février 2018) se détaille comme suit :

	2017-2018 (11 mois)		
	Nombre	Montant en M\$	Montant moyen
Réclamations pour le volet de la solidarité sociale			
Réclamations à la suite d'aide reçue sans droit ¹	71 944	37,4	520 \$
Réclamations à la suite d'une fausse déclaration ²	18 211	84,0	4 613 \$
Sous-total	90 155	121,4	1 345 \$
Reclamations à l'aide conditionnelle ³	12 588	23,3	1 851 \$
Montant total brut des réclamations	102 743	144,7	1 408 \$
Moins : Notes de crédits		16,8	
Montant total net des réclamations⁴		127,9	

(1) Lorsque le prestataire reçoit un montant auquel il n'a pas droit sans toutefois avoir eu l'intention de divulguer de faux renseignements ou de remettre de faux documents. Exemple : changement dans la situation familiale déclaré un mois après l'évènement.

(2) Lorsque le prestataire omet de divulguer des renseignements, transmet de faux renseignements, remet de faux documents ou déclare des propos trompeurs et inexacts dans le but d'obtenir des sommes auxquelles il n'a pas droit. Exemple : revenus de travail non déclarés.

(3) Aide conditionnelle : aide versée en attente de la réalisation d'un droit.

(4) Exclut les réclamations à la suite des paiements du soutien aux enfants (PSAE).

SOURCE : Direction des enquêtes et de la conformité – SRRC

VALIDATION :

DATE : 23 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75o Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :

o) Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision.

Exposé et statistiques :

Période de référence : du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Motifs	Motifs contestés en révision	
	Nombre total	Nombre de motifs accueillis
Allocations et ajustements	1 223	87
Revenus, gains et avantages	17 476	958
Statut	8 321	513
Obligations du prestataire ou du ministre	1 056	115
Avoirs liquides	2 246	219
Prestations spéciales	1 725	67
Versement de l'aide	58	0
Biens	1 174	136
Solidarité de la dette	309	41
Garant défaillant	107	0
Prestations de base	529	41
Contribution parentale	291	27
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	412	30
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	18	0
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	518	2
Mois de la demande (Particularités)	939	63
Motifs sans droit de contestation	181	0
Révision médicale	3 201	1435

	Décisions rendues ou règlements entérinés* par le Tribunal administratif du Québec (TAQ) **
Règlement hors cours	1273
Recours rejetés	307
Recours accueillis	141
Désistements	483
Acquiescements du Ministère	199
Recours irrecevables	100
TOTAL des recours finalisés	2503

* Le nombre de décisions rendues ou règlements entérinés par le TAQ exclut les décisions relatives à l'assurance parentale, celles-ci étant traitées par la Direction du contentieux du ministère de la Justice.

** À compter de l'année 2017-2018, les données extraites proviennent de l'application informatique OSCAR de la DRRA, contrairement aux années précédentes où elles provenaient du TAQ.

SOURCE : Direction générale du recouvrement, de la révision et des recours administratifs - SRRC

COLLABORATION :

VALIDATION: N/A

DATE : 16 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75p

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, fournir les prévisions pour 2018-2019 concernant :

p) Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;

Exposé et statistiques :

Données générales pour 2017-2018 (du 1^{er} avril 2017 au 28 mars 2018)

Le nombre total de demandes reçues a été de 516. De ce nombre, il y eu :

- 365 demandes acceptées;
- 144 demandes refusées;
- 7 désistements.

L'aide totale accordée fut de 1 566 764 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :

- Aide remboursable : 377 676 \$
- Aide gratuite : 1 189 088 \$.

Le montant moyen d'aide versée s'établit à 4 293 \$.

Faits saillants pour 2017-2018

Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu du pouvoir discrétionnaire	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie (\$)	Répartition par catégorie (%)*	Montant moyen accordé (\$) ¹
Bien ou avoir liquide cédé	36	175 500	11,20	2 877
Composition familiale	9	5 577	0,36	620
Contribution parentale	0	0	0,00	0
Excédent de biens	35	133 508	8,52	2 225
Grève ou lock-out	0	0	0,00	0
Personne tenue de loger	52	62 273	3,97	958
Perte d'argent	8	21 650	1,38	2 706
Prestation spéciale	47	43 019	2,75	896
Prestation spéciale désintoxication	72	295 504	18,86	3 283
Prévenu tenu de loger	11	25 152	1,61	1 572
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	6	9 559	0,61	1 366
Sans statut légal	46	381 852	24,37	4 339
Travailleur autonome	9	18 259	1,17	1 660
Valeur de résidence	34	394 908	25,2	4 936
TOTAL	365	1 566 761 \$	100 %	4 293 \$

* Pourcentage du montant total accordé.

Les personnes seules ou les familles aidées en vertu du pouvoir discrétionnaire sont inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide financière de dernier recours.

1) Les sommes versées comprennent également l'aide financière accordée en prolongation (mois suivant l'acceptation à la suite de l'évaluation ou de la réévaluation d'une demande).

SOURCE : Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 28 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75q

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ; fournir les prévisions pour 2018-2019 concernant :

q) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

Exposé et statistiques :

Le tableau qui suit présente le nombre de personnes prestataires de l'aide financière de dernier recours disposant d'un revenu complémentaire de l'assurance-emploi.

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI ¹
	Janvier 2018
	Nombre d'adultes
Personnes seules	474
Couples sans enfants	54
Familles monoparentales	70
Couples avec enfants	42
Conjoints d'étudiants	0
TOTAL	640

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 \$.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2018-03-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75r

Titre :

État de la situation du Programme d'assistance-emploi pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :

- r) Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu.

Exposé et statistiques :

Depuis le 1^{er} janvier 2007, deux nouveaux programmes d'aide financière de dernier recours, soit le Programme d'aide sociale et le Programme de solidarité sociale, remplacent le Programme d'assistance-emploi.

Les modifications apportées au régime d'assurance-emploi en 2017-2018 par le gouvernement fédéral n'ont pas eu d'impacts sur le Régime de sécurité du revenu du Québec.

SOURCE : Direction des relations intergouvernementales

COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
Service de l'analyse et de l'information de gestion (SAIG)

DATE : 19 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75s

Titre :

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019 :

s) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

À noter : l'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux financés par l'aide financière de dernier recours. Elle relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Coût des prestations spéciales (en 000 \$)

**2017-2018
(dépenses estimées)**

I. Prestations spéciales pour préserver la santé

A. Préparations lactées	825,0
B. Biens et services administrés par le MTESS	
- Lunettes et lentilles	3 163,5
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	367,6
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	12 001,5
- Suppléments (suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire)	6 971,3
- Transports pour fins médicales	49 226,3
- Autres	667,2

II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières

- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine	0,0
- Enfant à charge fréquentant l'école	5 120,9
- Frais funéraires	974,3
- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre	316,5
- Compenser les effets d'une séparation	8,1
- Loyer pour une personne seule hébergée	2 027,0

III. Prestations spéciales versées par amendement 1 698,6

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Caroline de Pokomandy-Morin/Jérémie Rose
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion – 15 mars 2018
Direction du budget – 6 mars 2017
DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75t

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :

- t) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence.

Exposé et statistiques :

Depuis avril 2006, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) gère de façon unifiée les services publics d'emploi et les services de solidarité sociale. Par conséquent, la référence n'est plus requise.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion
COLLABORATION : Direction des mesures et services aux individus
VALIDATION:
DATE : 2018-03-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75u

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :

- u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2011-2012, en 2012-2013, en 2013-2014, en 2014-2015, en 2015-2016, en 2016-2017 et en 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

En janvier 2018, 11 841 ménages prestataires de l'aide financière de dernier recours ont reçu une rente d'invalidité de Retraite Québec, dont le montant moyen est établi à environ 712 \$ par mois. L'impact annuel généré par la comptabilisation de ce revenu est estimé à 101,2 M\$ en 2017-2018.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Caroline de Pokomandy-Morin/Olivier Morin
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION: Service de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 16 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75v

Titre :

État de la situation du Programme de l'assurance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :

v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions 2018-2019.

Exposé et statistiques :

En janvier 2018, 34 006 ménages prestataires ont reçu une rente de retraite de Retraite Québec, dont le montant moyen est établi à environ 151 \$ par mois.

On estime l'impact de cette mesure à 61,6 M\$ en 2017-2018.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Caroline de Pokomandy-Morin/Olivier Morin
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION: Service de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 16 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-75w

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi pour les années 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019, concernant :

- w) Bilan du budget et des dépenses pour le programme Allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et en 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Le programme Allocation-logement est sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2018-03-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-76

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle de la Direction des enquêtes et de la conformité a reçu 11 713 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : Direction des enquêtes et de la conformité – SRRC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 23 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-77

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, le Service de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle de la Direction des enquêtes et de la conformité a refusé 5 659 demandes.

SOURCE : Direction des enquêtes et de la conformité – SRRC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 23 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-78

Titre :

Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître contrainte sévère à l'emploi.

Exposé et statistiques :

- Le délai moyen pour l'année en cours (2017-2018) est de 29,1 jours.
- Le délai pour rendre une décision concernant les demandes « urgentes » lors de l'attribution initiale est de 24 heures.

SOURCE : Direction des enquêtes et de la conformité – SRRC

COLLABORATION :

VALIDATION : N/A

DATE : 9 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-79

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018, 21 personnes ont vu leur contrainte sévère être reconnue par le Tribunal administratif du Québec après que leur demande ait été refusée.

SOURCE : Direction générale du recouvrement, de la révision et des recours administratifs - SRRC

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 9 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-81

Titre :

Pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 :

- A. Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?
- B. Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?
- C. Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de ces revenus de travail?
- D. Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000\$?
- E. Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$?
- F. Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000\$?
- G. Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- H. Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- I. Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?
- J. Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?
- K. Combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
- L. Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
- M. Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Exposé et statistiques :

A. Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?

	Nombre d'adultes distincts ayant eu un séjour hors Québec
2017-2018 (d'avril 2017 à janvier 2018)	1 060

B. Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?

	Nombre de chambres offertes en location	
	2 chambres	3 chambres
	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2018	1 824	168

C. Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de ces revenus de travail?

Ménages avec revenu de travail				
	Avec réduction d'aide		Sans réduction d'aide	Total
	Nombre de ménages	Montant comptabilisable total	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2018	5 814	1 951 738 \$	9 042	14 856

D. Combien de prestataires sans contraintes à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$?

	Prestataires sans contraintes ayant une valeur nette de résidence de 140 000\$
janvier 2018	1

E. Combien de prestataires sans contraintes à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$?

	Prestataires ayant une valeur nette de résidence de 500 000\$
janvier 2018	0

F. Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 \$?

	Prestataires avec contraintes sévères ayant une valeur nette de résidence de 203 000\$
janvier 2018	0

G. Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires sans logement ¹ recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2018	25

1. Désigne les personnes temporairement sans adresse, c'est-à-dire qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

H. Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires avec logement ¹ recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2018	1 288

1. Désigne les personnes qui ont une adresse fixe ou stable ou qui ont l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

I. Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?

	Nombre d'adultes participant au Programme alternative jeunesse avec allocation jeunesse
janvier 2018	25

J. Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes âgés de moins de 25 ans qui ont fait une demande d'aide financière de dernier recours
janvier 2018	1 818

Note : Les jeunes ayant faits une demande à l'aide financière de dernier recours ne sont pas nécessairement admis à l'aide.

K. Combien de personnes sans contraintes à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes à l'emploi qui ont fait une demande d'aide financière de dernier recours
janvier 2018	6 829

L. Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contraintes à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes âgés de moins de 29 ans qui ont fait une demande d'aide financière de dernier recours
janvier 2018	2 260

M. Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

	janvier 2018		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹ par ménage
Région			
01 - Bas-Saint-Laurent	126	36 036,00 \$	286,00 \$
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	195	55 770,00 \$	286,00 \$
03 - Capitale-Nationale	435	124 410,00 \$	286,00 \$
04 - Mauricie	346	98 956,00 \$	286,00 \$
05 - Estrie	366	104 676,00 \$	286,00 \$
06 - Île-de-Montréal	5 627	1 609 322,00 \$	286,00 \$
07 - Outaouais	474	135 564,00 \$	286,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	88	25 168,00 \$	286,00 \$
09 - Côte-Nord	41	11 726,00 \$	286,00 \$
10 - Nord-du-Québec	36	10 296,00 \$	286,00 \$
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	85	24 310,00 \$	286,00 \$
12 - Chaudières-Appalaches	142	40 612,00 \$	286,00 \$
13 - Laval	415	118 690,00 \$	286,00 \$
14 - Lanaudière	441	126 126,00 \$	286,00 \$
15 - Laurentides	436	124 696,00 \$	286,00 \$
16 - Montérégie	1 157	330 902,00 \$	286,00 \$
17 - Centre-du-Québec	235	67 210,00 \$	286,00 \$
Ensemble du Québec	10 645	3 044 470,00 \$	286,00 \$

1. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base pour une personne seule sans contraintes X 2 (633\$ X 2 = 1 266\$ en janvier 2018) et la prestation de base pour un ménage avec deux adultes sans contraintes (980\$ en janvier 2018).

SOURCE : Service de l'analyse et de l'information de gestion
COLLABORATION : Direction des enquêtes et de la conformité
VALIDATION:
DATE : 10 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-82

Titre :

Copie de toutes les études d'impacts réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l'aide sociale.

Exposé et statistiques :

Le Ministère a réalisé et rendu publique sur son site Internet « L'impact des six mesures réglementaires ».

http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_Impacts_6mesures_reglementaires2015.pdf

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/ Caroline de Pokomandy-Morin / France Edma

COLLABORATION :

VALIDATION: N/A

DATE : 22 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-83

Titre :

Dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et prévision pour 2018-2019 par le ministère, et ce, par mesure?

Exposé et statistiques :

Les impacts financiers estimés sont présentés sur le site Web ministériel à l'adresse suivante : <http://www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/aide.asp>

- Retirer les exemptions applicables aux revenus de travail lorsque ceux-ci n'ont pas été déclarés au Ministère et qu'ils sont réclamés.
 - o Économies réalisées en 2017-2018 (au 31 janvier 2018) : 1 414 k\$.
- Verser une allocation pour dépenses personnelles aux adultes qui séjournent dans un centre offrant des services en toxicomanie, en remplacement de la prestation actuellement accordée.
 - o Économies réalisées en 2017-2018 (au 31 janvier 2018) : 5 456 k\$.
- Rendre non admissible l'adulte qui s'absente du Québec pour une période supérieure à 15 jours cumulatifs ou pour plus de 7 jours consécutifs dans un même mois.
 - o Économies réalisées en 2017-2018 (au 31 janvier 2018) : 645 k\$.
- Exclure du calcul de la prestation les indemnités versées dans le cadre d'un programme d'aide financière général ou spécifique par le ministère de la Sécurité publique afin de compenser des pertes matérielles dues à un sinistre et de couvrir des frais de subsistance supplémentaires.
 - o Économies réalisées en 2017-2018 (au 31 janvier 2018) : 0 k\$.
- Hausser l'exclusion prévue relativement à la valeur nette de la résidence de 90 000 \$ à 142 000 \$ dans le cadre du Programme d'aide sociale et de 130 000 \$ à 203 000 \$ dans le cadre du Programme de solidarité sociale.
 - o Économies réalisées en 2017-2018 (au 31 janvier 2018) : 703 k\$.
- Comptabiliser les revenus de location de chambres ou de pensions lorsque deux chambres et plus sont louées par un ménage prestataire.
 - o Économies réalisées en 2017-2018 (au 31 janvier 2018) : 2 328 k\$.

SOURCE : Direction générale de l'assistance sociale
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 23 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-84

Titre :

Les sommes dépensées du 1^{er} janvier 2007 au 12 mars 2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.

Exposé et statistiques :

Les données pour la période d'avril 2017 à janvier 2018 sont présentées dans le document en annexe.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Caroline de Pokomandy-Morin/Jérémie Rose
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 10 avril 2018

**Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical
au total période, selon la région et le type de transport
- avril 2017 à janvier 2018 -
- Aide financière de dernier recours -**

Région	Type de transport															
	9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté		9K Transport conducteur bénévole	
	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant
01 - Bas-Saint-Laurent	1 322	176 317,97 \$	97	93 887,79 \$	708	176 293,90 \$	225	22 875,07 \$	x	x	x	x	380	200 648,01 \$	418	147 819,62 \$
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	588	69 079,98 \$	185	188 997,63 \$	1 859	490 406,41 \$	1 000	240 501,86 \$	x	x	342	96 891,05 \$	1 457	546 361,04 \$	631	170 665,13 \$
03 - Capitale-Nationale	508	61 442,76 \$	107	191 467,29 \$	2 683	714 439,77 \$	820	206 399,17 \$	x	x	15	3 121,09 \$	361	235 918,11 \$	430	129 921,45 \$
04 - Mauricie	1 000	128 403,18 \$	301	593 025,51 \$	1 615	405 268,62 \$	529	143 610,63 \$	x	x	13	2 252,96 \$	365	137 029,03 \$	210	69 756,43 \$
05 - Estrie	956	112 166,39 \$	94	73 162,73 \$	1 116	266 362,09 \$	845	312 790,91 \$	x	x	14	2 136,88 \$	x	x	415	191 786,49 \$
06 - Île-de-Montréal	353	44 724,13 \$	519	723 667,55 \$	426	77 745,78 \$	6 438	3 244 534,13 \$	x	x	8 620	2 037 140,54 \$	169	90 683,71 \$	37	8 747,40 \$
07 - Outaouais	635	92 049,94 \$	x	x	1 370	324 432,11 \$	381	146 371,43 \$	x	x	x	x	82	83 619,18 \$	681	568 267,75 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	765	90 096,40 \$	20	13 348,29 \$	417	98 989,73 \$	49	6 103,43 \$	x	x	x	x	65	32 432,47 \$	101	37 280,54 \$
09 - Côte-Nord	253	41 295,19 \$	74	61 860,63 \$	201	46 946,35 \$	58	17 015,42 \$	x	x	x	x	13	3 629,00 \$	77	34 654,31 \$
10 - Nord-du-Québec	x	x	x	x	18	3 510,39 \$	x	x	x	x	11	1 815,43 \$	x	x	x	x
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	956	113 670,26 \$	19	3 859,89 \$	409	108 050,49 \$	23	1 913,60 \$	x	x	x	x	129	46 259,22 \$	227	62 339,04 \$
12 - Chaudières-Appalaches	1 032	126 746,85 \$	51	24 239,19 \$	1 060	283 910,63 \$	302	104 137,84 \$	x	x	x	x	475	323 599,64 \$	564	154 318,08 \$
13 - Laval	136	24 272,29 \$	70	157 951,17 \$	79	14 459,44 \$	745	376 466,95 \$	x	x	822	180 768,10 \$	x	x	41	11 389,40 \$
14 - Lanaudière	889	140 602,67 \$	348	213 224,70 \$	1 257	310 583,22 \$	105	16 974,59 \$	x	x	96	18 132,11 \$	393	188 623,29 \$	1 312	311 344,91 \$
15 - Laurentides	971	197 523,55 \$	218	273 096,71 \$	1 403	327 869,72 \$	876	577 384,69 \$	x	x	79	16 872,31 \$	42	7 594,96 \$	691	438 161,92 \$
16 - Montérégie	1 572	239 100,65 \$	911	1 537 472,72 \$	4 447	1 088 627,88 \$	1 813	1 073 571,56 \$	x	x	208	37 682,98 \$	49	32 814,42 \$	1 067	330 862,13 \$
17 - Centre-du-Québec	962	154 007,93 \$	61	108 790,70 \$	945	215 365,80 \$	174	58 619,30 \$	x	x	13	2 399,30 \$	289	181 283,14 \$	315	112 839,76 \$
99 - Central	x	x	x	x	16	3 366,79 \$	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x

Afin de préserver la confidentialité des informations dans le cas où on retrouve peu de prestataires, certains résultats ont été masqués.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Service de l'analyse et de l'information de gestion, 9 avril 2018
Rapport : Pr. spéciales - Transport médical - avril 2017 à janvier 2018.rtf
Étude des crédits : Fiche 84

1RP84-annexe01_04-10_BSM.rtf

**Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical
au total de la période et des régions, selon le type de transport
- avril 2017 à janvier 2018 -
- Aide financière de dernier recours -**

	Type de transport															
	9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté		9K Transport conducteur bénévole	
	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant
Période																
Total	12 827	1 821 017,13 \$	3 066	4 260 936,09 \$	19 822	4 956 629,29 \$	14 250	6 552 252,23 \$	6	2 654,14 \$	10 180	2 408 588,97 \$	4 267	2 115 122,89 \$	7 193	2 787 333,38 \$

Afin de préserver la confidentialité des informations dans le cas où on retrouve peu de prestataires, certains résultats ont été masqués.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-93

Titre :

Pour chacun des programmes, préciser :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

A et C : Voir les tableaux en annexe.

B : Politique et critères d'attribution des subventions

Les renseignements ci-dessous sont tirés des cadres normatifs des différents programmes.

Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole

Le Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole permet de soutenir des organismes et des regroupements d'organismes. Administré par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), il comporte les trois volets suivants :

- Promotion des droits;
- Organismes multisectoriels confiés au SACAIS;
- Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale.

Promotion des droits

Le volet Promotion des droits vise à soutenir, par l'entremise du SACAIS, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

Les demandes présentées par les organismes sont analysées en utilisant une grille d'analyse en fonction des paramètres suivants :

- le rayonnement dans la communauté et les activités accomplies en défense collective des droits;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- l'actif net non affecté, selon les derniers états financiers, lequel ne doit pas être supérieur à 50 % des dépenses totales de l'organisme;
- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de jugements rendus contre l'organisme;
- les disponibilités financières du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA).

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;

- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

Organismes multisectoriels confiés au SACAIS

Les objectifs sont de :

- soutenir les organismes d'action communautaire et les regroupements d'organismes présentement financés et sans port d'attache dans l'appareil gouvernemental, et cela, lorsque c'est possible, de manière transitoire jusqu'à ce qu'un ministère ou un organisme gouvernemental en assume la responsabilité;
- soutenir les regroupements nationaux ayant reçu un mandat formel d'interlocuteurs privilégiés auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- soutenir les organismes communautaires relevant des ministères et organismes gouvernementaux dans le cadre d'une entente administrative spécifique;
- confier la gestion à un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, par entente de services, de mesures visant à structurer son secteur d'activité.

En plus de satisfaire les critères d'admissibilité visant les organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut soit :

- avoir déjà conclu une entente triennale en appui à la mission globale ou une entente de service avec le SACAIS ou être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental à la suite d'une opération de transfert et de concentration du soutien financier en appui à la mission globale;
- être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale

L'objectif est de contribuer à la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et d'action bénévole, notamment par des études, des recherches et des sondages.

Les projets admissibles sont de nature non récurrente. Ils sont orientés en fonction de besoins déterminés en cours d'année. Ils ne peuvent pas porter sur le soutien à la mission globale des organismes ni servir à la réalisation d'activités régulières.

Selon les disponibilités budgétaires, le SACAIS procède à un appel de projets sur invitation.

Fonds québécois d'initiatives sociales

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et crée le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets et d'interventions afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale.

Ces initiatives, projets et interventions peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Le Fonds soutient principalement :

- le financement des ententes conclues par le ministre responsable de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (ministre) avec des

organismes ou des partenaires à l'échelle locale, régionale et nationale relatives à la réalisation d'initiatives, de projets et d'interventions visant les mêmes objectifs et respectant les orientations du FQIS;

- le développement et l'expérimentation de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- le financement des recherches associées à l'atteinte des buts de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Critères d'attribution des subventions :

- Le ministre établit une répartition budgétaire régionale, nationale et autochtone du FQIS.
- Le ministre convient des budgets à accorder aux régions en fonction notamment de l'importance relative des zones de pauvreté.
- Des ententes sont conclues, lesquelles déterminent les contributions financières, les conditions de financement, les mécanismes de coordination, de concertation et de suivi périodiques des activités réalisées dans le cadre de ces ententes, ainsi que les attentes en matière de reddition de comptes.

Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire (CDC)

Le programme de soutien financier des CDC vise à soutenir la contribution de ces organismes en regard de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base triennale pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux (local, téléphone, matériel de bureau, infrastructure technologique, etc.), les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole.

Les modalités pour le maintien annuel du soutien financier portent sur la nécessité pour l'organisme de :

- présenter au MTESS le formulaire de demande dans les délais requis;
- continuer à satisfaire aux critères d'admissibilité;
- produire les documents exigés en matière de reddition de comptes et stipulés au protocole d'entente;
- avoir un actif net non affecté n'étant pas supérieur à 50 % de ses dépenses totales du dernier exercice financier complété;
- tenir compte des disponibilités financières du programme.

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires

Le programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC) vise à soutenir des projets d'expérimentation et d'innovation dans les domaines de l'action communautaire, de l'emploi et de la solidarité sociale. Il vise également à soutenir des projets de recherche et des projets spéciaux dans les mêmes domaines.

Le PSISC comporte deux volets. Le volet Action communautaire et action bénévole vise à soutenir des projets de recherche, d'évaluation, de formation et d'expérimentation en matière d'action communautaire et d'action bénévole.

Le volet Initiatives sociales vise à :

- soutenir des projets novateurs favorisant de nouvelles méthodes et approches en matière de développement de l'employabilité, d'insertion en emploi et de formation professionnelle;
- soutenir des projets novateurs contribuant à l'inclusion sociale et au développement

d'activités vouées à la protection et à l'amélioration des conditions de vie des prestataires de l'assistance-emploi ou d'autres personnes à faible revenu;

- soutenir la réalisation de projets spéciaux ponctuels se situant dans les mêmes domaines.

Le soutien aux projets admissibles est de nature non récurrente. Ainsi, le PSISC ne peut soutenir la mission globale des organismes ni leurs activités régulières.

Le PSISC soutient un projet pour une durée de 18 mois ou moins. Dans le cas d'un projet de recherche, le PSISC peut soutenir celui-ci jusqu'à une durée maximale de 36 mois.

Au besoin, un prolongement de la durée du protocole d'entente est possible, sans bonification financière, lorsqu'il est démontré que cette prolongation est essentielle à la réussite du projet. Toute demande de prolongation doit être faite par écrit par l'organisme, et approuvée par le MTESS. Aussi, un organisme peut déposer une nouvelle demande pour un soutien financier permettant le prolongement d'un projet déjà soutenu dans le cadre du PSISC.

Dans tous les cas, incluant les projets de recherche, la subvention maximale est de 75 000 \$ par organisme par période de 12 mois, et ce, peu importe le nombre de projets subventionnés.

L'aide accordée par le Ministère dans le cadre du PSISC peut être complémentaire à celle accordée par d'autres sources de financement.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2018-03-15

RP-93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
01 - Bas-Saint-Laurent	A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	PDD	41 615,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action chômage Kamouraska inc.	PDD	42 630,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action populaire Rimouski-Neigette	PDD	32 480,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la péninsule	PDD	50 750,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	PDD	50 676,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	PDD	50 750,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)	PDD	30 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Comité logement Rimouski-Neigette	PDD	30 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	PDD	70 997,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	PDD	30 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	PDD	65 869,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	PDD	57 855,00 \$
Total 01 - Bas-Saint-Laurent			553 622,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est	PDD	45 675,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Jonquière	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicien	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	PDD	45 675,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	PDD	65 869,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)	PDD	55 675,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	PDD	42 630,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Loge m'entraide	PDD	45 675,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau-Chapais	PDD	62 908,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Recif-02	PDD	57 855,00 \$

RP-93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	PDD	50 750,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Saguenéens et Jeannois pour les droits de la personne	PDD	41 615,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire de Saint-Félicien	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	PDD	30 881,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Jonquière	PDD	30 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	PDD	46 615,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay	PDD	30 000,00 \$
Total 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean			801 823,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Action-Chômage de Québec	PDD	21 315,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Alliance arc-en-ciel de Québec inc.	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	PDD	135 638,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Association des grands-parents du Québec	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	PDD	55 102,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.	PDD	53 335,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	PDD	49 965,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	PDD	47 208,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité logement d'aide aux locataires	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité populaire St-Jean-Baptiste	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe Alter justice	PDD	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	PDD	62 587,00 \$
03 - Capitale-Nationale	L'association coopérative d'économie familiale de Québec	PDD	35 448,50 \$
03 - Capitale-Nationale	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	PDD	80 370,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	PDD	95 381,00 \$

RP-93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
03 - Capitale-Nationale	Les amis et amies de la terre de Québec	PDD	38 580,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Ligue des droits et libertés - section de Québec	PDD	41 615,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	PDD	42 630,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Nature Québec	PDD	30 525,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)	PDD	86 348,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	PDD	48 279,50 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	PDD	57 855,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	PDD	96 319,00 \$
Total 03 - Capitale-Nationale			1 356 391,00 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Shawinigan	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Carrefour d'aide aux non-syndiqués inc.	PDD	45 675,00 \$
04 - Mauricie	Comité logement Trois-Rivières inc.	PDD	45 675,00 \$
04 - Mauricie	Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	PDD	45 675,00 \$
04 - Mauricie	Groupement pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières	PDD	55 104,00 \$
04 - Mauricie	Mouvement action-chômage Trois-Rivières	PDD	45 675,00 \$
04 - Mauricie	Mouvement d'action solidaire des Sans-Emploi des Chenaux inc.	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	PDD	50 453,00 \$
04 - Mauricie	Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	PDD	42 630,00 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	PDD	96 670,00 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes en DI/TSA de la Mauricie	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Service d'aide au consommateur-région 04	PDD	30 000,00 \$
04 - Mauricie	Table action abus aînés Mauricie, inc.	PDD	34 510,00 \$
04 - Mauricie	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	PDD	57 855,00 \$

RP-93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
Total 04 - Mauricie			729 922,00 \$
05 - Estrie	Action-Handicap Estrie	PDD	65 869,00 \$
05 - Estrie	Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	PDD	49 831,00 \$
05 - Estrie	Association des locataires de Sherbrooke	PDD	45 675,00 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	PDD	30 000,00 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	PDD	39 346,00 \$
05 - Estrie	Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	PDD	22 837,50 \$
05 - Estrie	Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie	PDD	62 098,00 \$
05 - Estrie	Concertaction femmes Estrie	PDD	57 855,00 \$
05 - Estrie	Conseil des aveugles de Memphrémagog	PDD	30 000,00 \$
05 - Estrie	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	PDD	30 000,00 \$
05 - Estrie	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	PDD	42 630,00 \$
05 - Estrie	Illusion-Emploi de l'Estrie	PDD	42 630,00 \$
05 - Estrie	L'action plus de Sherbrooke inc.	PDD	45 675,00 \$
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke	PDD	42 630,00 \$
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog	PDD	45 680,00 \$
05 - Estrie	Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	PDD	46 429,00 \$
05 - Estrie	Promotion Handicap Estrie inc.	PDD	60 213,00 \$
05 - Estrie	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	PDD	60 496,00 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	PDD	49 395,00 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire Des sources	PDD	59 421,00 \$
05 - Estrie	Solidarité populaire Estrie	PDD	45 675,00 \$
05 - Estrie	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	PDD	41 615,00 \$
05 - Estrie	Table ronde des OVEP de l'Estrie	PDD	51 141,00 \$
Total 05 - Estrie			1 067 141,50 \$

RP-93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
06 - Montréal	Action des femmes handicapées (Montréal)	PDD	47 630,00 \$
06 - Montréal	Action dignité de Saint-Léonard	PDD	29 051,00 \$
06 - Montréal	Action travail des femmes du Québec inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	PDD	79 280,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	PDD	53 613,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	PDD	68 122,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	PDD	72 980,00 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	PDD	47 453,00 \$
06 - Montréal	Association des aides familiales du Québec	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	Association des locataires de Villeray inc.	PDD	63 983,00 \$
06 - Montréal	Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	PDD	144 960,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rivière-des-Prairies inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc.	PDD	23 373,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc.	PDD	38 750,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	PDD	62 558,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	PDD	74 738,00 \$
06 - Montréal	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	PDD	42 480,00 \$
06 - Montréal	Au bas de l'échelle inc.	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	BRAS Villeray	PDD	41 615,00 \$
06 - Montréal	Coalition des associations de consommateurs du Québec	PDD	52 486,00 \$
06 - Montréal	Coalition des familles LGBT	PDD	40 000,00 \$
06 - Montréal	Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	PDD	90 270,00 \$
06 - Montréal	Comité chômage de Montréal	PDD	55 782,00 \$
06 - Montréal	Comité d'action de Parc Extension	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	PDD	34 558,00 \$

RP-93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
06 - Montréal	Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	PDD	45 675,00 \$
06 - Montréal	Comité de logement Rosemont	PDD	49 070,00 \$
06 - Montréal	Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	PDD	70 733,00 \$
06 - Montréal	Comité des sans emploi de Pointe St-Charles	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	PDD	33 540,00 \$
06 - Montréal	Comité logement Ahuntsic-Cartierville	PDD	49 429,00 \$
06 - Montréal	Comité logement de La Petite Patrie inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité logement de Montréal-Nord	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Comité logement Ville-Marie de Montréal	PDD	66 564,00 \$
06 - Montréal	Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle (région 06 A)	PDD	98 111,00 \$
06 - Montréal	Comité-Chômage de l'est de Montréal	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	PDD	132 443,00 \$
06 - Montréal	Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	PDD	52 835,00 \$
06 - Montréal	Conseil national des chômeurs et chômeuses	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Conseil pour la protection des malades (CPM)	PDD	79 813,00 \$
06 - Montréal	Conseil québécois LGBT	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	DéPhy Montréal	PDD	98 111,00 \$
06 - Montréal	Eau secours! La coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau	PDD	45 788,00 \$
06 - Montréal	Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	PDD	45 675,00 \$
06 - Montréal	Ex aequo	PDD	135 813,00 \$
06 - Montréal	F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	PDD	50 750,00 \$
06 - Montréal	Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	PDD	243 600,00 \$
06 - Montréal	Fédération des femmes du Québec	PDD	74 881,00 \$
06 - Montréal	Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	PDD	108 554,00 \$
06 - Montréal	Fédération québécoise de l'autisme	PDD	153 908,00 \$
06 - Montréal	Fondation Émergence inc.	PDD	40 000,00 \$

RP-93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
06 - Montréal	Force jeunesse inc.	PDD	34 510,00 \$
06 - Montréal	Forum des citoyens aînés de Montréal	PDD	63 272,00 \$
06 - Montréal	Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	PDD	60 342,00 \$
06 - Montréal	Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	PDD	45 788,00 \$
06 - Montréal	Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	PDD	114 090,00 \$
06 - Montréal	Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	PDD	49 272,00 \$
06 - Montréal	Infologis de l'est de l'île de Montréal	PDD	49 734,00 \$
06 - Montréal	Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec	PDD	48 713,00 \$
06 - Montréal	Jeunesse ouvrière chrétienne région de Montréal	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Kéroul	PDD	100 113,00 \$
06 - Montréal	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	PDD	107 725,00 \$
06 - Montréal	La fondation pour aider les travailleuses et les travailleurs accidentés (F.A.T.A.)	PDD	29 575,00 \$
06 - Montréal	La ligue des droits et libertés	PDD	69 935,00 \$
06 - Montréal	La ligue des Noirs du Québec	PDD	41 615,00 \$
06 - Montréal	L'association féminine d'éducation et d'action sociale	PDD	108 200,00 \$
06 - Montréal	Le réseau québécois des groupes écologistes	PDD	61 050,00 \$
06 - Montréal	Ligue des femmes du Québec	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Mouvement action justice	PDD	34 510,00 \$
06 - Montréal	Mouvement action-chômage de Montréal inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	PDD	138 908,00 \$
06 - Montréal	Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	PDD	32 343,00 \$
06 - Montréal	Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Organisation d'éducation et d'information logement de Côte des Neiges	PDD	31 870,00 \$
06 - Montréal	Organisation populaire des droits sociaux-région Montréal (O.P.D.S.-R.M.)	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	P.O.P.I.R.- Comité Logement	PDD	53 984,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	PDD	130 620,00 \$

RP-93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	PDD	114 365,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	PDD	118 808,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'Île de Montréal	PDD	87 004,00 \$
06 - Montréal	Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	PDD	56 527,00 \$
06 - Montréal	Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	PDD	50 243,00 \$
06 - Montréal	Réseau québécois pour l'inclusion sociale des personnes sourdes et malentendantes (ReQis)	PDD	117 363,00 \$
06 - Montréal	Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	PDD	30 000,00 \$
06 - Montréal	Société logique inc.	PDD	75 347,00 \$
06 - Montréal	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	PDD	51 765,00 \$
06 - Montréal	Table des groupes de femmes de Montréal	PDD	57 855,00 \$
06 - Montréal	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	PDD	64 227,00 \$
06 - Montréal	Trajectoire Québec	PDD	42 630,00 \$
06 - Montréal	Union des consommateurs	PDD	117 512,00 \$
06 - Montréal	Union des travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal (U.T.T.A.M.)	PDD	50 750,00 \$
Total 06 - Montréal			5 992 310,00 \$
07 - Outaouais	Action santé Outaouais	PDD	45 675,00 \$
07 - Outaouais	Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	PDD	57 855,00 \$
07 - Outaouais	Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	PDD	42 630,00 \$
07 - Outaouais	Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	PDD	30 000,00 \$
07 - Outaouais	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées - section Outaouais	PDD	30 000,00 \$
07 - Outaouais	Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais	PDD	30 000,00 \$
07 - Outaouais	L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	PDD	70 351,50 \$
07 - Outaouais	L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau	PDD	42 630,00 \$
07 - Outaouais	Logemen'occupe	PDD	57 577,00 \$
07 - Outaouais	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	PDD	65 869,00 \$
07 - Outaouais	Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	PDD	42 630,00 \$

RP-93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
Total 07 - Outaouais			515 217,50 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or	PDD	34 510,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association pour personnes handicapées visuelles de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section Rouyn-Noranda (AQDR-ROUYN-NORANDA)	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Chômage action de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	58 380,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Coalition d'aide à la diversité sexuelle de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	30 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	PDD	41 615,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	PDD	65 869,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	57 855,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	PDD	56 285,00 \$
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue			464 514,00 \$
09 - Côte-Nord	Action-Chômage Haute-Côte-Nord	PDD	30 000,00 \$
09 - Côte-Nord	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	PDD	60 026,00 \$
09 - Côte-Nord	Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	PDD	54 991,00 \$
09 - Côte-Nord	Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	PDD	66 356,00 \$
09 - Côte-Nord	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	PDD	76 738,00 \$
09 - Côte-Nord	Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	PDD	49 460,00 \$
Total 09 - Côte-Nord			337 571,00 \$
10 - Nord-du-Québec	Comité condition féminine Baie-James	PDD	40 600,00 \$
Total 10 - Nord-du-Québec			40 600,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Droits devant	PDD	41 615,00 \$

RP-93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	PDD	30 000,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	La démêlée	PDD	45 675,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Mouvement action chômage Pabok inc.	PDD	42 630,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	PDD	68 914,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	PDD	57 855,00 \$
Total 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine			286 689,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Aide aux travailleurs accidentés, ATA	PDD	88 587,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	AQDR Montmagny-L'Islet	PDD	24 333,50 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Appalaches - Beauce - Etchemins	PDD	105 876,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	PDD	53 197,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	PDD	30 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région des Appalaches	PDD	53 225,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	PDD	39 595,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.	PDD	30 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	PDD	65 869,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	PDD	57 855,00 \$
Total 12 - Chaudière-Appalaches			548 537,50 \$
13 - Laval	ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	PDD	83 529,00 \$
13 - Laval	Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus	PDD	30 000,00 \$
13 - Laval	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) de Laval-Laurentides	PDD	37 910,00 \$
13 - Laval	Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPhL)	PDD	86 886,00 \$
13 - Laval	Table de concertation de Laval en condition féminine	PDD	57 855,00 \$
13 - Laval	Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	PDD	30 000,00 \$
Total 13 - Laval			326 180,00 \$

RP-93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
14 - Lanaudière	Action dignité Lanaudière	PDD	38 570,00 \$
14 - Lanaudière	Action populaire des Moulins	PDD	38 701,00 \$
14 - Lanaudière	Action-Logement Lanaudière	PDD	30 000,00 \$
14 - Lanaudière	Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	PDD	105 092,00 \$
14 - Lanaudière	Association des personnes handicapées visuelles du sud de Lanaudière	PDD	47 954,00 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	PDD	45 675,00 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	PDD	42 630,00 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.	PDD	39 434,00 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon	PDD	47 504,50 \$
14 - Lanaudière	Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	PDD	42 090,00 \$
14 - Lanaudière	Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	PDD	50 081,00 \$
14 - Lanaudière	Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	PDD	57 055,00 \$
14 - Lanaudière	Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	PDD	48 517,00 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	PDD	57 855,00 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	PDD	106 193,00 \$
Total 14 - Lanaudière			797 351,50 \$
15 - Laurentides	Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	PDD	92 472,00 \$
15 - Laurentides	Association de promotion et d'éducation en logement	PDD	30 000,00 \$
15 - Laurentides	Carrefour d'actions populaires de St-Jérôme	PDD	77 705,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement des personnes d'abord de Lachute	PDD	30 000,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	PDD	40 600,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	PDD	40 600,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	PDD	34 884,00 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	PDD	30 000,00 \$
15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	PDD	30 000,00 \$
15 - Laurentides	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	PDD	76 019,00 \$

RP-93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
15 - Laurentides	Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	PDD	30 250,00 \$
15 - Laurentides	Réseau des femmes des Laurentides	PDD	57 855,00 \$
Total 15 - Laurentides			570 385,00 \$
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	PDD	125 965,00 \$
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est	PDD	65 551,00 \$
16 - Montérégie	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	PDD	69 810,00 \$
16 - Montérégie	Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	PDD	48 731,00 \$
16 - Montérégie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) (section de Valleyfield)	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	PDD	48 000,00 \$
16 - Montérégie	Comité chômage du Haut-Richelieu	PDD	58 630,00 \$
16 - Montérégie	Comité logement Beauharnois	PDD	34 510,00 \$
16 - Montérégie	Comité logement de Valleyfield	PDD	45 675,00 \$
16 - Montérégie	Comité logement Rive-Sud	PDD	61 460,00 \$
16 - Montérégie	Comité-Logement Montérégie inc.	PDD	56 840,00 \$
16 - Montérégie	Dynamique des handicapés de Granby et région inc.	PDD	42 630,00 \$
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	PDD	97 875,00 \$
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	PDD	67 446,00 \$
16 - Montérégie	Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu	PDD	42 630,00 \$
16 - Montérégie	L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	PDD	55 188,00 \$
16 - Montérégie	Mouvement action chômage de St-Hyacinthe	PDD	50 750,00 \$
16 - Montérégie	Mouvement action chômage Longueuil inc.	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	PDD	45 675,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	PDD	49 735,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	PDD	45 675,00 \$

RP-93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	PDD	30 000,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	PDD	47 705,00 \$
16 - Montérégie	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	PDD	50 750,00 \$
16 - Montérégie	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	PDD	57 855,00 \$
16 - Montérégie	Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	PDD	45 675,00 \$
16 - Montérégie	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	PDD	57 855,00 \$
16 - Montérégie	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	PDD	63 982,00 \$
Total 16 - Montérégie			1 586 598,00 \$
17 - Centre-du-Québec	A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.	PDD	42 630,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francs	PDD	64 056,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec	PDD	56 507,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des locataires des Bois-Francs	PDD	21 315,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Droits devant / Érable	PDD	41 615,00 \$
17 - Centre-du-Québec	La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	PDD	57 855,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	PDD	50 750,00 \$
17 - Centre-du-Québec	R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	PDD	42 630,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	PDD	99 833,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	PDD	65 869,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	PDD	42 630,00 \$
Total 17 - Centre-du-Québec			585 690,00 \$
Total Promotion des droits (PDD)			16 560 543,00 \$
06 - Montréal	Réseau de l'action bénévole du Québec	IP	200 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de développement social	IP	100 000,00 \$
06 - Montréal	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	IP	260 000,00 \$

RP-93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
Total Interlocuteur privilégié (IP)			560 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Comité d'éducation pop de Rivière-Héva	SPA	6 227,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	SPA	6 435,00 \$
07 - Outaouais	Le centre d'artisanat et de soutien à la famille d'Otter Lake	SPA	8 803,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Les groupes populaires associés de Drummond inc.	SPA	26 075,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Les récollets inc.	SPA	7 009,50 \$
16 - Montérégie	Maison d'animation populaire de Sorel incorporée	SPA	15 068,00 \$
06 - Montréal	Opération surveillance Anjou (OSA)	SPA	8 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (RE.C.E.M.)	SPA	21 309,00 \$
06 - Montréal	Solidarité Saint-Henri	SPA	7 500,00 \$
Total Organismes sans port d'attache (SPA) confiés au SACAIS			106 426,50 \$
06 - Montréal	Réseau de l'action bénévole du Québec	Multi-ES	200 000,00 \$
Total Multisectoriels (Entente de service)			200 000,00 \$
06 - Montréal	Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD)	REPG	5 004,70 \$
06 - Montréal	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	REPG	3 000,00 \$
Total Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la Politique Gouvernementale (REPG)			8 004,70 \$
GRAND TOTAL Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole			17 434 974,20 \$

RP93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
01 - Bas-Saint-Laurent	Centre-Femmes, La passerelle du Kamouraska	EntReg	4 020,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Le Fonds d'entraide du Kamouraska	EntReg	1 849,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Moisson Kamouraska	EntReg	14 373,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Moisson Kamouraska	EntReg	9 419,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Accorderie de la Matanie	EntReg	20 300,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la péninsule	EntReg	6 199,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Centre d'action bénévole de la région de Matane inc.	EntReg	9 163,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Centre d'action bénévole de la région de Matane inc.	EntReg	11 982,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Centre Écllosion inc	EntReg	21 691,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Grands amis de la Vallée	EntReg	19 721,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	La maison des jeunes de Sayabec	EntReg	9 215,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Rayon de partage en santé mentale	EntReg	9 684,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action-Travail Rimouski-Neigette inc.	EntReg	10 440,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Centre-Femmes de Rimouski	EntReg	5 469,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Moisson Rimouski-Neigette inc.	EntReg	27 057,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour d'initiatives populaires de Rivière-du-Loup	EntReg	8 973,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Centre-Femmes Catherine Leblond inc.	EntReg	10 714,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire des Grandes Marées	EntReg	6 544,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Cuisines collectives de Cabano	EntReg	15 488,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	La corporation P.A.R.C. Bas-Saint-Laurent	EntReg	16 323,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Maison de la famille des Basques	EntReg	10 089,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Municipalité de Saint-Clément	EntReg	1 500,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	UTIL (Unité théâtrale d'interventions Loufoques)	EntReg	9 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Café jeunesse de Chicoutimi inc.	EntReg	14 764,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation Les adolescents et la vie de quartier de Chicoutimi	EntReg	14 135,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Fonds d'entraide communautaire inc.	EntReg	27 180,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Maison des jeunes de St-Fulgence	EntReg	5 400,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Maison des jeunes du Bas-Saguenay	EntReg	5 167,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Popote mobile de La Baie	EntReg	15 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Centre l'Escale de Jonquièrre inc.	EntReg	14 925,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Entre-Êtres	EntReg	19 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est	EntReg	20 253,00 \$

RP93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Maison de campagne & d'entraide communautaire du Lac	EntReg	12 500,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Moisson d'Alma	EntReg	12 500,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	EntReg	14 735,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Parentfant	EntReg	18 207,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	EntReg	3 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Centre alpha Le Tracé inc.	EntReg	32 279,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Centre d'action bénévole de Saint-Félicien	EntReg	5 205,60 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Centre de femmes du pays Maria Chapdelaine	EntReg	9 637,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Centre populaire	EntReg	21 333,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de la MRC Maria Chapdelaine	EntReg	14 632,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Association bénévole de Charlevoix	EntReg	1 366,50 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre femmes Aux 3 A de Québec inc.	EntReg	18 075,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre Mgr Marcoux inc.	EntReg	3 872,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Le centre récréatif St-François-d'Assise inc.	EntReg	16 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Intègr'action jeunesse	EntReg	6 900,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Le Pivot	EntReg	6 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour F.M. Portneuf	EntReg	4 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi de Portneuf	EntReg	10 040,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre multiethnique de Québec inc.	EntReg	24 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre Solidarité Jeunesse de Québec	EntReg	23 067,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Clinique d'accompagnement juridique Droit de cité	EntReg	18 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	La table de quartier l'Engrenage de Saint-Roch	EntReg	12 500,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Le centre communautaire l'Amitié inc.	EntReg	25 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	EntReg	22 140,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Projet L.U.N.E.	EntReg	30 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	La Ruche Vanier inc.	EntReg	11 880,00 \$
03 - Capitale-Nationale	La Ruche Vanier inc.	EntReg	6 665,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Solidarité familles Duberger-Les Saules	EntReg	8 182,00 \$
04 - Mauricie	Centre d'action bénévole de la Moraine	EntReg	15 624,00 \$
04 - Mauricie	Ebyôn	EntReg	6 988,00 \$
04 - Mauricie	Maison de la famille Des Chenaux	EntReg	5 653,00 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse emploi MRC Maskinongé	EntReg	32 484,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de transport collectif de la MRC de Maskinongé	EntReg	24 000,00 \$

RP93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
04 - Mauricie	Maison de la famille du Bassin de Maskinongé	EntReg	12 857,00 \$
04 - Mauricie	Centre de femmes de Shawinigan inc.	EntReg	7 200,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauri	EntReg	15 856,00 \$
04 - Mauricie	Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (C	EntReg	16 384,00 \$
04 - Mauricie	L'Accorderie de Trois-Rivières	EntReg	10 488,00 \$
04 - Mauricie	Les artisans bénévoles de la paix en Mauricie	EntReg	20 954,00 \$
04 - Mauricie	Moisson Mauricie / Centre-du-Québec	EntReg	20 000,00 \$
04 - Mauricie	Regroupement écarlates	EntReg	17 500,00 \$
04 - Mauricie	Roulons Vert	EntReg	13 625,00 \$
05 - Estrie	Centre d'écoinitiatives populaires	EntReg	20 000,00 \$
05 - Estrie	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des per	EntReg	10 823,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) des Sources	EntReg	10 735,00 \$
05 - Estrie	La croisée des sentiers	EntReg	10 000,00 \$
05 - Estrie	La croisée des sentiers	EntReg	7 555,00 \$
05 - Estrie	La maison des familles FamillAction	EntReg	15 788,00 \$
05 - Estrie	Le rivage du Val St-François	EntReg	20 000,00 \$
05 - Estrie	Les tabliers en folie	EntReg	13 753,30 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire des Sources	EntReg	5 116,00 \$
05 - Estrie	Office municipal d'habitation de Sherbrooke	EntReg	17 500,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	EntReg	12 240,00 \$
05 - Estrie	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	EntReg	14 850,00 \$
06 - Montréal	Ville de Montréal	EntReg	9 000 000,00 \$
07 - Outaouais	Adojeune inc.	EntReg	16 204,00 \$
07 - Outaouais	Centre de pédiatrie sociale de Gatineau Place à l'enfant et sa famille	EntReg	17 250,00 \$
07 - Outaouais	Comité de vie de quartier du Vieux-Gatineau	EntReg	14 881,00 \$
07 - Outaouais	Comité de vie de quartier du Vieux-Gatineau	EntReg	6 025,00 \$
07 - Outaouais	Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gat	EntReg	18 479,00 \$
07 - Outaouais	Fondation "Le Terrier" inc.	EntReg	20 645,00 \$
07 - Outaouais	Maison de la famille l'Étincelle	EntReg	10 000,00 \$
07 - Outaouais	Maison de la famille Vallée-de-la-Gatineau	EntReg	11 317,00 \$
07 - Outaouais	Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais	EntReg	30 768,00 \$
07 - Outaouais	Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais	EntReg	17 500,00 \$
07 - Outaouais	Maison de l'amitié de Hull	EntReg	12 500,00 \$

RP93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
07 - Outaouais	Comité régional Troisième âge Papineau	EntReg	9 631,00 \$
07 - Outaouais	Maison de la famille Petite-Nation	EntReg	2 417,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Jeunesse action Val d'Or inc.	EntReg	6 827,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	La maison de la famille de Val d'Or inc.	EntReg	6 300,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association PANDA Abitibi-Ouest	EntReg	1 166,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	La maison des jeunes La Sarre inc.	EntReg	10 909,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Mouvement de la relève d'Amos-Région inc.	EntReg	15 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Mouvement de la relève d'Amos-Région inc.	EntReg	8 723,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Alpha-Témis	EntReg	7 333,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Centre Bernard-Hamel/Centre familial	EntReg	9 427,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Centre ressources jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue	EntReg	35 963,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	La troupe de théâtre "Les Zybrides"	EntReg	2 250,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Timiskaming First Nation	EntReg	8 075,00 \$
09 - Côte-Nord	Corporation de développement économique Ekuanitshinnuat	EntReg	15 000,00 \$
09 - Côte-Nord	Hommes Sept-Îles, Centre d'entraide pour hommes inc.	EntReg	25 346,00 \$
09 - Côte-Nord	Maison de la famille de Port-Cartier	EntReg	17 797,00 \$
09 - Côte-Nord	Ressource de réinsertion "Le Phare"	EntReg	24 468,00 \$
09 - Côte-Nord	Association des handicapés adultes de la Côte-Nord inc.	EntReg	33 364,00 \$
09 - Côte-Nord	Conseil des Innus de Pessamit	EntReg	7 474,50 \$
09 - Côte-Nord	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord	EntReg	19 544,00 \$
10 - Nord-du-Québec	Administration régionale Kativik	EntReg	100 000,00 \$
10 - Nord-du-Québec	Carrefour communautaire de Chibougamau	EntReg	31 550,00 \$
10 - Nord-du-Québec	Centre de développement communautaire de Matagami	EntReg	25 182,00 \$
10 - Nord-du-Québec	Centre de la petite enfance et à la famille Waaseskun	EntReg	36 800,00 \$
11 - Nord-du-Québec	Centre de la petite enfance Kanawhymigoo	EntReg	32 438,00 \$
10 - Nord-du-Québec	Groupe d'activités communautaires Val-Paradis	EntReg	26 743,00 \$
10 - Nord-du-Québec	L'association des personnes handicapées de Chibougamau A.P.H.C.	EntReg	16 186,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Centre d'action bénévole Ascension Escuminac	EntReg	4 462,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Centre d'action bénévole St-Siméon/Port Daniel	EntReg	15 014,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Centre de bénévolat St-Alphonse-Nouvelle inc.	EntReg	14 348,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Collectif Aliment-Terre	EntReg	21 000,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Épilepsie - Gaspésie Sud	EntReg	9 734,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Groupe ressource en logements collectifs de la Gaspésie et des Îles-de-	EntReg	39 043,00 \$

RP93a - LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	La maison de la famille - MRC Bonaventure inc.	EntReg	4 807,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Maison de la famille Avignon	EntReg	2 627,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Centre de ressourcement, de réinsertion et d'intervention	EntReg	10 000,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Centre de ressourcement, de réinsertion et d'intervention	EntReg	26 667,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Regroupement des organismes communautaires Gaspésie / Îles-de-la-M	EntReg	43 942,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Ville de Cap-Chat	EntReg	5 000,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Vision Gaspé-Percé maintenant	EntReg	21 000,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Regroupement loisir des Îles	EntReg	10 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association bénévole Beauce-Sartigan inc.	EntReg	22 121,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Moisson Beauce inc.	EntReg	19 231,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	L'Essentiel des Etchemins	EntReg	20 944,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CDC ICI Montmagny-L'Islet	EntReg	30 243,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CDC ICI Montmagny-L'Islet	EntReg	29 392,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CDC ICI Montmagny-L'Islet	EntReg	11 414,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	L'ABC des Hauts Plateaux	EntReg	8 683,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Transport collectif de la MRC de Montmagny	EntReg	13 375,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Le Filon	EntReg	18 000,00 \$
13 - Laval	Le centre communautaire Val-Martin	EntReg	40 882,00 \$
13 - Laval	Centre de pédiatrie sociale Laval	EntReg	10 000,00 \$
13 - Laval	Centre communautaire Petit Espoir	EntReg	11 750,00 \$
13 - Laval	Centre défi-jeunesse de St-François	EntReg	(17 709,94) \$
14 - Lanaudière	Bécik Jaune	EntReg	5 733,00 \$
14 - Lanaudière	Boîtes d'ici et cie	EntReg	39 949,00 \$
14 - Lanaudière	Cible famille Brandon inc.	EntReg	5 093,00 \$
14 - Lanaudière	Conseil des Atikamekw de Manawan	EntReg	19 000,00 \$
14 - Lanaudière	Maison de jeunes: Place jeunesse Berthier	EntReg	17 035,00 \$
14 - Lanaudière	Maison des jeunes du Nord	EntReg	3 951,00 \$
14 - Lanaudière	Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	EntReg	4 667,00 \$
14 - Lanaudière	Jardins du Méandre	EntReg	26 667,00 \$
14 - Lanaudière	Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière	EntReg	11 534,00 \$
14 - Lanaudière	L'Avenue, justice alternative	EntReg	9 897,00 \$
14 - Lanaudière	Le tournesol de la Rive-Nord inc.	EntReg	4 102,00 \$
14 - Lanaudière	Centre communautaire bénévole Matawinie	EntReg	17 130,00 \$

RP93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
14 - Lanaudière	Maison des jeunes de Rawdon	EntReg	13 840,00 \$
14 - Lanaudière	Maison des jeunes La relève Saint-Calixte	EntReg	20 306,76 \$
14 - Lanaudière	Municipalité de Sainte-Julienne	EntReg	17 640,00 \$
14 - Lanaudière	"AMINATE" Accueil multiethnique et intégration de nouveaux arrivants	EntReg	22 224,00 \$
14 - Lanaudière	Mouvement organisé des mères solidaires (M.O.M.S.)	EntReg	3 500,00 \$
15 - Laurentides	Café Partage d'Argenteuil	EntReg	13 286,00 \$
15 - Laurentides	Municipalité régionale de comté d'Argenteuil	EntReg	23 750,00 \$
15 - Laurentides	Bouffe laurentienne	EntReg	20 000,00 \$
15 - Laurentides	L'Écluse des Laurentides	EntReg	1 500,00 \$
15 - Laurentides	Regroupement des tables de concertation et des partenaires de la MRC	EntReg	10 550,00 \$
15 - Laurentides	Association de promotion et d'éducation en logement	EntReg	5 529,00 \$
15 - Laurentides	Centre d'entraide Racine-Lavoie	EntReg	10 780,00 \$
15 - Laurentides	Centre d'entraide Racine-Lavoie	EntReg	13 668,00 \$
15 - Laurentides	Maison d'hébergement Accueil communautaire jeunesse des Basses La	EntReg	62 100,00 \$
15 - Laurentides	Office régional d'habitation du lac des Deux-Montagnes	EntReg	32 052,00 \$
15 - Laurentides	Resto Pop Thérèse de Blainville	EntReg	40 433,00 \$
15 - Laurentides	Maison Lyse-Beauchamp (Ressource d'hébergement communautaire)	EntReg	32 870,00 \$
15 - Laurentides	Zone emploi d'Antoine-Labelle	EntReg	33 960,00 \$
15 - Laurentides	Hébergement Fleur de Macadam	EntReg	18 428,00 \$
15 - Laurentides	Les serres de Clara	EntReg	12 805,00 \$
15 - Laurentides	Maison de Sophia	EntReg	12 679,00 \$
16 - Montérégie	Centre local de développement Beauharnois-Salaberry	EntReg	8 500,00 \$
16 - Montérégie	L'Antichambre 12-17, Hébergement jeunesse du Suroît	EntReg	16 364,00 \$
16 - Montérégie	Ville de Salaberry-de-Valleyfield	EntReg	24 000,00 \$
16 - Montérégie	La maison des jeunes de Farnham inc.	EntReg	7 000,00 \$
16 - Montérégie	Maison des jeunes de Sutton inc.	EntReg	170,00 \$
16 - Montérégie	Mohawk Council of Kahnawake	EntReg	56 614,00 \$
16 - Montérégie	Maison des familles de Granby et région	EntReg	26 667,00 \$
16 - Montérégie	Centre de ressources familiales du Haut St-Laurent	EntReg	21 575,00 \$
16 - Montérégie	Centre local de développement des Jardins-de-Napierville	EntReg	7 875,00 \$
16 - Montérégie	Centre local de développement des Jardins-de-Napierville	EntReg	5 939,10 \$
16 - Montérégie	Maison des jeunes de Huntingdon inc.	EntReg	13 500,00 \$
16 - Montérégie	Centre d'action bénévole de Saint-Césaire	EntReg	17 206,00 \$

RP93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet	Versé au 28 février 2018
16 - Montérégie	Office municipal d'habitation de Longueuil	EntReg	80 110,00 \$
16 - Montérégie	Table itinérance Rive-Sud	EntReg	22 500,00 \$
16 - Montérégie	Centre d'action bénévole de Boucherville	EntReg	27 197,00 \$
16 - Montérégie	Maison des jeunes de St-Bruno inc.	EntReg	15 415,00 \$
16 - Montérégie	Comité Logemen'mêle	EntReg	23 850,00 \$
16 - Montérégie	La moisson Maskoutaine	EntReg	33 160,00 \$
16 - Montérégie	Centre de crise et de prévention du suicide du Haut-Richelieu	EntReg	68 336,00 \$
16 - Montérégie	Centre de femmes du Haut-Richelieu	EntReg	20 950,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouvill	EntReg	5 455,00 \$
16 - Montérégie	Municipalité de Saint-Mathieu	EntReg	8 781,00 \$
16 - Montérégie	Réseau d'habitations Chez Soi	EntReg	22 560,00 \$
16 - Montérégie	Centre d'action bénévole L'Actuel	EntReg	32 162,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youvi	EntReg	5 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youvi	EntReg	5 000,00 \$
16 - Montérégie	La boussole: Centre de ressources à la famille	EntReg	13 838,00 \$
16 - Montérégie	La société pour l'épanouissement des jeunes de St-Amable	EntReg	50 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Restaurant populaire	EntReg	24 039,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Drummond inc.	EntReg	32 259,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Municipalité de Notre-Dame-de-Ham	EntReg	13 515,00 \$
17 - Centre-du-Québec	L'envolée des mères	EntReg	12 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	EntReg	39 527,00 \$
Total Ententes régionales			12 669 900,82 \$
06 - Montréal	Collectif des entreprises d'insertion du Québec inc.	PS	5 000,00 \$
Total Projets spéciaux			5 000,00 \$
GRAND TOTAL FQIS			12 674 900,82 \$

RP93a- LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Région	Organisme	Versé au 28 février 2018
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	70 000,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire des Grandes Marées	80 912,00 \$
Total 01 - Bas-Saint-Laurent		150 912,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire du ROC	70 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est	70 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Maria-Chapdelaine	47 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	70 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire du Domaine-du-Roy	47 000,00 \$
Total 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean		304 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	47 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire de Beauport	47 000,00 \$
Total 03 - Capitale-Nationale		94 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	70 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	70 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire des Chenaux	70 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie	70 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.	70 000,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire Mékinac	70 000,00 \$
Total 04 - Mauricie		420 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) des Sources	70 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	70 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	70 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Granit	70 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François	47 000,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire Memphrémagog	70 000,00 \$
Total 05 - Estrie		397 000,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire action solidarité Grand Plateau	47 000,00 \$

RP93a- LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Région	Organisme	Versé au 28 février 2018
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	47 000,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	70 000,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	35 000,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	47 000,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire solidarités Villeray	25 000,00 \$
06 - Montréal	La CDC de la Pointe, région Est de Montréal	70 000,00 \$
Total 06 - Montréal		341 000,00 \$
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire Rond Point	70 000,00 \$
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire de Pontiac	47 000,00 \$
Total 07 - Outaouais		117 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire d'Amos	70 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire du Témiscamingue	47 000,00 \$
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue		117 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CDC ICI Montmagny-L'Islet	47 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	70 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Bellechasse	70 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lévis	70 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	70 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire des Appalaches, région de Thetford	70 000,00 \$
Total 12 - Chaudière-Appalaches		397 000,00 \$
13 - Laval	Corporation de développement communautaire de Laval	70 000,00 \$
Total 13 - Laval		70 000,00 \$
14 - Lanaudière	Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)	47 000,00 \$
Total 14 - Lanaudière		47 000,00 \$
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides	70 000,00 \$
Total 15 - Laurentides		70 000,00 \$

RP93a- LISTE DES ORGANISMES FINANÇÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (CDC)

Région	Organisme	Versé au 28 février 2018
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	47 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youville	47 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville	70 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire les Jardins-de-Napierville	47 000,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Pierre-De Saurel	70 000,00 \$
16 - Montérégie	La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	70 000,00 \$
Total 16 - Montérégie		771 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	70 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	70 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire des Bois-Francs inc.	90 314,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Drummond inc.	72 997,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	70 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Table nationale des corporations de développement communautaire	170 000,00 \$
Total 17 - Centre-du-Québec		543 311,00 \$
TOTAL programme de soutien financier des corporations de développement communautaire		3 839 223,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RP93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES
Volet action communautaire et action bénévole

Exercice financier 2017-2018

Région	Organisme	Versé au 28 février 2018
07 - Outaouais	Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	31 500,00 \$
	TOTAL ACTION COMMUNAUTAIRE ET ACTION BÉNÉVOLE (ACAB)	31 500,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RP93a - LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES
Volet Initiatives sociales
Exercice financier 2017-2018

Région	Organisme	Versé au 28 février 2018
03 - Capitale-Nationale	Réseau Accorderie	4 000,00 \$
	TOTAL INITIATIVES SOCIALES (IS)	4 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

RP93c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet
Aucun organisme refusé pour ce programme au 28 février 2018		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RP93c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet
--------	-----------	-------

Aucun organisme refusé pour ce programme au 28 février 2018

RP93c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Région	Organisme	Volet
Aucun organisme refusé pour ce programme au 28 février 2018		

RP93c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES, VOLET: ACTION COMMUNAUTAIRE ET ACTION BÉNÉVOLE

Région	Organisme	Volet
Aucun organisme refusé pour ce programme au 28 février 2018		

RP93c. LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES, VOLET: INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	Volet
Aucun organisme refusé pour ce programme au 28 février 2018		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-94

Titre :

Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018; fournir les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

- Les données sur le soutien financier gouvernemental en action communautaire ne sont pas disponibles pour 2017-2018.
- Les informations disponibles sur le soutien financier gouvernemental en action communautaire ne permettent pas de formuler de prévision pour l'année 2018-2019.
- Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS), lancé le 10 décembre 2017, prévoit des investissements de 55,2 M\$ afin de rehausser, dès 2018-2019, le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS).
- Le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA), qui soutient pour leur mission globale les organismes de défense collective des droits et les organismes multisectoriels, sera bonifié de 50,7 M\$.
- Le Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) sera, quant à lui, bonifié graduellement de 4,5 M\$. Cette hausse permettra de rehausser le financement des CDC existants et d'en soutenir de nouvelles.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

DATE : 29 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-95

Titre :

Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

Exposé et statistiques :

Il n'y a aucune étude ou travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 15 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-96

Titre :

Fournir les notes, études et analyses concernant le renouvellement du plan d'action relié à la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Exposé et statistiques

- La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (la « Loi ») a été adoptée en 2002.
 - Elle vise à guider le gouvernement et l'ensemble de la collectivité québécoise vers la planification et la réalisation d'actions pour lutter contre la pauvreté, en prévenir les causes, en atténuer les effets sur les individus et les familles, contrer l'exclusion sociale et tendre vers un Québec sans pauvreté.
 - La Loi institue la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (article 3).
 - La Stratégie vise à amener progressivement le Québec d'ici 2013 au nombre des nations industrialisées comptant le moins de personnes pauvres, selon des méthodes reconnues pour faire des comparaisons internationales (article 4).
 - Un plan d'action doit être mis en œuvre pour préciser les activités que le gouvernement prévoit réaliser pour en atteindre les buts.
- Le 10 décembre 2017 : Lancement du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS), prévoyant des investissements de près de 3 G\$. Sa cible principale est de sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté (l'annexe 2 du PAGIEPS fournit des précisions sur la détermination de cette cible). <https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action/index.asp>
 - Le plan a été élaboré à la suite d'une vaste **consultation publique** tenue entre novembre 2015 à juin 2016 auprès de la population en général, d'organisations intéressées par la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et de personnes en situation de pauvreté et d'exclusion elles-mêmes.
 - Le **Comité d'experts sur le revenu minimum garanti**, mandaté par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministre des Finances en 2016 a exploré de nouvelles approches visant à lutter encore plus efficacement contre la pauvreté, à favoriser l'inclusion sociale et à tendre vers l'instauration d'un revenu minimum garanti. Certaines mesures du plan ont aussi été inspirées par ces travaux. Les deux premiers volumes du rapport final ont été publiés en novembre 2017.

Consultation publique

La consultation publique en matière de lutte contre la pauvreté et l'inclusion sociale a eu lieu entre le 6 novembre 2015 et juin 2016. Elle s'est articulée autour de cinq activités :

- Questionnaire en ligne à l'intention de la population québécoise (du 6 novembre au 22 décembre 2015).
- Appel de mémoires général à l'intention de la population et des organisations (jusqu'au 29 janvier 2016).
- Appel de mémoires pour les représentantes et représentants autochtones (jusqu'au 26 février 2016).
- Groupes de discussion auprès de personnes en situation de pauvreté (incluant des travailleurs à faible revenu).
- Rencontres particulières du ministre ou de son adjointe parlementaire avec des partenaires nationaux ou régionaux, sur invitation (juin 2016). Trente-quatre organismes ont été rencontrés en fonction de leur représentativité et/ou du contenu de leur mémoire.
- Le PAGIÉPS propose quelques résultats tirés de la consultation publique à la partie 2 (p.29-30) ainsi que dans des encadrés associés aux mesures du plan dans la partie 3.

Travaux du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti

Certaines mesures et actions du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 s'inspirent du rapport du Comité d'experts sur le revenu minimum garanti.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-97

Titre :

Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2002-2018, fournir :

- a. la description complète des sommes investies par le MTESS chaque année, de 2002 à 2018;
- b. les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie;
- c. la description complète des objectifs de ce plan d'action;
- d. le bilan, les évaluations et les rapports;
- e. échéanciers pour le dépôt du nouveau plan.

Exposé et statistiques :

a) et b) La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale institue la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui en est l'énoncé de politique. Pour y donner suite, trois plans d'action ont été mis en œuvre :

- Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2004-2010).
- Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (2010-2015) a été prolongé jusqu'à la veille du dévoilement du troisième plan d'action, soit le 9 décembre 2017.
- Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS) (lancé le 10 décembre 2017).

Les sommes totales que le gouvernement a investies dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2010* et du *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015* sont de près de 11,5 G\$.

Certaines mesures structurantes des deux premiers plans d'action gouvernementaux sur le taux de faible revenu de 2011 ont toujours des effets sur les personnes et les familles du Québec. L'annexe 2 du PAGIEPS (p.74-75) en fait état.

- L'annexe 1 du PAGIEPS présente le cadre financier détaillé.

Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M\$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M\$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M\$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M\$
TOTAL	2 993,9 M\$

- Les investissements de près de 3 G\$ proviennent principalement de la mise à jour économique de novembre 2017, du Plan économique du Québec de mars 2017 ainsi que de budgets précédents.

Répartition de l'investissement total selon la source des fonds (adapté de l'annexe 1) :

Mise à jour économique 2017-2018 (novembre 2017)	2 559,7 M\$
Plan économique du Québec 2017-2018 (mars 2017)	269,2 M\$
<i>Sous-total – Nouveaux investissements</i>	<i>2 828,9 M\$</i>
Financement antérieur (ex. : budget 2016-2017)	45,6 M\$
Autofinancement (à même les budgets des ministères et organismes gouvernementaux)	119,5 M\$
<i>Sous-total – Sommes déjà budgétées</i>	<i>165,1 M\$</i>
TOTAL	2 993,9 M\$

Note : Les données ayant été arrondies, la somme peut ne pas correspondre exactement au total.

- c) La description complète des objectifs du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale de la Stratégie 2004-2010, du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 et du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 sont présentées dans les plans d'action diffusés à l'adresse suivante : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>, dans la section « Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».

d) Rapports d'activités annuels

Les sommes investies par le gouvernement dans les plans d'action sont aussi inscrites dans les rapports d'activités annuels qui sont disponibles sur le site Web du Ministère :

- Plan d'action 2004-2010 : les cinq premiers rapports sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/lutte-contre-la-pauvrete/plan-action-gouvernemental/index.asp>; le bilan de l'an 6, produit dans le cadre du rapport prévu à l'article 60 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, se trouve ici : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>.
- Plan d'action 2010-2015 et prolongé jusqu'en décembre 2017 : les premiers rapports annuels, qui déclinent les sommes investies par mesure, dont celles qui sont sous la responsabilité du Ministère, se trouvent ici : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action-solidarite/index.asp>.
- Plan d'action 2017-2023 : la reddition de comptes débutera en 2018-2019.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et l'action communautaire

DATE : 28 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-98

Titre :

Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives.

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Dans le cadre du projet de modifications réglementaires modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, à la suite de l'adoption du Projet de loi 70, le MTESS a rendu public les principaux éléments de l'analyse d'impact des 10 mesures réglementaires proposées.

- https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2017.pdf

Par ailleurs, il appartient aux différents ministères et organismes de répondre concernant les notes, études et analyses qu'ils ont produites ou qui ont été produites à leur demande en lien avec leurs activités et responsabilités.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale

DATE : 17 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-99

Titre :

État de situation détaillé par axe et sous-axe du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale institue la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui en est l'énoncé de politique. Pour y donner suite, trois plans d'action ont été mis en œuvre :

- Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2004-2010) (<http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>).
- Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (2010-2015) (<http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>). Le plan d'action est prolongé jusqu'au 31 mars 2017.
- Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (<https://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action/index.asp>).

Les sommes totales que le gouvernement a prévu investir dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2010* et du *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015* s'élèvent à près de 11,5 G\$.

Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS) lancé le 10 décembre 2017 prévoit investir près de 3 G\$ d'ici 2023 dans 43 mesures et actions. Le plan se subdivise en quatre axes.

Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M\$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M\$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M\$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M\$
TOTAL	2 993,9 M\$

Les principales mesures sous la responsabilité du MTESS sont (investissements totaux d'ici 2023) :

- Mesure 1 - Introduire un revenu de base pour les Québécoises et les Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi : 1,25 G\$;
- Mesure 2 - Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi : 580,3 M\$;
- Action 4.6 - Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale : 68,0 M\$;
- Mesure 5 - Programme objectif emploi : 45,6 M\$.
- Mesure 11 - Poursuivre les Alliances pour la solidarité : 160,1 M\$;
- Action 19.2 - Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux : 50,7 M\$;

Le projet de loi 173 visant principalement à instaurer un revenu de base pour des personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi a été déposé le 14 février 2018.

Les sommes investies par le gouvernement dans les plans d'action sont aussi inscrites dans les **rapports d'activités annuels** qui sont disponibles sur le site web du Ministère :

- Plan d'action 2004-2009 et prolongé jusqu'en 2010 : les cinq premiers rapports sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/lutte-contre-la-pauvrete/plan-action-gouvernemental/index.asp>; le bilan de l'an 6, produit dans le cadre du rapport prévu à l'article 60 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, se trouve ici : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>.
- Plan d'action 2010-2015 et prolongé jusqu'en 2017 : les trois premiers rapports annuels, qui déclinent les sommes investies par mesure, dont celles qui sont sous la responsabilité du Ministère (de 2010-2011 à 2012-2013), se trouvent ici : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action-solidarite/index.asp>.
- Plan d'action 2017-2023 : les travaux préparatoires visant la reddition de comptes sont en cours.

La description complète des objectifs du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale de la Stratégie 2004-2010, du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 et du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 est présentée dans les plans d'action eux-mêmes diffusés à l'adresse suivante : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/> (dans la section « Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale »).

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

DATE : 27 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-100

Titre :

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1^{er} décembre 2009 jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants :

- a) le nom et l'adresse de l'entreprise ;
- b) la date de l'avis ou de la fermeture ;
- c) le type ou le secteur d'activité de l'entreprise;
- d) le nombre total d'employés de l'entreprise;
- e) le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f) les motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

<i>Date</i>	<i>Nombre d'avis</i>	<i>Nombre de salariés visés par les licenciements collectifs</i>
Avril 2017	50	1949
Mai 2017	30	689
Juin 2017	30	1143
Juillet 2017	28	1020
Août 2017	24	835
Septembre 2017	29	991
Octobre 2017	49	2691
Novembre 2017	30	1799
Décembre 2017	16	348
Janvier 2018	22	786
Février 2018	15	335
TOTAL	323	12 586

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement

COLLABORATION : S.O.

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée

DATE : 16 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-101

Titre :

Concernant le projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : liste des actions entreprises en 2015-2016, en 2016-2017 et en 2017-2018 et le nombre de personnes qui ont obtenu, en 2015-2016, en 2016-2017 et en 2017-2018, un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet.

Exposé et statistiques :

IPOP (Intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel) est une mesure offerte par Emploi-Québec, avec la collaboration d'ordres professionnels participants.

2017-2018 (au 16 février 2018) : 15 participants actifs, dont 13 nouveaux participants.

Le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi n'est pas disponible.

SOURCE : Direction mesures et des services aux individus
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 20 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-102

Titre :

État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme.

Exposé et statistiques :

Sous la responsabilité du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), il s'agit de la mesure 15 de la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2008-2013.

Cette mesure, qui s'adressait aux petites entreprises et petits commerces de détail de Montréal, a été abandonnée en septembre 2010 en raison du taux de roulement très élevé au sein des petits commerces et entreprises, tant du côté des propriétaires que de celui des travailleurs. Ce taux de roulement aurait rendu difficile la mise sur pied d'un programme général d'activités de parrainage.

Cette mesure n'a pas engendré de coûts.

SOURCE : Direction générale des mesures d'emploi et du soutien
Direction des mesures et services aux entreprises et du placement

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE : 20 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-103

Titre :

Copie des documents, notes, études concernant la révision de la Loi du 1 %.

Exposé et statistiques :

Ces documents sont protégés en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), notamment par le biais de l'article 34 :

Article 34. Un document du bureau d'un membre de l'Assemblée nationale ou un document produit pour le compte de ce membre par les services de l'Assemblée n'est pas accessible à moins que le membre ne le juge opportun.

Il en est de même d'un document du cabinet du président de l'Assemblée, d'un membre de celle-ci visé dans le premier alinéa de l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1) ou d'un ministre visé dans l'article 11.5 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), ainsi que d'un document du cabinet ou du bureau d'un membre d'un organisme municipal ou scolaire.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATION : Direction générale du développement de la main-d'œuvre
VALIDATION:
DATE : 20 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-104

Titre :

À la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement à la loi du 1 %, fournir les pertes pour 2016-2017 et 2017-2018, ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.

Exposé et statistiques :

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre étant exclu du périmètre comptable du gouvernement, ces renseignements ne sont pas pertinents à l'étude des crédits.

Aucune formation n'a été refusée ou annulée en raison de la hausse du seuil d'assujettissement.

SOURCE : Direction générale du développement de la main-d'œuvre

COLLABORATION : s.o.

VALIDATION:

DATE : 20-03-2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-107

Titre :

Dans le cadre du nouveau programme « Objectif emploi », fournir les sommes engagées en 2017-2018 et les sommes prévues en 2018-2019.

- a. Les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région;
- b. Prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le programme objectif emploi;
- c. Le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblés par le programme.

Exposé et statistiques :

La date de mise en œuvre du programme Objectif Emploi est liée à la date d'entrée en vigueur de son règlement d'application, soit le 1^{er} avril 2018.

Par conséquent, aucune somme n'a été engagée en 2017-2018 pour la gestion du programme.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/ Caroline de Pokomandy-Morin / France Edma

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 22 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 108

Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023

- a. Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi;
- b. Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi;
- c. Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail;
 1. Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale;
 2. Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours;
 3. Modifier le calcul de la contribution parentale;
 4. Bonifier les primes au travail;
 5. Accorder une exclusion de 100 \$ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires;
 6. Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale;
 7. Accorder un boni au maintien en emploi;
- d. Programme objectif emploi;
- e. Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences;
- f. Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
 1. Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans;
 2. Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale;
 3. Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme;
- g. Investir dans les logements sociaux;
 1. Améliorer l'offre de logements sociaux;
 2. Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle;
 3. Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance ;
- h. Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables;
- i. Poursuivre les Alliances pour la solidarité;
- j. Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social;
- k. Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu;
 1. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu;
 2. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale
 3. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO;
 4. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire;
 5. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans;
- l. Favoriser une justice plus humaine;
 1. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale;
 2. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle;
 3. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
- m. Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale;

- n. Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales;
1. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire;
 2. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux.

Exposé et statistiques :

L'amélioration du revenu disponible des personnes est au cœur du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS).

- Le PAGIEPS compte 43 mesures et actions pour des investissements prévus de près de 3 G\$ d'ici 2023.
- Pour la première fois, le plan d'action propose une cible claire et mesurable afin d'atteindre la cible inscrite dans la Loi: d'ici 2023, plus de 100 000 personnes sortiront de la pauvreté, surtout des personnes seules et des couples sans enfants ayant des contraintes sévères à l'emploi (voir annexe 2 du plan pour les détails).
- Plusieurs mesures contribueront à **hausser le revenu disponible**, en particulier dans le cas de personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi et des prestataires de l'aide financière de dernier recours (AFDR). Le gouvernement continue à favoriser l'intégration et le maintien en emploi comme moyen à privilégier pour sortir de la pauvreté.
- Le plan propose aussi des investissements pour **améliorer le logement social**.
- Le gouvernement encouragera la **participation sociale des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale**.
- L'annexe 1 du PAGIEPS présente le cadre financier détaillé.

Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M\$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M\$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M\$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M\$
TOTAL	2 993,9 M\$

- Les investissements de près de 3 G\$ proviennent de la mise à jour de novembre 2017, du Plan économique du Québec de mars 2017 ainsi que de budgets précédents.

Répartition de l'investissement total selon la source des fonds (voir annexe 1) :

Mise à jour économique 2017-2018 (novembre 2017)	2 559,7 M\$
Plan économique du Québec 2017-2018 (mars 2017)	269,2 M\$
<i>Sous-total – Nouveaux investissements</i>	<i>2 828,9 M\$</i>
Financement antérieur (ex. : budget 2016-2017)	45,6 M\$
Autofinancement (à même les budgets des ministères et organismes gouvernementaux)	119,5 M\$
<i>Sous-total – Sommes déjà budgétées</i>	<i>165,1 M\$</i>
TOTAL	2 993,9 M\$

Note : Les données ayant été arrondies, la somme peut ne pas correspondre exactement au total.

- L'annexe 1 fournit le cadre financier détaillé selon la mesure, l'année et la source de financement.

- Depuis le dévoilement du PAGIEPS, des investissements supplémentaires ont été annoncés afin de bonifier une action et une mesure.
 - 30 M\$ (ministère de la Famille, 26 mars 2018) pour accroître l'accès aux services de garde aux enfants de familles prestataires de l'aide financière de dernier recours (action 14.2), portant l'investissement public pour cette mesure à 95 M\$ d'ici 2023 ;
 - 22,2 M\$ (Plan économique du Québec, 27 mars 2018) pour soutenir la construction de logements abordables spécifiquement à Montréal. La somme de 38,8 M\$ déjà annoncée (mesure 10) sera pour sa part consacrée à des projets hors-Montréal.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 5 avril 2018

ANNEXE 1

CADRE FINANCIER DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR L'INCLUSION ÉCONOMIQUE ET LA PARTICIPATION SOCIALE

**Cadre financier du Plan d'action gouvernemental
pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023**

Numéro	Titre de la mesure	Ministères et organismes responsables	Statut du financement	Coût de la mesure (M\$)							
				2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Total (5 ans)	2022-2023	Total (6 ans)
Axe 1 :											
Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté											
1.1 Améliorer le revenu disponible des personnes en situation de pauvreté											
Mesure 1	Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi	MTESS	m à j	21,7	112,0	169,6	243,5	315,6	862,4	384,1	1 246,5
Mesure 2	Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi	MTESS	m à j	18,0	77,5	99,9	120,1	133,5	449,0	131,3	580,3
Mesure 3	Agir pour que plus de personnes à faible revenu remplissent leurs déclarations de revenus	RQ	m à j	-	0,2	0,2	0,2	0,2	0,8	0,2	1,0
1.2 Améliorer le revenu disponible et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail											
Mesure 4	Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail										
Action 4.1	Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale	MTESS	m à j	-	0,5	2,1	2,1	2,1	6,8	2,1	8,9
Action 4.2	Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours	MTESS	m à j	-	0,5	2,1	2,1	2,1	6,8	2,1	8,9
Action 4.3	Modifier le calcul de la contribution parentale	MTESS	m à j	-	1,3	1,7	1,6	1,6	6,2	1,6	7,8
Action 4.4	Donnifier les primes au travail	MFQ	m à j	0,6	13,0	45,9	54,7	66,4	101,4	70,6	260,0
Action 4.5	Accorder une exclusion de 100 \$ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires	MTESS	m à j	-	0,2	0,8	0,8	0,8	2,6	0,8	3,4
Action 4.6	Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale	MTESS	m à j	-	4,0	16,0	16,0	16,0	52,0	16,0	68,0
Action 4.7	Accorder un boni au maintien en emploi	MTESS	m à j	-	1,6	6,5	10,0	10,0	28,1	10,0	38,1
1.3 Accompagner les personnes vers la formation et le marché du travail											
Mesure 5	Programme objectif emploi	MTESS	Budgets 2015-2016 et 2016-2017	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	38,0	7,6	45,6
Mesure 6	Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences	MTESS	m à j	-	6,3	6,9	6,9	6,9	26,9	6,9	33,8
Mesure 7	Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale										
Action 7.1	Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans	MTESS et MEES	Auto-financée	0,2	0,2	-	-	-	0,4	-	0,4

Numéro	Titre de la mesure	Ministères et organismes responsables	Statut du financement	Coût de la mesure (M\$)							
				2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Total (5 ans)	2022-2023	Total (6 ans)
Action 7.2	Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité la possibilité de réaliser des projets misant sur l'implication sociale	MCE (SAJ)	Budget 2017-2018	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	4,5	-	4,5
Action 7.3	Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme	MEES	m à j	-	3,0	3,0	3,0	3,0	12,0	3,0	15,0
1.4 Soutenir les entreprises dans le recrutement et la rétention de leur main-d'œuvre											
Mesure 8	Intensifier les services-conseils aux entreprises en matière de gestion de la diversité ainsi qu'en matière d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre	MTESS	m à j	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,5	0,5	3,0
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social											
Mesure 9	Investir dans les logements sociaux										
Action 9.1	Améliorer l'offre de logements sociaux ^a	SHQ	Budget 2017-2018	-	10,0	6,3	72,1	108,8	197,2	45,5	242,7
Action 9.2	Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle	MSSS	m à j	-	-	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	4,0
Action 9.3	Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance	MSSS	m à j	-	0,5	-	-	-	0,5	-	0,5
Mesure 10	Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables	SHQ	m à j	-	6,0	8,6	12,2	7,4	34,2	4,6	38,8
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux											
3.1 Soutenir des projets locaux et régionaux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale											
Mesure 11	Poursuivre les Alliances pour la solidarité	MTESS	Auto-financée	21,5	21,5	21,5	21,5	21,5	107,5	10,6	118,1
			Budget 2017-2018	2,0	5,0	5,0	5,0	5,0	22,0	-	22,0
			m à j	-	3,0	3,0	4,0	5,0	15,0	5,0	20,0
Mesure 12	Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social	SHQ	MaJ	-	0,2	0,4	0,6	0,7	1,8	0,5	2,3
3.2 Soutenir des actions en matière de sécurité alimentaire											
Mesure 13	Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu										
Action 13.1	Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu	MTESS	m à j	-	6,0	6,0	6,0	6,0	24,0	6,0	30,0
Action 13.2	Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale	MAPAQ	m à j	-	0,1	0,2	0,2	0,2	0,6	0,1	0,7

Numéro	Titre de la mesure	Ministères et organismes responsables	Statut du financement	Coût de la mesure (M\$)							
				2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Total (5 ans)	2022-2023	Total (6 ans)
Action 13.3	Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO	MTESS et MSSS	m à j	-	0,7	0,7	0,7	0,7	2,6	0,7	3,3
			Auto-financée	-	0,2	0,2	0,2	0,2	0,8	0,2	1,0
Action 13.4	Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire	MTESS	m à j	-	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,3
Action 13.5	Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans	MAPAQ	m à j	-	1,0	1,0	1,0	1,0	4,0	1,0	5,0
3.3 Intervenir dès l'enfance pour favoriser l'égalité des chances											
Mesure 14	Favoriser l'égalité des chances										
Action 14.1	Poursuivre l'ouverture de classes de maternelle quatre ans à temps plein en milieu défavorisé	MEES	m à j	-	8,6	8,0	8,0	8,0	32,6	8,0	40,6
Action 14.2	Accroître l'accès aux services de garde	MF	m à j	-	-	5,0	20,0	20,0	45,0	20,0	65,0
Action 14.3	Rehausser le financement pour les petits déjeuners dans les écoles	MEES	m à j	-	1,4	2,0	2,0	2,0	7,4	2,0	9,4
3.4 Faciliter l'accès à des activités culturelles, aux loisirs et au tourisme											
Mesure 15	Faciliter l'accès à des activités culturelles, aux loisirs et au tourisme										
Action 15.1	Implanter le Programme Accès-Loisirs dans plus d'organismes et de municipalités	MEES	m à j	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,8	0,2	0,9
Action 15.2	Créer, mettre en place et promouvoir une carte d'accompagnement dans les domaines des loisirs, des activités culturelles et du tourisme pour les personnes handicapées	OPHQ et MEES	m à j	0,03	0,1	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	0,6
Action 15.3	Favoriser l'inclusion sociale par l'accès et la participation aux activités culturelles pour les populations vulnérables ou marginalisées	MCC	m à j	0,2	0,4	0,5	0,5	0,5	2,1	0,5	2,6
3.5 Favoriser l'inclusion sociale des personnes en situation de pauvreté judiciairisées											
Mesure 16	Favoriser une justice plus humaine										
Action 16.1	Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale	MJQ	m à j	0,03	0,1	0,1	0,1	-	0,3	-	0,3
Action 16.2	Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle	MJQ	Auto-financée	-	-	-	-	-	-	-	-
Action 16.3	Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale	MJQ	m à j	0,03	0,1	0,1	-	-	0,2	-	0,2

Numéro	Titre de la mesure	Ministères et organismes responsables	Statut du financement	Coût de la mesure (M\$)								
				2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Total (5 ans)	2022-2023	Total (6 ans)	
3.6 Contribuer au développement des compétences numériques des personnes en situation de pauvreté												
Mesure 17	Améliorer les compétences numériques des personnes en situation de pauvreté	MTESS	m à j	-	0,1	0,2	0,3	0,5	1,2	0,6	1,8	
3.7 Lutter contre les préjugés envers les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, avec elles												
Mesure 18	Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale	MTESS	m à j	-	0,1	0,1	-	-	0,1	-	0,1	
3.8 Soutenir l'action communautaire												
Mesure 19	Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales											
Action 19.1	Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire	MTESS	m à j	-	0,8	0,8	0,9	0,9	3,5	1,0	4,5	
Action 19.2	Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux	MTESS	m à j	-	2,2	11,7	12,0	12,3	38,2	12,6	50,7	
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale												
Mesure 20	Appuyer la recherche et l'évaluation en matière de pauvreté et d'exclusion sociale											
Action 20.1	Soutenir la recherche en matière de pauvreté et d'exclusion sociale	MTESS	m à j	-	0,5	0,5	0,5	0,5	2,2	0,5	2,7	
Action 20.2	Appuyer une recherche universitaire sur les retombées d'un programme ou protocole d'adaptabilité et d'accompagnement en justice et en santé mentale	MJQ	m à j	0,03	0,1	0,1	0,2	-	0,4	-	0,4	
Action 20.3	Évaluer le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023	MTESS	m à j	-	0,1	0,03	0,1	0,1	0,3	-	0,3	
Nouveau financement												
Mise à jour économique 2017-2018				41,3	253,6	405,4	532,0	625,8	1 858,1	701,6	2 559,7	
Plan économique du Québec 2017-2018				2,9	15,9	12,2	78,0	114,7	223,7	45,5	269,2	
Sous-total				44,2	269,5	417,6	610,0	740,5	2 081,8	747,1	2 828,9	
Autres												
Financement antérieur				7,6	7,6	7,6	7,6	7,6	38,0	7,6	45,6	
Autofinancement				21,7	21,9	21,7	21,7	21,7	108,7	10,8	119,5	
Sous-total				29,3	29,5	29,3	29,3	29,3	146,7	18,4	165,1	
Total				73,5	299,0	446,9	639,3	769,8	2 228,5	765,5	2 993,9	

Note : Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

a La construction de nouveaux logements sociaux, communautaires et abordables est visée par d'autres plans d'action gouvernementaux et par des politiques (ex. : la Politique gouvernementale de prévention en santé, la politique Vieillir et vivre ensemble et le Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020). Au-delà de 2022-2023, le Plan économique du Québec de mars 2017 prévoit des investissements additionnels de 28,6 M\$ pour la construction de logements sociaux; ces investissements sont exclus du présent plan d'action. Les investissements récurrents déjà prévus dans l'enveloppe budgétaire de la Société d'habitation du Québec ne sont pas pris en compte.

Liste des sigles

m à j : Inclus le cadre financier prévu

dans la mise à jour économique de novembre 2017

MAPAQ : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

MCC : Ministère de la Culture et des Communications

MCE : Ministère du Conseil exécutif

MEES : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

MF : Ministère de la Famille

MFO : Ministère des Finances

MJQ : Ministère de la Justice

MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux

MTESS : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

OPHQ : Office des personnes handicapées du Québec

RQ : Revenu Québec

SAJ : Secrétariat à la jeunesse

SHQ : Société d'habitation du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-109

Titre :

Fournir tous les mémoires, tous les rapports, toutes les études qui ont été déposés suite à l'adoption du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, visant la mise en œuvre du Programme objectif Emploi, et qui a été publié dans la Gazette officielle du Québec, le 12 juillet 2017. Plus précisément, les documents déposés entre le 12 juillet 2017 et le 12 septembre 2017 au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Exposé et statistiques :

- Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a répondu à cette question par l'entremise d'une demande d'accès à l'information le 19 janvier 2018. Voir réponse sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/Admin_RDIPRP_dec_M2017593.pdf

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale / Caroline de Pokomandy-Morin / France Edma

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 10 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-110a

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- a) Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi.

Exposé et statistiques

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi no°70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

L'article 36 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit expressément que le MTESS n'a pas l'obligation de diffuser les analyses qui se rapportent à un projet de règlement alors qu'il n'a pas encore été publié dans la Gazette officielle du Québec.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale / Caroline de Pokomandy-Morin / France Edma

COLLABORATION :

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-110b

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- b) L'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes

Exposé et statistiques :

- Le Ministère souscrit au processus d'analyse différenciée selon les sexes. Il faut toutefois prendre en considération que la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (projet de loi n° 70 sanctionné) est une loi habilitante. Le Règlement permettant la mise en œuvre du Programme objectif emploi vient préciser les paramètres du programme.
- Dans le cadre de l'élaboration des modifications réglementaires, le MTESS s'est assuré que les femmes et les hommes qui participent au Programme objectif emploi aient des conditions égales pour exercer pleinement leurs droits, pour exploiter leur potentiel ainsi que pour acquérir leur autonomie financière par l'emploi. De plus, le MTESS a pris en compte les effets distincts que pourrait avoir la mise en place du Programme objectif emploi sur les femmes et les hommes et a adapté en conséquence les paramètres du programme, par exemple :
 - en exemptant les familles monoparentales avec un enfant de moins de cinq ans (prédominance féminine);
 - en exemptant en cours de participation, et si elles le souhaitent, les femmes enceintes de 20 semaines et plus;
 - en permettant à tous les participants de bénéficier d'un accompagnement personnalisé en vue d'une intégration en emploi;
 - en élaborant avec tous les participants un plan d'intégration en emploi comportant des activités adaptées à leur situation;
 - en tenant compte des obstacles que la personne pourrait rencontrer en vue de son insertion en emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Daniel Jean/France Edma

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 26 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-110c

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi :

c) fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région.

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi no°70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

Dans le cadre du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, à la suite de l'adoption du Projet de loi no° 70, le MTESS a rendu public les principaux éléments de l'analyse d'impact des 10 mesures réglementaires proposées.

Modifications réglementaires de 2017 :

- https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2017.pdf

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Caroline de Pokomandy-Morin/France Edma

COLLABORATION :

VALIDATION: N/A

DATE : Le 17 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-110d

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- d) l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi no°70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

Dans le cadre du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, à la suite de l'adoption du Projet de loi no° 70, le MTESS a rendu public les principaux éléments de l'analyse d'impact des 10 mesures réglementaires proposées.

Modifications réglementaires de 2017 :

https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2017.pdf

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale / Caroline de Pokomandy-Morin / France Edma

COLLABORATION :

VALIDATION : N/A

DATE : 17 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP110e

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi :

e) fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires inscrits au Programme objectif emploi.

Exposé et statistiques :

- La Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi a été adopté par l'Assemblée nationale le 10 novembre 2016.
- Le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles vient préciser les paramètres du Programme objectif emploi ainsi que la date de sa mise en œuvre.
- Le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles permettant, notamment la mise en œuvre du Programme objectif emploi a été publié le 12 juillet 2017, dans la Gazette officielle du Québec, pour une période de consultation de 60 jours.
- Le règlement final a été publié à la Gazette officielle du Québec le 15 novembre 2017.
- Entrée en vigueur du Programme objectif emploi était le 1er avril 2018. Aucune donnée n'est disponible.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale / Daniel Jean / France Edma

COLLABORATION :

VALIDATION: N/A

DATE : Le 4 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-110f

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi :

f) fournir, ventilé par région, le nombre de refus de s'inscrire au Programme objectif emploi.

Exposé et statistiques :

- Entrée en vigueur du Programme objectif emploi était le 1^{er} avril 2018. Aucune donnée n'est disponible.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Caroline de Pokomandy-Morin/France Edma

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 28 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-110g

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi :

- g) fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires recevant une aide minorée en raison d'un refus de s'inscrire au Programme objectif emploi.

Exposé et statistiques :

- Entrée en vigueur du Programme objectif emploi était le 1^{er} avril 2018.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale/Caroline de Pokomandy-Morin/France Edma

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 28 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-111

Titre :

Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir :

- a. Le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2017-2018;
- b. le nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2017;
- c. le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2017-2018;
- d. intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie;
- a. échéancier du ministre pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie.

Exposé et statistiques :

A) Quel montant est réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2017-2018?

- En 2017-2018, le budget pour les CIT a été de 36,3 M\$.

B) Combien de personnes handicapées (ventilé par régions) ont bénéficié de cette mesure et ont obtenu un emploi d'été en 2017?

- Cette donnée n'est pas disponible. Il n'y a pas de code particulier dans les bases de données du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) permettant de comptabiliser les personnes qui ont bénéficié de cette mesure pour un emploi d'été.

C) Combien de nouvelles personnes au total bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2017-2018?

- Le nombre de nouvelles personnes est soumis au nombre de contrats qui seront renouvelés.
- En effet, le renouvellement des contrats représente une part importante des engagements financiers de l'année, la part restante est réservée pour de nouveaux contrats.
- Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 16 février 2018, on compte 750 nouvelles personnes qui participent à la mesure¹ sur un total de 4 687 personnes.

D) Quelles sont les intentions quant à la reconduction de la Stratégie?

Les travaux d'élaboration de la nouvelle Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées sont en cours. En attendant cette nouvelle stratégie, un investissement de 29 M\$ sur cinq ans a été annoncé dans le Plan économique du Québec de mars 2018 pour l'aide à l'embauche de personnes handicapées. Les orientations à cet égard seront précisées dans la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre dont le dévoilement est prévu au printemps 2018.

E) Quel est l'échéancier du ministre pour le lancement de la Stratégie?

- L'échéancier reste à préciser.

SOURCE :

Direction des politiques d'emploi et des stratégies

COLLABORATION :

Service de l'analyse et de l'information de gestion

Direction des mesures et des services aux individus

Validation financière : Direction de la planification et de la reddition de comptes

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE :

26 mars 2018

¹ Les nouvelles personnes sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente, soit en 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP- 439

Titre :

Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2) pilotée par le MTESS :

- a. Montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2017-2018;
- b. Nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et obtenu un emploi d'été en 2016;
- c. Nombre de nouvelles personnes au total qui pourront bénéficier de cette mesure (ventilé par régions) en 2018-2019;
- d. Cette mesure sera-t-elle reconduite dans la phase 2 de la Stratégie?
- e. Échéancier du gouvernement pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie;
- f. Actions posées par la ministre déléguée en 2017-2018 pour faire avancer ce dossier.

Exposé et statistiques :

A) Montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2017-2018

- En 2017-2018, le budget pour les CIT a été de 36,3 M\$. Dans le Plan économique 2018-2019, il est question d'un ajout de 5 M\$ pour 2018-2019 pour la mesure CIT et le Programme de subvention aux entreprises adaptées (PSEA). La répartition des sommes additionnelles pour CIT et PSEA reste à préciser.

B) Nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et obtenu un emploi d'été en 2016

- Cette donnée n'est pas disponible. Il n'y a pas de code particulier dans les bases de données du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) permettant de comptabiliser les personnes qui ont bénéficié de cette mesure pour un emploi d'été.

C) Nombre de nouvelles personnes au total qui pourront bénéficier de cette mesure (ventilé par régions) en 2018-2019

- Le nombre de nouvelles personnes est soumis au nombre de contrats qui seront renouvelés.
- En effet, le renouvellement des contrats représente une part importante des engagements financiers de l'année, la part restante est réservée pour de nouveaux contrats.
- Pour la période du 1^{er} avril 2017 au 16 février 2018, on compte 750 nouvelles personnes qui participent à la mesure¹ sur un total de 4 687 personnes.

D) Cette mesure sera-t-elle reconduite dans la phase 2 de la Stratégie?

- On ne parle plus de phase 2, mais d'une nouvelle stratégie. Les travaux pour son élaboration sont en cours. La question du CIT y est examinée. Personne ne remet en question la pertinence de celle-ci.

E) Échéancier du gouvernement pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie

- Dans le Plan économique du Québec 2018-2019, on indique que la stratégie actuelle est prolongée jusqu'au lancement de la nouvelle stratégie. Aucune date n'est fixée pour le moment.

¹ Les nouvelles personnes sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente, soit en 2016-2017.

F) Actions posées par la ministre déléguée en 2017-2018 pour faire avancer ce dossier

- La Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées relève du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. La ministre déléguée aux Services sociaux doit cependant être consultée au regard de la clause d'impact prévue à la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale. Cette consultation est prévue dans le processus d'élaboration de la Stratégie. Des démarches préliminaires ont été amorcées en 2017-2018 par l'entremise de l'Office des personnes handicapées du Québec.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATION : Service de l'analyse et de l'information de gestion
Direction des mesures et services aux individus
VALIDATION FINANCIÈRE: Direction de la planification et de la reddition de comptes
DATE : 12 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-46 (Question du Secrétariat du Travail)

Titre :

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1^{er} décembre jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants :

- a) nom et adresses de l'entreprise ;
- b) date de l'avis ou de la fermeture ;
- c) type ou secteur d'activité de l'entreprise;
- d) nombre total d'employés de l'entreprise;
- e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f) motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

Voir la fiche RP100.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée d'Emploi-Québec

DATE : 20 mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-45 (Question transférée par Revenu Québec)

Titre :

Délai moyen, par mois, pour les déclarations d'immatriculation et pour les constitutions Loi sur les sociétés par actions (LSA).

Exposé et statistiques :

Les délais moyens de traitement pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018 sont présentés dans le tableau ci-dessous. Cette donnée n'est pas disponible par mois.

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT (en jours)	
Constitutions LSA	0,32
Déclarations d'immatriculation	0,35

SOURCE : Secteur des registres de l'État
DATE : 13 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-47 (Question transférée par Revenu Québec)

Titre :

Nombre de jours (ou de parties de jours) pour chacune des cinq dernières années où le registre des entreprises a été indisponible :

- a) pour le service de consultation du registre;
- b) pour les autres services en ligne.

Exposé et statistiques :

Les indisponibilités systémiques visent à la fois les consultations et les transactions.

ANNÉE FINANCIÈRE	NOMBRE DE JOURS OÙ LE REGISTRE DES ENTREPRISES A ÉTÉ INDISPONIBLE ⁽¹⁾
------------------	---

2017-2018

2,31⁽²⁾

⁽¹⁾ Le nombre de jours où le système n'était pas disponible exclut les périodes d'entretien.

⁽²⁾ Du 1^{er} avril 2017 au 27 mars 2018

SOURCE : Secteur des registres de l'État

DATE : 13 avril 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-48 (Question transférée par Revenu Québec)

Titre :

Total des sommes engagées pour faire face aux recours de Radio-Canada et de l'éditeur d'Open Corporates, Chrinon.

Exposé et statistiques :

Dossier Société Radio-Canada:

- Aucun frais jusqu'à présent.

Dossier Chrinon Ltd (OpenCorporates):

- Sténographie : 132,00 \$
- Timbre judiciaire : 170,00 \$

SOURCE : Secteur des registres de l'État
COLLABORATION : Direction des affaires juridiques (MTESS)
DATE : 2018-04-16